



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ

Quebec Official Gazette

PUBLISHED BY AUTHORITY

PROVINCE DE QUÉBEC

QUEBEC, SAMEDI, 9 JANVIER 1915

Nomination

Il a plu à Son Honneur l'ADMINISTRATEUR par arrêté ministériel en date du dix décembre 1914, de nommer L. E. Regnier de la cité de Montréal, inspecteur des établissements industriels et des édifices publics.

173

C. J. SIMARD.

Avis du Gouvernement

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par l'administrateur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-huit décembre 1914, constituant en corporation MM. René Chenevert, avocat, Percy Gregory, comptable, Alfred Tracy, teneur de livres, Robert J. Quigley, agent, et Majorie Anderson, sténographe, de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Manufacturer et faire le commerce de moulures, cadres, meubles, miroirs, images, nattes de photographie, appareils et matériels de photographie et encadrer et préparer les images et argenter les miroirs et exécuter toutes sortes de boisage;

Manufacturer, acheter et vendre des marchandises d'art de toutes sortes, matings, fournitures et matériels d'artiste et articles de piété, glaces,

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 9th JANUARY, 1915

Appointment

His Honor the ADMINISTRATOR has been pleased by order in Council bearing date the tenth day of December 1914, to appoint Mr. L. E. Regnier, of the City of Montreal, inspector of Industrial Establishments and Public Buildings.

174

C. J. SIMARD.

Government Notices

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Administrator of the province of Quebec, bearing date the twenty eight December, 1914, incorporating Messrs, René Chenevert, advocate, Percy Gregory, accountant, Alfred Tracy, book-keeper, Robert J. Quigley, agent and Majorie Anderson, stenographer, of the city of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in mouldings, frames, cabinets, mirrors, pictures, photograph mats, photographic instruments and materials and to frame and prepare pictures and gild mirrors and to execute all kinds of woodwork;

To manufacture, buy and sell art goods of all kinds, matting, artists supplies and materials and articles of vertu, plate glass, window glass

11 JAN 1915

verres à vitre de toutes sortes et accessoires, antiquités, bric-à-brac, préparations pour nettoyer, épousseter et balayer et accessoires;

Manufacturer et faire le commerce de papier pour copie bleue ou noire, papier à dessins, instruments de topographie et autres instruments, et autres articles et fournitures employés par les ingénieurs, les dessinateurs et les architectes;

Construire, acheter, maintenir, tenir en opération boutique et autres bâtisses requises en rapport avec le commerce de la compagnie;

Acquérir la clientèle, droits et propriété de toute sorte ou se charger de ou acheter l'actif et les engagements de toute personne, société ou corporation exerçant tout commerce en tout ou en partie semblable à celui que la compagnie est autorisée à exercer ou en possession de biens convenables pour les fins de cette compagnie et les payer en argent ou en obligations de la compagnie, ou par l'émission d'actions entièrement acquittées du capital de la compagnie;

Se fusionner avec toute compagnie ayant des pouvoirs en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie à tels termes et conditions qu'il sera jugé à propos;

Payer pour toute propriété achetée par la compagnie ou pour les services rendus à ou pour la compagnie par l'émission d'actions entièrement acquittées du capital de la compagnie ou par des obligations de la compagnie ou partie en stock et partie en obligations;

Acquérir par achat, souscription ou autrement et posséder, vendre ou autrement disposer des actions, obligations ou engagements de toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie;

Placer et transiger avec les argents de la compagnie non immédiatement requis de telle manière qu'il pourra être déterminé de temps à autre et en particulier par l'achat de stock dans toute autre corporation;

Exercer tout autre commerce, soit manufacturer ou autrement, qui paraîtront à la compagnie capable d'être convenablement exercé en rapport avec le susdit ou consées directement ou indirectement rendre profitable et accroître les biens ou les droits de la compagnie;

Les susdits objets, pouvoirs et fins de la compagnie seront considérés comme indépendants et non dépendants les uns des autres et la compagnie peut poursuivre ou exercer un ou plusieurs de ces objets, pouvoirs et fins sans égard aux autres et aucune clause ne sera limitée dans sa généralité ou autrement restreinte par une autre clause ou tels objets, pouvoirs et fins, sous le nom de "W. W. Higgs & Company, Incorporated", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-huitième jour de décembre, 1914.

C. J. SIMARD,

169—2-2 Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par l'administrateur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du trente décembre, 1914, constituant en corporation MM. Louis S. Baril, Josaphat L. Ledoux et Eustache Baril, spéculateurs, de Montréal, Rémi Duclou, rentier, de Marieville, Omer Dufresne, rentier, de Longue-Pointe, dans les buts suivants:

Acheter, vendre, transiger, aliéner, terres, terrains, maisons, propriétés et immeubles et

of all kinds and accessories, antiques, bric-a-brac, cleaning, dusting and sweeping compounds and accessories;

To manufacture and deal in blue and black print paper, drawing papers, field and other instruments and other articles and supplies used by engineers, draftsmen and architects;

To construct, purchase, maintain and operate workshop and other buildings required in connection with the company's business;

To acquire the good will, rights and property of any kind or to undertake or to purchase the assets and liabilities of any person, firm or corporation carrying on any business similar in whole or in part to that which the company is authorized to carry on or possessed of property suitable for the purposes of this company and pay for the same in cash or bonds of the company or by the issue of fully paid up shares of the capital stock of the company;

To amalgamate with any company having power similar in whole or in part to those of this company on such terms and conditions as may be agreed upon;

To pay for any property purchased by the company or for the services rendered to or for the company by the issue of fully paid up shares of the capital stock of the company or by the bonds of the company or partly in stock and partly in bonds;

To acquire by purchase, subscription or otherwise and to hold, sell or otherwise dispose of shares of stocks, bonds or obligations of any other company having objects similar in whole or in part to those of this company;

To invest and deal with the monies of the company not immediately required in such a manner as may from time to time be determined and in particular by the purchase of stock in any other corporation;

To carry on any other business, whether manufacturing or otherwise, which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with the above or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

The above objects, powers and purposes of the company shall be deemed to be several and not dependent on each other and the company may pursue or carry on any one or more of such objects, powers and purposes without regard to the others and no clause shall be limited in his generality or otherwise contracted having regard to any other clause or such objects, powers or purposes, under the name of "W. W. Higgs & Company, Incorporated", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the provincial secretary this twenty eight day of December, 1914.

C. J. SIMARD,

170—2-2 Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Administrator of the Province of Québec, bearing date the thirtieth day of December, 1914, incorporating Messrs. Louis S. Baril, Josaphat, L. Ledoux and Eustache Baril, speculators, of Montreal, Rémi Duclou, rentier, of Marieville, Omer Dufresne, rentier, of Longue Pointe, for the following purposes:

To purchase, sell, deal with and alienate lands, lots, houses, properties and immoveables and

faire en général ce qu'on appelle le commerce d'immeubles, sous le nom de "La Longue Pointe Limitée", avec un fonds social de quatre vingt dix neuf mille piastres (\$99,000.00) divisé en neuf cent quatre-vingt dix (990) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce trentième jour de décembre, 1914.

C. J. SIMARD,

171—2-2 Sous-secrétaire de la province.

Avis est par le présent donné conformément à l'article 7061 des S. R. P. Q., 1909, que les termes et conditions de la fusion de la "Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le Feu de la paroisse de St-Jean-Chrysostome" et la "Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le Feu de la paroisse de Saint-Jean-Chrysostome du comté de Chateauguay" sous le nom de "La Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le Feu de la paroisse de Saint-Jean-Chrysostome du comté de Chateauguay" a été approuvée par le lieutenant-gouverneur en conseil à la date du 31 décembre 1914.

Pour le Trésorier de la province de Québec.

WILLIAM CHUBB,

Surintendant des assurances, P. Q.

Division des Assurances,

Département du Trésor.

Québec, 4 janvier, 1915.

185

CHAMBRE DES COMMUNES.

RÈGLES CONDENSÉES RELATIVEMENT AUX AVIS DE BILLS PRIVÉS.

Toute demande de bills privés adressée au Parlement doit être annoncée par un avis publié dans la *Gazette du Canada*, exposant clairement et distinctement la nature et le but de la demande, être signée par ceux qui font la demande ou en leur nom, et porter l'adresse de signataire. Pour une loi de constitution, le nom de la compagnie projetée doit être donnée dans l'avis. Si les ouvrages d'une compagnie quelconque doit être déclarée être à l'avantage général du Canada, la chose doit être formellement mentionnée dans l'avis; et une copie de cet avis doit être expédiée par lettre recommandée au secrétaire de chaque comté ou municipalité qui peut être spécialement intéressé dans ses ouvrages, et aussi au secrétaire de la province dans laquelle ces travaux sont ou pourront être situés; et la preuve de cet envoi s'établit au moyen d'une déclaration statutaire.

Outre l'avis publié comme susdit dans la *Gazette du Canada*, il doit être aussi publié un avis similaire dans un des principaux journaux, comme suit:

1. Pour des lois de constitution en corporation:

(a) d'une compagnie de chemin de fer ou de canaux ou d'une compagnie pour la construction de tout ouvrage spécial, ou pour obtenir des droits ou privilèges spéciaux—dans la principale localité du comté ou du district intéressé;

(b) ou d'une compagnie de télégraphe ou de téléphone—dans la principale localité de chaque province où la compagnie se propose d'établir un service;

(c) ou d'une compagnie de banque; une compagnie d'assurance; une compagnie de garantie; une compagnie de prêt, ou une compagnie industrielle (sans pouvoirs spéciaux)—dans la *Gazette du Canada* seulement.

to carry on generally the real estate business, under the name of "La Longue Pointe, Limitée", with a capital stock of ninety nine thousand dollars (\$99,000.00) divided into nine hundred and ninety (990) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Montreal.

Dated from the office of the Provincial secretary this thirtieth day of December, 1914.

C. J. SIMARD,

172—2-2 Deputy Provincial Secretary.

Notice is hereby given pursuant to Article 7061, R. S. Q., 1909, that the terms and conditions of the amalgamation of "La Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le Feu de la Paroisse de Saint-Jean-Chrysostome" and "La Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le Feu de la Paroisse de Saint-Jean-Chrysostome du Comté de Chateauguay", under the name of "La Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le Feu de la Paroisse de Saint-Jean-Chrysostome du comté de Chateauguay", have been approved by the Lieutenant-Governor-in-Council under date of 31st December, 1914.

For the Treasurer of the province of Québec.

WILLIAM CHUBB,

Superintendent of Insurance, P. Q.

Insurance Branch,

Treasury Department.

Québec, 4th January, 1915.

186

HOUSE OF COMMONS.

CONDENSED RULES RESPECTING NOTICES FOR PRIVATE BILLS.

All applications to Parliament for Private Bills shall be advertised by a notice in the *Canada Gazette*, clearly and distinctly stating the nature and objects of the application, and signed by or on behalf of the applicants, with the address of the party signing the same. For an act of incorporation, the name of the proposed company shall be stated. If the works of any company are to be declared to be for the general advantage of Canada, the same shall be specifically mentioned in the notice, and copy of such notice shall be sent by registered letter to the clerk of each county or municipality which may be specially affected by such works, and also to the secretary of the province in which such works are, or may be located; and proof of such service of notice shall be established by statutory declaration.

In addition to the notice in the *Canada Gazette* aforesaid, a similar notice shall be published in some leading newspaper, as follows:

1. For acts of Incorporation.

(a) Of a railway or canal company, or of a company for the construction of any special works, or for obtaining any special rights and privileges—in the principal place in each county or district affected;

(b) Of a telegraph or telephone company—in the principal place in each province in which the company intends to operate;

(c) Of banks, insurance, trust, loan or industrial companies (without and special powers)—Advertise in the *Canada Gazette* only.

2. Pour des amendements à des lois de constitution en corporation:

(a) Pour le prolongement d'une ligne de chemin de fer ou d'un canal, ou d'embranchements de ces chemins de fer et canaux—dans la principale localité dans chaque comté intéressé;

(b) Pour la remise en vigueur ou la continuation d'une charte ou d'une prorogation du délai fixé pour la construction d'ouvrages de toutes sortes, ou pour l'extension des pouvoirs d'une compagnie (lorsqu'elle n'implique pas la concession de nouveaux droits spéciaux)—au siège social de la compagnie;

(c) Pour la concession de quelques droits ou privilèges spéciaux—dans les localités réellement intéressées.

Tous ces avis doivent être publiés au moins une fois par semaine durant une période de cinq semaines consécutives: et lorsqu'ils sont publiés dans les provinces de Québec ou du Manitoba, ils doivent l'être dans les deux langues, anglaise et française; et s'il n'y a pas de journal dans l'endroit intéressé, avis doit être donné dans l'endroit le plus rapproché où se publie un journal. La preuve de la publication s'établit en chaque cas par une déclaration statuaire qui doit être envoyée au greffier de la Chambre des Communes.

Pour autres détails concernant les avis, pétitions, droits à payer, forme et dépôt du bill, etc., s'adresser au greffier de la Chambre des Communes, à Ottawa, ou voir les règlements de la Chambre relativement aux bills privés tels que publiés dans la *Gazette du Canada*.

THOS. B. FLINT,
5525 Greffier de la Chambre des Communes.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par l'administrateur de la Province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-huit décembre 1914, constituant en corporation MM. Joseph Racette, maître-boucher; Delvina Moreau Racette, épouse contractuellement séparée de biens du dit Joseph Racette, et dûment autorisée; Rodolphe Belisle, voyageur de commerce; Joseph P. Racette, hôtelier et Ernest Laurence, employé civique, de la cité de Montréal, dans les buts suivants.

Exercer en général et dans toutes ses branches le commerce d'hôteliers et de restaurateurs, conformément aux prescriptions de la loi des licences de Québec, et faire toutes autres affaires qui peuvent être conduites en rapport avec tel commerce, tel que les affaires de propriétaires de places pour le cirage des chaussures, salons de barbiers, salles de billard et de pool, dépôts de journaux et de publications périodiques, magasins de cigares, cigarettes, tabacs, huîtres, salle à manger et aussi exercer le commerce de marchands, commerçants et importateurs, en gros et en détail;

Acquérir par achat comme un commerce en opération et exercer le commerce d'hôtel maintenant exercé dans la cité de Montréal, par Joseph Racette, au No 203 McGill et 42-44 rue Récollet, avec son installation, ses meubles, fonds de commerce, licence, clientèle et tous ses autres biens mobiliers en général et les payer en argent ou en obligations, ou en actions acquittées de la compagnie;

Acquérir par achat, échange, bail ou autrement de toute personne, société ou compagnie comme un commerce en opération ou autrement et exercer tout commerce d'hôtel ou de restaurant avec ou sans les bâtisses et les terrains servant ou destinés à leurs exploitations et leurs installations, meubles et autres biens en général et les payer

2. For amendments to acts of incorporation:

(a) For the extension of a line of railway or canal or branches thereto.—In the principal place in each county affected;

(b) For the revival or continuation of charter or for extension of time for the construction of works of any kind, or for enlargement of any of the powers of a company (not involving additional powers)—at the head office of the company;

(c) For the granting of any special powers or privileges—in the localities actually affected.

All such notices shall be published at least once a week for five consecutive weeks; and in Quebec and Manitoba shall be published in both English and French; and if there be no newspaper published in the locality affected, such notice shall be given in the next nearest locality wherein a newspaper is published. Proof of publication shall be established in each case by statutory declaration to be sent to the Clerk of the House.

For further particulars as to notices, petitions, fees, form and deposit of bill, etc., address the Clerk of the House of Commons. Ottawa, or see the Rules of the Commons relating to private bills as published in the *Canada Gazette*.

THOS. B. FLINT,
5526 Clerk of the House of Commons.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Administrator of the Province of Quebec, bearing date the twenty eighth day of December, 1914, incorporating Messrs. Joseph Racette, master butcher; Delvina Moreau Racette, wife contractually separated as to property of the said Joseph Racette, and duly authorized; Rodolphe Belisle, commercial traveller; Joseph P. Racette, hotel keeper and Ernest Laurence, civic employee, of the city of Montreal, for the following purposes:

To carry on generally and in all its branches the business of keepers of hotels and restaurants, in accordance with the provisions of the Quebec License Act, and any other business which may be incidentally carried on in connection therewith, such as shoe shining stands, barber shops, billiard and pool rooms, newspaper and magazine depots, cigar, cigarette and tobacco stores, oysters and lunch counters, as well as the business of wholesale and retail merchants, dealers and importers;

To acquire by purchase, as a going concern, and to carry on the hotel and restaurant business now being carried on, in the city of Montreal, by Joseph Racette, at Nos. 203, McGill and 42-44, Récollet, with its equipment, furnishings, stock-in-trade, license, good-will and all its other moveable assets generally, and to pay for the same in cash or in bonds, or in paid up shares of the company;

To acquire by purchase, exchange, lease or otherwise, from any individual, firm or company, as a going concern or otherwise, and to carry on any hotel or restaurant business with or without the buildings and lands used in or destined to its exploitation, and its equipment, furnishings and all its other assets generally, and to pay for the

en argent ou en obligations ou en actions acquittées de la compagnie;

Acheter ou autrement acquérir par bail ou autrement et posséder toute propriété immobilière qui peut être nécessaire aux objets pour lesquels cette compagnie est incorporée, et payer telle acquisition ou détention en argent ou en obligations ou en actions acquittées de la compagnie;

Vendre, échanger, louer toutes ou aucune de ses propriétés mobilières ou immobilières, en disposer ou en faire le commerce autrement, et emprunter de l'argent sur la garantie d'icelles; construire, maintenir et exploiter sur tous terrains acquis ou détenus par la compagnie, des hôtels, restaurants et toutes autres bâtisses qui peuvent être nécessaires pour la mise en opération des susdites entreprises;

Acheter, acquérir, posséder et vendre, céder et transporter des actions, débetures et autres valeurs de toute autre compagnie ou corporation engagées dans le commerce que cette compagnie est autorisée à exercer ou faisant toutes affaires pouvant être conduites pour le bénéfice de cette compagnie;

Faire et exécuter tous les autres actes et choses qui peuvent être utiles ou paraître avantageux pour mener à bonne fin aucun des susdits objets non contraire aux lois et règlements de la vente des liqueurs enivrantes, sous le nom de "Saint-Elmo Restaurant Limitée," avec un capital social de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté au bureau du secrétaire de la province, ce vingt-huitième jour de décembre 1914.

C. J. SIMARD,

29-1-2 Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par l'administrateur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-huit décembre 1914, constituant en corporation Dame Melvina Lamoureux, veuve de Sieur H. Albert Dansereau Louis A. Jacques, bourgeois, Philias Larivière, bourgeois, Jean Lamoureux, boucher, J. Octave Chapleau, commis-voyageur, de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Faire en général et dans toutes ses branches le commerce d'hôteliers, restaurateurs-cafetiers, et buvetiers et toutes autres affaires qui peuvent être exercées en rapport avec tel commerce et la vente des liqueurs, le tout sujet aux prescriptions de la loi des licences de Québec.

Acquérir par achat, ou autrement, comme un commerce en opération, le commerce actuellement exploité d'hôtel à Montréal, par madame veuve H. A. Dansereau, sous le nom de Melvina Dansereau Lamoureux, et continuer à exploiter le dit commerce, avec ses installations, fourniture, fonds de commerce, licence, clientèle, et autres biens mobiliers généralement utilisés dans l'exploitation du dit commerce et payer pour telle acquisition soit totalement ou partiellement, en argent ou en obligations ou actions entièrement acquittées de la présente compagnie;

Acquérir par achat, échange ou autrement, de toute personne, société ou compagnie, comme un commerce en opération ou autrement, toute licence pour la vente de liqueurs spiritueuses, hôtels, cafés, buvettes, ou restaurants licenciés en opérations; continuer à exploiter le commerce des dits hôtels, cafés, buvettes, et restaurants licenciés et payer pour telles acquisitions soit en argent ou en obligations ou en actions de la présente compagnie;

same in cash or in bonds or paid up shares of the company;

To buy or otherwise acquire by lease or otherwise and to hold any immovable property which may be deemed necessary for the objects for which the company is incorporated, and to pay for such acquisition or holding in cash or in bonds or paid up shares of the company;

To sell, exchange, dispose of, lease or otherwise deal with all or any of its moveable or immovable property, and to borrow money upon security thereof; to construct, maintain and exploit upon any lands acquired or held by the company, hotels, restaurants and all other buildings which may be deemed necessary for the carrying on of the above undertaking;

To buy, acquire and hold, and to sell, assign and transfer shares, debentures or other securities of any other company or corporation engaged in the business which this company is authorized to carry on, or doing any business capable of being conducted for the benefit of the company;

To do and perform all other acts and things which may be conducive or seem advantageous, to the carrying into effect of any of the above objects, subject to the laws and regulations concerning the sale of intoxicating liquors, under the name of "Saint-Elmo Restaurant, Limitede", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty eighth day of December, 1914.

C. J. SIMARD,

30-1-2 Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letter patent have been issued by the administrator of the province of Québec, bearing date the twenty-eight day of December, 1914, incorporating Dame Melvina Lamoureux, widow of H. Albert Dansereau, Louis A. Jacques, gentleman, Philias Larivière, gentleman, Jean Lamoureux, butcher, J. Octave Chapleau, commercial traveller, of the city of Montreal, for the following purposes:

To carry on generally and in all its branches, the business of keepers of hotels, restaurants, cafes, bars, and any other business which may be incidentally carried on in connection with the above and the sale of liquors, the whole subject to the provisions of the Quebec license act.

To acquire by purchase or otherwise as a going concern, the hotel business now carried on at Montreal, by Dame widow H. A. Dansereau, under the name of Melvina Dansereau Lamoureux, and to continue to carry on the said business, with its equipment, furnishings, stock-in-trade, license, good-will, and other moveable assets generally utilized in the exploitation of the said business, and to pay for such acquisition, either in whole or in part, in cash or in bonds or fully paid up shares of the present company;

To acquire by purchase, exchange or otherwise, from any person, firm or company, as a going concern or otherwise, any license for the sale of spirituous liquors, hotels, cafes, bars or licensed restaurants in operation, to continue to carry on the business of the said hotels, cafes, bars and licensed restaurants, and to pay for such acquisitions either in cash or in bonds or in shares of the present company;

Se fusionner, s'associer ou faire des conventions pour le partage des profits, l'union des intérêts, co-opérations, risque conjoint, concessions réciproques, ou autrement avec toute personne, société ou compagnie exerçant ou sur le point d'exercer tout commerce ou transactions que cette compagnie est autorisée à exercer ou tout commerce ou transactions capable d'être conduites directement ou indirectement pour le bénéfice de cette compagnie; acquérir par achat ou autrement ou louer tous immeubles ou autres propriétés qui seront jugées nécessaires ou avantageux aux objets pour lesquels la compagnie est incorporée et payer pour telle acquisition soit en argent ou en obligations ou actions de la compagnie;

Acheter, acquérir, détenir, vendre, céder et transférer des actions, débentures, et toutes autres valeurs de toutes compagnies ou corporations engagées dans tout commerce semblable à celui de la présente compagnie, et payer pour telle acquisition soit en argent ou en actions acquittées ou obligations de la présente compagnie;

Vendre et aliéner, en tout ou en partie les biens de la compagnie, mobiliers ou immobiliers, et l'entreprise de la compagnie ou aucune partie d'icelle, pour telle considération que la compagnie jugera convenable, et en particulier pour des actions, débentures ou valeurs de toute autre compagnie ou corporation.

Emettre le tout ou aucune partie du stock de la compagnie comme entièrement acquitté et non sujet à appel en paiement de toutes propriétés immobilières, meubles ou immeubles, ou autres biens acquis par la compagnie, ou, avec l'approbation des actionnaires, comme rémunération pour services rendus à la compagnie en plaçant le stock ou débentures de la compagnie ou pour toute autre considération que les directeurs jugeront convenables et dans l'intérêt de la compagnie;

Faire, exécuter, et accomplir tous autres actes et choses qui pourront être jugés nécessaires et avantageux pour l'exploitation du dit commerce, de la compagnie et sujet à la loi des licences de Québec, sous le nom de "Hôtel Bellerive, Limitée" avec un fonds social de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en quatre cents (400) actions de cinquante piastre (\$50.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-huitième jour de décembre 1914.

C. J. SIMARD,

33-1-2 Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par l'administrateur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-huit de décembre 1914, constituant en corporation M. M. Victor Lemay, hôtelier; Samuel N. Holman, gérant; Napoléon F. Duquette, gentilhomme; William Woods et Richard Kelly, commis, de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Exercer le commerce de propriétaires et gérants de théâtres, de patinoires, et d'autres lieux de sports du dehors et en particulier pourvoir à la production, la représentation et l'exécution d'opéras, burlesques, vaudeville, vues animées et autres représentations et pièces dramatiques et musicales;

En général acheter, prendre ou louer sur un échange ou autrement acquérir toute propriété réelle ou personnelle, ou tous droits ou privilèges que la compagnie peut juger être nécessaires ou paraître convenables aux fins de son commerce;

Acquérir ou se charger du tout ou d'aucune partie du commerce, de la propriété et les engagements de toute personne ou compagnie exerçant un commerce que la compagnie est autorisée à

To amalgamate, enter into partnership or agreements for the sharing of profits, union of interests, cooperation, joint adventure, reciprocal concessions or otherwise, with any person, firm or company carrying on or about to carry on any business or transactions which this company is authorized to carry on, or any business or transactions capable of being carried so as directly or indirectly to benefit this company, to acquire by purchase or otherwise or lease any immovables or other property which may be deemed necessary or advantageous for the objects wherefor the company is incorporated, and to pay for such acquisition either in cash or in bonds or shares of the company;

To purchase, acquire, hold, sell, convey and transfer shares, debentures and any other securities of any company or corporation engaged in any business similar to that of the present company, and to pay for such acquisition either in cash or in paid up shares or bonds of the present company;

To sell and alienate, in whole or in part, the moveable or immovable property of the company, and its undertaking or any part thereof, for such consideration as the company may deem convenient, and in particular for shares, debentures or securities of any other company or corporation;

To issue the whole or any part of the stock of the company as fully paid up and non assessable in payment of any real estate, moveables or immovables or other property acquired by the company, or with the approval of the shareholders as remuneration for services rendered to the company in placing the stock or debentures of the company or for any other consideration which the directors may deem convenient and to be in the interest of the company;

To make, execute and perform any other acts and things which may be deemed necessary or advantageous for the carrying on of the said business of the company and subject to the Quebec License Act, under the name of "Hôtel Bellerive, Limitée", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into four hundred (400) shares of fifty dollars (\$50.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the provincial secretary, this twenty-eight day of December, 1914.

C. J. SIMARD,

34-1-2 Provincial deputy secretary

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Administrator of the province of Quebec, bearing date the twenty-eight of December, 1914, incorporating Messrs. Victor Lemay, hotel-keeper; Samuel N. Holman, manager; Napoléon F. Duquette, gentleman; William Woods and Richard Kelly, clerks of the city of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of proprietors and managers of theatres, skating rinks and other places of out-door sports, and in particular to provide for the production, representation, and performance of operas, burlesques, vaudeville, moving-pictures and other musical and dramatic performances and entertainments;

Generally to purchase, take or lease on in exchange or otherwise acquire any real and personal property, and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on business, which the company is authorized to carry on or possess-

exercer, ou possède propriété ou droits convenables aux fins de cette compagnie;

Acheter, prendre ou autrement acquérir et posséder des actions, des obligations ou des débetures ou autres obligations d'aucune autre compagnie ayant des fins en tout ou en partie semblables à celles de cette compagnie, ou exerçant tout commerce susceptible d'être conduit de manière à favoriser directement ou indirectement cette compagnie et établir, promouvoir ou autrement aider de telle compagnie ou compagnies;

Pousser toute compagnie ou compagnies dans le but d'acquérir toutes ou aucun des biens et des obligations de cette compagnie, ou pour toute autre fin qui peuvent paraître directement ou indirectement avantageuses à cette compagnie, et souscrire et placer, ou aider dans le placement du stock, des obligations et garanties de telle compagnie ou compagnies;

Placer et transiger avec les argents de la compagnie pas immédiatement requis, de telle manière qu'il peut être déterminée de temps en temps;

Emettre des actions entièrement acquittées des obligations ou des débetures ou autres valeurs pour le paiement soit entier, ou partiel, d'aucune propriété réelle ou personnelle, meuble ou immeuble, services, droits, bail, affaire, franchise, entreprise, pouvoir, privilège permis ou concession ou en échange d'actions, obligations débetures ou autres valeurs de toute autre compagnie exerçant un commerce semblable ou incident au commerce de cette compagnie;

Rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus ou à être rendus, dans le placement d'actions dans le capital de la compagnie, ou de débetures ou autres valeurs de la compagnie, ou dans ou au sujet de la formation ou la promotion de la compagnie ou la conduite de son commerce;

Vendre ou disposer de l'entreprise de la compagnie ou d'aucune de ses parties pour telle considération que la compagnie peut juger convenable, et en particulier pour les actions, des débetures ou garanties de toute autre compagnie ayant des buts en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie;

Adopter telles manières de faire connaître l'entreprise de la compagnie comme il peut paraître convenable et en particulier, en annonçant dans la presse, par des circulaires, par l'achat et l'exposition d'œuvres d'art ou d'intérêt, par la publication de livres et de publications périodiques, ou en accordant des prix, des récompenses et des dons;

S'amalgamer avec toute autre compagnie ayant des buts en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie;

Distribuer en espèce ou en valeur par dividende ou autrement, aucun des biens de la compagnie et particulièrement des actions entièrement acquittées, des débetures ou stocks de débetures de toute autre compagnie parmi ses membres;

Faire toutes les choses, exercer tous les pouvoirs et faire tout commerce incident à l'exercice des fins pour lesquelles cette compagnie est incorporée, sous le nom de "New Grand Limited", avec un capital total de quarante-neuf mille piastres (\$49,000.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix (490) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-huitième jour de décembre 1914.

C. J. SIMARD,

73-1-2

Sous-secrétaire de la province.

ed of property, or rights suitable for the purposes of this company;

To purchase, take or otherwise acquire and hold shares, bonds or debentures or other securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of this company, or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit this company, and to establish, promote or otherwise assist any such company or companies;

To promote any company or companies for the purposes of acquiring all or any of the property and liabilities of this company, or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit this company, and to underwrite and place, or assist in the placing of the stock, bonds or securities of any such company or companies;

To invest and deal with the moneys of the company not immediately required, in such manner as may be from time to time determined;

To issue paid up shares, bonds or debentures or other securities for the payment either in whole or in part of any property real or personal, moveable or immoveable, services, rights, lease, business, franchise, undertaking, power, privilege, license or concession which this company may legally acquire, and in payment or part payment of or in exchange for shares, bonds, debentures or other securities of any other company doing a business similar or incidental to the business of this company;

To remunerate any person or company for services rendered or to be rendered, in placing of any shares in the company's capital or any debentures or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company's or the conduct of its business;

To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of this company;

To adopt such means of making known the business of the company as may seem expedient, and in particular by advertising in the press, by circulars, by purchase and exhibition of works of art, or interest, by publication of books and periodicals, and by granting prizes, rewards and donations;

To amalgamate with any other company having objects altogether or in part similar to those of this company;

To distribute by dividend or otherwise any of the property of the company in specie or kind, among the members and particularly paid up shares, debentures or debenture stock of any other company;

To do all things, exercise all the powers, and carry on any business incidental to the carrying out of the objects for which this company is incorporated, under the name of "New Grand Limited", with a capital stock of forty-nine thousand dollars (\$49,000.00), divided into four hundred and ninety (490) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty-eight day of December, 1914.

C. J. SIMARD,

74-1-2

Deputy Provincial Secretary.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par l'administrateur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-huit de décembre 1914, constituant en corporation MM. Joseph Grim, manufacturier, Albert Main, gérant, William Hugh Dalzell, expert en radiateur, John Pringle, surintendant, et Christopher Columbus Cousins, solliciteur, de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Exercer l'industrie d'experts en automobiles pour l'inspection et faire rapport sur la condition des automobiles et des véhicules semblables et faire, construire, réparer ou autrement fabriquer des automobiles, des parties ou des accessoires d'iceux;

Acheter, vendre, échanger, faire commerce ou trafiquer des automobiles, parties ou accessoires d'iceux, ou toute sorte d'effets de marchandise, propriété ou droits;

S'associer ou faire des conventions concernant les actions, profits, l'union des intérêts, coopération, risques conjoints, concessions réciproques ou autrement, avec toute personne ou compagnie exerçant ou étant engagée dans toute affaire ou transaction que cette compagnie est autorisée à exercer ou à entreprendre, ou toute affaire ou transaction capable d'être conduite de manière à bénéficier directement ou indirectement à cette compagnie, et prêter de l'argent, garantir les contrats ou autrement aider toute telle personne, et prendre ou autrement acquérir des actions et valeurs de toute telle compagnie, et les vendre, les détenir, les ré-émettre, avec ou sans garantie, ou en disposer autrement;

Manufacturer, acheter ou autrement acquérir, vendre, louer, ou autrement disposer de, et faire le commerce de tous les articles, appareils, fournitures, outils, équipement, spécialités, parties, appareils ou choses employées, utiles, désirables, usuelles ou ornementales dans le commerce de la compagnie;

Eriger, construire, manufacturer, mettre en opération, maintenir, louer ou conduire des bâtisses, des usines (works, plants), machineries, dépendances ou établissement nécessaire ou convenable aux fins de la compagnie et vendre ou autrement disposer des produits d'icelles.

Demander, obtenir, enrôler, louer ou autrement prendre et acquérir;

Posséder, employer, opérer sous; et vendre, assigner, ou transporter, ou permettre aux autres par rapport à toute patente, marque de commerce, dessin industriel, droits d'auteur ou autre forme de protection à la propriété industrielle, dans le Canada ou tout pays étranger; et acquérir et disposer de toute méthode, procédé, appareil ou chose, et les développer ou autrement les faire valoir;

Acheter, s'emparer, louer, échanger, louer par bail, donner à loyer ou autrement acquérir et disposer de toute propriété réelle ou personnelle, mobilière ou immobilière et de tout droit, privilèges, ou concessions, lesquels la compagnie peut juger être nécessaires, convenables ou désirables pour les fins de ses affaires;

Placer et transiger avec des argents non immédiatement requis de la compagnie de telle manière qu'il peut être convenable et paraître avantageux pour la compagnie;

Acquérir les soumissions, les affaires ou la propriété de toute personne, société ou corporation, exerçant un commerce semblable ou incident, ou les actions, les obligations ou les débentures de toute autre corporation ou

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Administrator of the Province of Quebec, bearing date the twenty eight of December, 1914, incorporating Messrs. Joseph Grim, manufacturer, George Albert Main, business manager, William Hugh Dalzell, radiator expert, John Pringle, superintendent and Christopher Columbus Cousins, solicitor of the city of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of automobile experts for the inspection of and report on the condition of automobiles and similar vehicles and to make, build, repair and otherwise work on automobiles, part of or accessories thereto;

To buy, sell, exchange, deal in or barter with automobiles, parts thereof, or accessories thereto, or any form of goods, merchandise, property or rights.

To enter into partnership or any arrangement for sharings profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal relation or concession, or otherwise, with any individual, partnership or corporation, carrying on or engaged in any business or transaction which this company is authorized to carry on or engaged in, or any transaction or business capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit this company, and to lent money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person and to take or otherwise acquire shares or securities for the same and to sell, hold or re-issue the same, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

To manufacture, buy or otherwise acquire, sell, let, or otherwise dispose of and deal in all articles, appliances, supplies, tools, equipment, specialities, parts, apparatus or things used, useful, desirable, deedful or ornamental in the business of the company;

To erect, construct, manufacture, operate, maintain, let or conduct any buildings, works, plants, machinery, appliances or establishment necessary or desirable for the purposes of the company and to sell or otherwise dispose of the products thereof;

To apply for, obtain, register, lease or otherwise take over and acquire;

To hold, use, operate under; and, to sell, assign, or transfer, or license others in respect of, any patent, trade-mark, industrial design, copy-rights or other form of protection to industrial property, in Canada or any foreign country; and to acquire and dispose of any method, process, appliance or thing, and to develop or otherwise turn the same to account of the company;

To purchase, take over, lease, exchange, hire, rent or otherwise acquire and to dispose of any property, real or personal movable or immovable, and any rights, privileges or concessions, which the company may deem necessary, convenient or desirable for the purposes of its affairs;

To invest and deal with the monies of the company not immediately required in such manner and which may be convenient and seem proper to the company;

To acquire the undertakings, assets or property of any individual, firm or corporation carrying on a similar or incidental business, or the stock shares, bonds or debentures of any other corporation or business and while hold-

commerce et en les possédant exercer tous les pouvoirs de propriété d'iceux, y compris les droits de vote;

Faire aucune des choses susdites ou autres désirables pour la compagnie, comme corporation, agent, principal, contracteur ou représentant soit seul ou conjointement avec d'autres, sous le nom de "Canadian Automobile Inspection Company, Limited", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00) divisé en deux cent (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera en la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-huitième jour de décembre 1914.

71-1-2 C. J. SIMARD,
Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par l'administrateur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-huit de décembre 1914, constituant en corporation MM. Léopold Larue, marchand, A. Sydney Bruneau, étudiant, Moïse Lorrain, barbier, Louis J. Phaneuf, marchand, tous deux personnellement et pour autoriser son épouse ci-dessous nommée Dame Rosanna Courtois, épouse du dit Louis J. Phaneuf, à ceci, par lui spécialement autorisé et Auguste Angers, avocat de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Exercer en général le commerce d'épiciers, de marchands de vins et de spiritueux, de marchands de fruits et de provisions, et tout autre commerce qui peut être incidemment exercé en rapport avec cela;

Acquérir par achat ou autrement, "as a going concern" et faire le commerce d'épicerie, vins et spiritueux, auparavant exercé par ledit Léopold Larue, sous le nom de "Mount Royal Grocery" au No. 591, avenue Mont Royal-Est, dans la cité de Montréal, avec les meubles, le stock dans ce commerce, licence, la clientèle et d'autres effets en iceux, et les payer en argent ou en obligations, ou en stock entièrement acquittés ou partiellement acquittés de la compagnie, conformément aux dispositions de la loi des licences de Québec;

Acquérir par achat, échange, bail ou autrement de tout individu, société ou compagnie comme commerce en opération (as a going concern) ou autrement et s'accaparer de tout autre commerce d'épicerie, ou de vins et de spiritueux, et de les payer en argent ou en obligations ou en stock acquitté ou partiellement acquitté de la compagnie;

Acheter ou autrement acquérir et posséder, par bail ou autrement aucune propriété immobilière qui peut paraître nécessaire pour mener à bonne fin le commerce de la compagnie, et de la payer, soit en argent, soit en stock ou obligations de la compagnie;

Vendre, échanger, louer, disposer, ou autrement user de ses biens, meubles et immeubles, et emprunter de l'argent sur ses garanties, et l'engager et l'hypothéquer;

Acheter, acquérir ou souscrire pour et accepter, posséder et disposer d'aucune action, obligations, débetures ou valeurs d'aucune compagnie ou corporation ayant des fins semblables à celles de cette compagnie;

S'amalgamer, s'unir, ou se joindre avec toute autre personne, société ou corporation exerçant tout commerce semblable ou s'y rattachant;

Vendre, louer, transporter ou autrement disposer de tout ou d'une partie du commerce et

ing the same to exercise all of the powers of ownership thereto, including voting powers;

To do any of the above or other things desirable for the company, as a corporation, agent, principal, contractor or representative, either alone or in conjunction with others, under the name of Canadian Automobile Inspection Company, Limited, with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, the twenty sixth day of December, 1914.

72-1-2 C. J. SIMARD,
Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Administrator of the Province of Québec, bearing the date the twenty eight of December 1914, incorporating Messrs. Leopold Larue, merchant, A. Sydney Bruneau, student, Moïse Lorrain, barbier, Louis J. Phaneuf, merchant, both personally and to authorize his wife hereinafter named Dame Rosanna Courtois, wife of said Louis J. Phaneuf, hereto by him specially authorized, and Auguste Angers, advocate, of the city of Montreal, for the following purposes:

To carry on generally the business of grocers, wine and spirit merchants, and fruit and provision dealers and any other business which may be incidentally carried on in connection therewith;

To acquire by purchase or otherwise, as a going concern, and to carry on the grocery, wine and spirit business heretofore carried on by the said Leopold Larue under the name of "Mount Royal Grocery", at No. 591, Mount Royal avenue East, in the city of Montreal, with the fixtures, stock in trade, license, goodwill and other assets thereof, and to pay for the same in cash or in bonds or in paid-up or partly paid-up stock of the Company, according to the provisions of the Quebec License Act;

To acquire by purchase, exchange, lease or otherwise from any individual, firm or company as a going concern or otherwise, and to carry in any other grocery or wine and spirit business, and to pay for the same in cash or in bonds or in paid-up or partly paid-up stock of the Company;

To buy or otherwise acquire, and to hold by lease or otherwise any immoveable property which may be deemed necessary for the carrying on of the business of the Company, and to pay therefor either in cash or in stock or bonds of the company;

To sell, exchange, lease, dispose of or otherwise deal with any of its moveable or immoveable property, and to borrow money upon the security thereof, and to pledge and hypothecate the same;

To buy, acquire or subscribe for and to accept, hold and dispose of any shares, bonds, debentures or securities of any company or corporation having objects similar to those of this company;

To amalgamate, unite or join with any other person, firm or corporation carrying on any similar or allied business;

To sell, lease, transfer or otherwise dispose of the whole or any part of the business and

de l'entreprise de la compagnie à tout autre personne, société, compagnie ou corporation et accepter en considération pour une telle vente, bail ou transfert, des argents ou des actions, des obligations ou des garanties d'aucune autre compagnie ou corporation;

Rémunérer soit en argent ou en stock entièrement acquitté ou en partie acquitté, en obligations, ou en débetures de la compagnie, toute personne, société ou corporation pour services rendus ou à être rendus à la compagnie en rapport avec son incorporation, sa promotion, ou son organisation, ou en rapport avec la conduite des affaires de la compagnie, ou pour toute propriété, droits acquis par la compagnie, sous le nom de " Mount Royal Grocery Company " avec un capital total de dix mille piastres (\$10,000.00) divisé en cent (100) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaire de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-huitième jour de décembre 1914.

C. J. SIMARD,

75-1-2. Sous secrétaire de la province

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par l'administrateur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-huit décembre 1914, constituant en corporation MM. Magaret Theresa Parker, veuve de Joseph Parker, Alfred Wellington Parker, gérant d'hôtel, Mable Thérèse Parker, et Ethel Ruby Parker, filles non mariées et John Frederick Campbell, courtier en immeuble, de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Acheter, louer, acquérir, entreprendre et continuer pour eux-mêmes et pour leurs successeurs sous aucun titre légal, et détenir et prendre possession en qualité de locataires ou propriétaires, respectivement, de toutes terres ou bâtisses, meubles ou immeubles, dans la province de Québec, dans le but d'exercer les affaires de pension et garnies, ou maisons de rapport, tavernes, places publiques, places pour le cirage des chaussures, dépôts de journaux, comptoirs et magasins de cigares, hôteliers, restaurants licenciés, cafés et buvettes, conformément aux lois et règlements de la province de Québec et de la municipalité ou tels établissements seraient situés, des buffets sur terre ou sur mer, et plus particulièrement acheter, entreprendre et continuer le commerce présentement exercé par Madame Margeret T. Parker, au No 121 rue Saint-Antoine, dans la cité de Montréal, province de Québec, et connu comme "The Parker House", et le payer complètement ou partiellement en actions entièrement acquittées et non sujettes à appel du capital de la compagnie, ou en argent, obligations, débetures, hypothèques ou autres valeurs, et vendre, échanger, louer ou autrement disposer du dit commerce;

Agir comme pourvoyeur, contrôler par a hat, bails ou autrement, toutes concessions sur terre ou sur mer, utiles aux intérêts de la compagnie, et les vendre, les louer ou en disposer pour de l'argent ou autrement conformément aux dispositions de la Loi des Licences de Québec;

Acheter, louer ou autrement acquérir, en tout ou en partie, le commerce de toute compagnie, société commerciale ou personne exerçant tout commerce semblable à celui de la compagnie avec toutes les bâtisses, machineries, fonds de commerce, clientèle et biens en général de tel commerce, et se charger de la totalité ou d'une

undertaking of the Company to any other person, firm, company or corporation, and to accept by way of consideration for such sale, lease or transfer monies or any shares, bonds or securities of any other company or corporation;

To remunerate either in cash or in paid up or partly paid up stock, bonds or debentures of the company any person, firm or corporation for services rendered or to be rendered to the company in connection with its incorporation, promotion or organization or in connection with the conduct of the company's business, or for any property or rights acquired by the company, under the name of " Mount Royal Grocery Company ", with a capital stock of ten thousand dollars (\$10,000.00) divided into one hundred (100) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montréal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty-eight day of December 1914.

C. J. SIMARD,

76-1-2 Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Administrator of the Province of Quebec, bearing date the twenty eight of December, 1914, incorporating Misses Margaret Theresa Parker, widow of Joseph Parker, Alfred Wellington Parker, hotel manager, Mable Theresa Parker and Ethel Ruby Parker, spinster, and John Frederick Campbell, real estate broker, of the city of Montreal, for the following purposes:

To purchase, lease, acquire, take over and continue for themselves and their successors under any legal title and hold and take possession of as lessees or proprietors respectively any lands or buildings, real or moveable estate in the province of Quebec, for the purpose of carrying on the business of boarding and lodging houses, or apartment houses, roadhouses, public houses, shoe shining parlors, news stands, cigar stands and stores, hotel keepers, licensed restaurant, cafe and bar under the laws and regulations of the province of Quebec and the municipality in which such establishment would be situated, eating and drinking stations on land or water, and more especially to purchase, take over and continue the business presently carried on by Mrs. Margaret T. Parker, at No. 121 Saint Antoine Street, in the city of Montreal, province of Quebec, and known as the Parker House, and to pay for same wholly or in part in fully paid up and non-assessable stock of the company or in cash, bonds, debentures, mortgages or other securities, and to sell, exchange, lease or otherwise dispose of same, according to the provisions of the Quebec License Act;

To act as caterers, control by purchase, lease or otherwise, any concessions on land or on water, serviceable to the interest of the company, and to sell, lease or otherwise dispose of the same for cash or otherwise;

To purchase, lease or otherwise acquire, in whole or in part, the business of any company, firm or person carrying on any business similar to the business of the company, together with all buildings, machinery, stock-in-trade, goodwill and assets generally, of such business and to assume in whole or in part the liabilities of any

partie des dettes de tel commerce, et les payer, en tout ou en partie, en actions entièrement acquittées et non sujettes à appel de la compagnie, ou en argent, obligations, débetures, hypothèques ou autres valeurs;

Acquérir, louer, vendre, échanger ou autrement détenir, disposer des stocks, obligations, débetures, valeurs ou actions de la compagnie ou dans toute compagnie exerçant un commerce ayant des objets semblables à ceux de cette compagnie;

Agir en qualité d'agents vendeurs, en gros ou en détail, pour les manufacturiers de tabac, cigares, tabac en poudre, eaux gazeuses, eaux minérales, vins, spiritueux, bière, ale, liqueurs et mélanges, spiritueux ou autrement conformément aux dispositions de la Loi des Licences de Québec;

Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets promissaires, lettres de change, connaissements, mandats et autres effets négociables et transférables;

Prendre et détenir des morts gages, hypothèques, gages ou charges pour garantir le paiement du prix d'achat de toute propriété vendue par la compagnie aux acquéreurs ou autres personnes;

Distribuer en argent, parmi les actionnaires, tous les biens de la compagnie, et prêter ou autrement placer de temps à autre le surplus des fonds de la compagnie;

Exercer tout autre commerce qui semblera à la compagnie capable d'être convenablement exercé en rapport avec son commerce, directement ou indirectement accroître la valeur d'aucun des biens ou droits de la compagnie à les rendre profitables, sous le nom de "Parker House Limited", avec un capital-actions de vingt mille (\$20,000.00) dollars, divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-huitième jour de décembre 1914.

C. J. SIMARD,

85-1-2

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par l'administrateur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-huit décembre 1914, constituant en corporation MM. Georges Nelpha Clermont, courtier; Alma Magnan, épouse séparée de biens de G. N. Clermont; Adrien Beaudry, avocat et Conseil en Loi du Roi; de la ville d'Outremont; Hector Clermont, médecin et Joseph Magnan, surintendant, de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Faire affaires comme manufacturiers et marchands de produits et conserves alimentaires;

Faire affaires comme importateurs et exportateurs, soit comme principaux soit comme agents;

Faire affaires comme contracteurs et constructeurs généraux et comme manufacturiers et marchands de matériaux de construction;

Faire des transactions immobilières en général, soit comme principaux, soit comme agents, et acquérir par achat, échange ou autrement, des terres et lots de terre, les diviser, subdiviser et améliorer, et acquérir par achat, échange ou autrement, louer, bâtir, construire, améliorer et réparer des maisons, magasins, moulins et autres bâtisses, et généralement toutes sortes de propriétés mobilières et immobilières, droits et privilèges, patentes et brevets d'invention, et les

such business and to pay for same, wholly or in part, in fully paid-up and non-assessable stock of the company, or in cash, bonds, debentures, mortgages or other securities;

To acquire, lease, sell, exchange or otherwise, hold, dispose of the stock, bonds, debentures, securities or shares of or in any company carrying on business with objects similar to those of this company;

To act as selling agents, wholesale or retail, for the manufacturers of tobacco, cigars, snuff, aerated waters, mineral waters, wines, spirits, beer, ale, liquors and compounds, whether spirituous or otherwise, according to the provisions of the Quebec License Act;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

To take and hold mortgages, hypothecs, liens or charges to secure the payment of the purchase price of any property sold by the company to purchasers or others;

To distribute in cash or kind among the share-holders, any assets of the company and to lend or otherwise invest the surplus funds of the company from time to time;

To carry on any other business which may seem to the company capable of being carried on in connection with its business, directly or indirectly, to enhance the value of or render profitable any of the company's rights or property; under the name of "Parker House Limited", with a capital stock of twenty thousand (\$20,000.00) dollars, divided into two hundred (200) shares of one hundred (\$100.00) dollars each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the provincial secretary, this twenty eight day of December, 1914.

C. J. SIMARD,

86-1-2

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Administrator of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eight day of December, 1914, incorporating Messrs. Georges Nelpha Clermont, broker, Alma Magnan, wife separated as to property of G. N. Clermont, Adrien Beaudry, advocate, and King Counsel, of the town of Outremont, Hector Clermont, physician, and Joseph Magnan, superintendent, of the city of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as manufacturers of and dealers in alimentary products and canned goods;

To carry on business as importers and exporters, either as principals or agents;

To carry on business as contractors and general builders, and as manufacturers of and dealers' in building materials;

To generally deal in real as principal or agents and to acquire by purchase, exchange or otherwise lands and lots, divide subdivide and improve the same and to acquire by purchase, exchange or otherwise and to lease, construct, build, improve and repair houses, stores, mills and other buildings, and generally all kinds of moveable and immoveable properties, rights, and privileges and to pay for the same in cash, shares, debentures or otherwise, and to sell;

payer en argent, parts, débetures et autrement, et les vendre, les louer ou en disposer de quelque façon que ce soit;

Acquérir et posséder, vendre, transporter, disposer de ou de souscrire des actions du capital social, des débetures ou autres valeurs émises par d'autres corporations, sociétés ou personnes, et exercer tous les droits, privilèges et propriétés s'y rattachant, y compris le droit de voter en vertu de telles actions, nonobstant les dispositions de l'article 44 de ladite loi, et les payer en argent, actions ou bons de la présente compagnie ou autrement;

Acheter la clientèle, les droits, propriétés et actifs de toutes sortes, assumer les responsabilités et continuer les affaires de toutes personnes, sociétés ou corporations faisant un commerce semblable à celui de la compagnie, et payer pour tel achat en argent, actions ou débetures de cette compagnie ou autrement;

Prendre part à la direction et au contrôle de toutes compagnies ou entreprises semblables en tout ou en partie à cette compagnie, et dans ce but faire toute nomination de directeurs, experts ou autres employés nécessaires;

Faire toute autre commerce ou entreprises, de manufacture ou autre, pouvant être faite en rapport avec les affaires de cette compagnie ou pouvant directement ou indirectement augmenter la valeur de quelque propriété, droits ou franchises de cette compagnie;

Vendre ou autrement disposer des droits, affaires ou entreprises de cette compagnie, en tout ou en partie, de quelque façon que ce soit et recevoir en paiement de l'argent ou des parts et des débetures ou autres valeurs émises par d'autres corporations avec tous les droits et privilèges s'y rattachant, y compris le droit de vote;

Rémunérer en parts acquittées de cette compagnie, débetures ou autrement, toutes personnes, sociétés ou corporations, pour services rendus ou à être rendus dans le placement des actions du capital social de cette compagnie, ou pour tous autres services rendus ou à être rendus relativement à la formation de cette compagnie ou à la conduite de ses opérations sous le nom de "G. N. Clermont, Limitée", avec un fonds social de quatre-vingt-quinze mille piastres (\$95,000.00), divisé en neuf cent cinquante (950) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-huitième jour de décembre 1914.

C. J. SIMARD,

35-1-2 Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par l'administrateur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-huit décembre 1914, constituant en corporation MM. Arthur Pierre Patenaude, agent; Edouard Poulin, rentier; Mathias Dutil, commerçant; Emile Mercier, marchand; Edouard Lacroix, commerçant de bois; J. Aimé Roy, agent, de Saint-George, de Beauce, dans les buts suivants:

Acquérir, louer, acheter, posséder, vendre et autrement aliéner ou échanger tous engins à gazoline ou autres, scies rondes, moulins à battre, moulins à coudre, centrifuges, laveuses, automobiles, poêles, fournaies, ou autres appareils de chauffage, tous articles de fer, acier ou autre métal quelconque et tous autres instruments aratoires, industriels ou autres, ou les produire ou les manufacturer ou toutes parties d'iceux;

Acquérir, vendre, échanger, et en général faire le commerce de gazoline ou la produire ou la manufacturer;

lease or dispose of the same in any manner whatsoever

To acquire and hold, sell, transfer and dispose of or subscribe for shares of the capital stock, debentures or other securities issued by other corporations, firms or persons, and to exercise all the rights, privileges and property attached thereto, including the right to vote in virtue of such shares, notwithstanding the provisions of article 44 of the said Act, and to pay for the same in cash, shares or bonds of the present company or otherwise;

To purchase the goodwill, rights, property and assets of all kinds, assume the liabilities and continue the business of any persons, firms or corporations carrying on a business similar to that of the company, and to pay for such purchase in cash, shares or debentures of this company or otherwise;

To take part in the management and control of any companies or undertakings wholly or partly similar to this company, and with that end in view to appoint directors, experts or other necessary employees;

To carry on any manufacturing or other business or undertaking capable of being carried in connection with the business of this company or calculated directly or indirectly to enhance the value of the property, rights or franchises of this company;

To sell or otherwise dispose of the rights, business or undertaking of this company, in whole or in part, in any way whatever, and to receive in payment cash or shares and debentures or other securities issued by other corporations with all the rights and privileges attached thereto including voting power;

To remunerate in paid up shares of this company, debentures or otherwise, any persons, firms or corporations, for services rendered or to be rendered in or about the formation of this company or the conduct of its business, under the name of "G. N. Clermont, Limitée", with a capital stock of ninety five thousand dollars, \$95,000.00 divided into nine hundred and fifty (950) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty eight day of December 1914.

C. J. SIMARD,

36-1-2 Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec companies' act, letters patent have been issued by the administrator of the province of Quebec, bearing date the twenty-eight day December, 1914, incorporating Messrs Arth Pierre Patenaude, agent; Edouard Poulin, rentier; Mathias Dutil, trader; Emile Mercier, merchant; Edouard Lacroix, lumber dealer; J. Aimé Roy, agent, of Saint-George de Beauce, for the following purposes:

To acquire, lease, purchase, hold, sell or otherwise alienate or exchange any gasolene or other engines, circular saws, threshing machines, sewing machines, separators, washing machines, automobiles, stoves, furnaces or other heating apparatuses, any articles in iron, steel or other metal whatever, and any agricultural, manufacturing or other implements or to produce or manufacture the whole or any part thereof;

To acquire, sell, exchange and generally deal in gasolene or to generate or manufacture same;

Recevoir en paiements ou par échange de ces articles, tous articles quelconques, bois, animaux, terrains, bâtisses, les revendre, échanger, louer ou autrement aliéner;

Acquérir, louer, acheter, posséder, sous aucun titre quelconque, mettre en opération des terres, limites à bois, meubles et immeubles, droits, pouvoirs d'eau, moulins à scie, manufactures de toutes sortes, et en disposer;

Faire les affaires de manufacturier de bois, marchands de bois, acheter, vendre, préparer pour le marché, manufacturer, importer, exporter et faire le commerce en général de bois de toutes sortes, et d'articles de toutes sortes en bois;

Acheter, louer, vendre ou autrement posséder ou aliéner, ou mettre en opération des magasins de provisions, de marchandises sèches, de tous articles quelconques susceptibles d'achat et de vente, et de faire le commerce en général de marchands;

Exploiter toute terre appartenant à la compagnie, et dans ce but acheter, et vendre les animaux de ferme, produits agricoles et en faire le commerce;

Vendre, louer ou autrement aliéner toutes propriétés ou actif de la compagnie à toute personne ou toute autre compagnie pour telle considération ou garantie que la compagnie peut juger à propos, et en particulier pour les actions, obligations, débetures de telle autre compagnie;

Acheter, louer ou autrement acquérir les affaires, franchises, biens, propriétés, droits, privilèges, clientèle de toute autre personne ou toute autre compagnie, et les payer en argent en tout ou en partie ou en actions, débetures, obligations de la compagnie, et se charger des obligations de telle autre compagnie;

Construire toutes bâtisses quelconques pour l'usage de la dite compagnie ou pour les revendre ou autrement trafiquer, et acquérir des terrains à cet effet et les revendre ou autrement aliéner;

Transférer par vente ou autrement aliéner les actions, obligations et débetures de la compagnie à d'autres compagnies, sous le nom de "Dominion Engine Supplies Company, Limited", avec un fonds social de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation sera à Saint-Georges Est, Beauce.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-huitième jour de décembre 1914.

C. J. SIMARD,

37-1-2 Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par l'administrateur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-huitième jour de décembre 1914, constituant en corporation, MM. James Macdonald, avocat; Simon Erdrich, marchand; Jack Itchkowitz, manufacturier; William Wolkow, commerçant; Abraham Abrahamson, hôtelier, de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Exercer le commerce de marchands en gros et en détails d'habillements de toutes sortes et de toute description, importer et exporter, acheter et vendre et faire en général le commerce de marchandises sèches, soies, cotons, laines, satins, tissus de toutes sortes, coupons, boutons de toutes sortes, de marchandise en général; manufacturer, confectionner, exporter, vendre, engager, ou autrement disposer d'habits de toutes sortes et descriptions pour hommes, femmes et enfants, mettre en opération, toute industrie semblable, manufacture, transaction, importation et exportation, achat et vente, ou

To receive in payment or in exchange for such articles any articles whatever, wood, live stock, lands, buildings, resell, exchange, lease or otherwise alienate the same;

To acquire, lease, purchase, hold under any title whatever, operate lands, timber limits, moveables, and immoveables, rights, water powers, saw-mills, manufactories of all kinds and dispose thereof;

To carry on the business of lumber manufacturer, lumber merchant, to buy, sell, prepare for market, manufacture, import, export and generally deal in wood of all kinds, and wooden articles of all sorts;

To buy, lease, sell or otherwise hold or alienate and operate provision stores, dry goods stores, and stores containing any articles capable of being bought and sold, and to carry on the general business of merchants;

To exploit any lands belonging to the company and for that purpose to buy and sell farm stock, farm produce and deal therein;

To sell, lease or otherwise alienate any property or assets of the company to any person or other company for such consideration or securities as the company may deem fit and in particular for shares, bonds, debentures of any other company;

To purchase, lease, or otherwise acquire the business, franchises, assets, property, rights, privileges, good-will of any other person or company, and to pay for the same in whole or in part in cash or in shares, debentures, bonds of the company and to assume the liabilities of such other company;

To construct any buildings whatsoever for the use of the said company or for the purpose of reselling or otherwise dealing with the same and to acquire lands for such purpose and to resell or otherwise alienate the same;

To transfer by sale or otherwise alienate the shares, bonds and debentures of the company to other companies, under the name of "Dominion Engine Supplies Company, Limited", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Saint Georges East, Beauce.

Dated from the office of the provincial secretary, this twenty-eight day of December, 1914

C. J. SIMARD,

38-1-2 Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Administrator of the province of Quebec, bearing date the twenty-eight day of December, 1914, incorporating Messrs James Macdonald, advocate; Simon Erdrich, merchant; Jack Itchkowitz, manufacturer; William Wolkow, trader; Abraham Abrahamson, hotel keeper, of the city of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of wholesale and retail merchants of clothing of all kinds and description; to import and export, to buy and sell and generally do business in dry goods, silks, cottons, wollens, satins, tissues of all kinds, tailors trimmings, buttons and all kinds of merchandise in general; to manufacture, make up, export, sell, pledge, or otherwise dispose of men's, ladies and children's clothes of all kinds and descriptions; to carry on any similar industry, manufacturing, dealing, importing and exporting, buying and selling, or otherwise relating to the above purposes, which

autrement se rapportant aux fins susdites, lesquelles la compagnie peut juger censées être avantageusement mises en opération en rapport avec aucune des susdites industries; acquérir ou se charger du tout ou d'une partie des biens et obligations de toute personne ou personnes, compagnie ou compagnies, engagées dans toute industrie, que la présente compagnie est autorisée d'entreprendre, ou en possession de biens avantageux pour le bénéfice de la présente compagnie; engager aucun des dits habits confectionner ou non confectionnés, matériels crus, marchandises sèches, cotons, soies, laines, tissus, coupons, et toutes ou aucune des marchandises, stocks dans les affaires de la dite compagnie; acheter en général, prendre possession, louer à bail, ou échanger, louer ou autrement, acquérir tout bien meuble et immeuble avec tous les droits et privilèges, que la compagnie peut juger nécessaires pour son industrie et en particulier, toutes les terres, bâtisses, obligations, machinerie, outils et stocks dans les affaires; acquérir et posséder des actions dans aucune autre compagnie, dont les objets sont semblables à ceux de la présente compagnie, rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus ou à être rendus en disposant ou aidant à disposer, ou garantissant la disposition d'un nombre d'actions dans le capital de la compagnie, ou des obligations ou des autres valeurs de la compagnie, ou par rapport à la formation ou la promotion de la compagnie ou la conduite de ses affaires, ou la vente ou la disposition de sa marchandise; émettre, faire, accepter, endosser, pour valeur ou en vue d'acommodation, escompter, exécuter, et mettre des billets promissoires, chèques, lettres de crédit, lettres de change, traites, obligations, débetures et autres valeurs négociables et transférables; prendre les moyens de faire connaître les produits de la compagnie, qu'il paraîtra convenables et plus particulièrement en annonçant dans les journaux, dans des circulaires, ou autrement; vendre, améliorer, gérer, développer, échanger, céder, perfectionner ou autrement disposer du tout ou d'une partie de la propriété des biens de la compagnie; acquérir et prendre comme commerce en opération (as a going concern) le commerce exercé par la société "The Canadian Juvenile Clothing Company" dans la cité de Montréal, et tous ou aucun des biens ou engagements de la dite société en rapport avec elle et payer les propriétaires de la dite "Canadian Juvenile Clothing Company", par l'acquisition du dit commerce soit en argent, soit en stock acquitté dans le capital de la présente compagnie, sous le nom de "The Canadian Juvenile Clothing Company Incorporated", avec un capital total de quarante-neuf mille neuf cents piastres, (\$49,900.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix (490) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la compagnie, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-huitième jour de décembre 1914.

C. J. SIMARD,

77-1-2

Sous-secrétaire de la province.

Avis est par le présent donné que la compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de Sainte-Brigite des Saults dans le comté de Nicolet, ayant été établi aux termes des articles 6886 et suivants, paragraphe VI, section XXII, chapitre III, titre XI des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, et s'étant conformé aux exigences de la loi, la dite compagnie a obtenu un permis et a le droit de recevoir des applications

the company may judge capable of being advantageously carried on in connection with any of the above industries; to acquire or undertake in whole or part properties and obligations of any person or persons, company or companies, engaged in any industry which the present company is authorized to undertake or in possession of suitable property for the present company; to pledge any of the said clothing manufactured or unmanufactured, raw materials, dry goods, cottons, silks, wollens, tissues, tailor's trimmings, and all or any of the merchandise and stock in trade of the said company; to buy in general, take on, lease, or in exchange, rent or otherwise acquire any moveable or immovable property with all rights and privileges which the company may deem necessary for its industry and particularly, all lands, buildings, obligations, machinery, tools and stocks in trade; to acquire and hold shares in any other company, the objects of of which are similar to those of the present company; to reimburse any person or company for services rendered or to be rendered in disposing of, or helping to dispose of, or guaranteeing the disposal of any number of shares of the capital of the company, or the obligations or other values of the company, or in regard to the formation or promotion of the company or the conduct of its affairs, or in the selling or disposing of its merchandise; to draw, make, accept, endorse, for value or by way of accomodation, discount, execute and issue promissory notes, cheques, letters of credit, bills of lading, drafts, bonds debentures and other negotiable and transferable instruments; to take such means to make the products of the company known as will be deemed advisable, and more particularly through advertising in the papers, through circulars, or otherwise; to sell, ameliorate, manage, develop, exchange, rent, cede, improve or otherwise dispose of the whole or part of the property and assets of the company; to acquire and take over as a going concern the business carried on by the firm of the Canadian Juvenile Clothing Company in the city of Montreal, and all or any of the assets or liabilities of said firm in connection therewith and to pay the owner of said Canadian Juvenile Clothing Company for the acquire of said business, either in cash, or by paid up capital stock in the present company, under the name of The Canadian Juvenile Clothing Company Incorporated, with a capital stock forty nine thousand nine hundred dollars (\$49,900.00), divided into four hundred and ninety (490) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty eight day of December, 1914.

C. J. SIMARD,

78-1-2

Deputy Provincial Secretary.

Notice is hereby given that "La Compagnie d'assurance Mutuelle contre le Feu de la paroisse de Sainte-Brigite des Saults, dans le comté de Nicolet", has been established in conformity with articles 6886 and following, sub-section VI, section XXII, chap. III, title XI, of the Revised Statutes of the Province of Quebec, 1909, and having complied with the requirements of the law, the said company has been licensed and has the right

et d'émettre des polices d'assurance et de transiger toutes les affaires qu'une compagnie d'assurance mutuelle d'assurance contre le feu formée en vertu des dits articles du dit paragraphe peut légalement transiger relativement au genre d'affaires mentionné dans la déclaration faite à l'Inspecteur, savoir: assurance mutuelle contre le feu, la foudre et le vent des bâtiments de fermes et de risques isolés, (tels risques étant ni des risques de commerce ou de manufacture, ni des risques extra-hasardés), dans les limites du comté de Nicolet, dans la province de Québec.

Donné conformément à l'article 6950 des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, ce vingt-quatrième jour de décembre 1914.

Pour le trésorier de la province.

WILLIAM CHUBB,

Surintendant des assurances, P. Q.
Division des Assurances,
Département du Trésor,
Québec, P. Q.

53-1-2

Demandes à la Législature

La Cité de Montréal donne avis qu'elle s'adressera à la Législature Provinciale, à sa prochaine session afin d'obtenir des amendements à sa charte sur les matières suivantes:

Prélèvement d'argent par imposition de taxes; taxes générales et spéciales; taxe d'affaires; taxe d'eau; taxes spéciales pour améliorations locales ou autres; taxes sur billets de théâtres, etc., pour fins de charité; rôles de répartition pour travaux, améliorations et expropriations; pouvoir d'exécuter certains travaux à défaut du propriétaire et réglementation à ce sujet; emprunts; rues, ruelles, voies publiques; égouts; drains et aqueducs; plans privilégiés; parcs; squares; traverses, licences et permis; paix et sureté publiques; hygiène et salubrité; travaux et améliorations publics; eau; lumière; paix, ordre et bon gouvernement de la cité; modification du système d'administration et du gouvernement de la cité; élection du Maire, des Commissaires et échevins et élections en général; préparation des listes électorales; taxes sur les salles de vues animées; obligations que la ville a assumées envers certaines municipalités annexées; préparation et mise en vigueur des rôles d'évaluation; taxes sur et réglementation des camions automobiles et automobiles en général; redistribution, fusion et noms des quartiers; formation de la cité en districts; annexions expropriations; révocation de permis ou licences; loi concernant la Commission des Services Electriques de la cité de Montréal; conduits souterrains; publication des avis publics; majorité requises pour adoption de certaines mesures par le conseil; adoption automatique des rapports des commissaires (article 21 L); soumissions pour travaux et achats de matériaux, marchandises, etc.; interprétation de la loi au sujet de l'expropriation de la rue de la Montagne; ratification du règlement No 529; commutation de taxes pour certains privilèges au-dessus et au-dessous des rues et ratification des contrats entre la cité et le gouvernement fédéral à ce sujet.

Par ordre,

L. O. DAVID,
Greffier de la Cité.

Bureau du Greffier de la Cité,
Hôtel de Ville,

Montréal, 5 décembre 1914. 6251-2-4

to receive applications and to issue insurance policies and to transact any business that a mutual fire insurance company formed under the said article of the said sub-section may lawfully do in respect of the kind of business mentioned in their declaration to the Inspector, namely: mutual insurance against fire, lightning and wind on farm buildings and isolated risks (such risks being other than commercial or on buildings used for commercial or manufacturing purpose, or extra-hazardous), within the limits of the county of Nicolet, in the Province of Quebec.

Given pursuant to article 6950 of the Revised Statutes of the Province of Quebec, 1909, this twenty fourth day of December, 1914.

WILLIAM CHUBB,

Superintendent of Insurance, P. Q.
Insurance Branch,
Treasury Department,
Quebec, P. Q.

54-1-2

Applications to the Legislature

The city of Montreal gives notice that it will apply to the Provincial Legislature, at its next session, for amendments to its charter on the following matters:

Raising of money by l ying taxes; general and special taxes; business tax; water rate; special taxes for local or other improvements, taxes on theater tickets, etc., for charity purposes, assessment rolls for works, improvements and expropriations; power to perform certain works in the event of the proprietor failing to do the same, and to enact by-laws in this connection; loans, streets, lanes, thoroughfares; sewers; drains and water-works; plans; privileges; parks; squares; crossings; licenses and permits; public peace and safety; hygiene and sanitation; public works and improvements; water; light; peace; order and good government of the city; modification of the system of administration and government of the city; election of the Mayor, Commissioners and aldermen and elections generally; preparation of voters' lists; taxes on moving picture halls; obligations assumed by the city towards certain annexed municipalities; preparation of assessment rolls and putting the same into force; taxes on and regulation of motor trucks and motor vehicles generally; redistribution, names and amalgamation of wards; division of the city into districts; annexations expropriations; revocation of permits or licenses; law concerning the Electrical Commission of the city of Montreal; underground conduits; publication of public notices; majorities required for the adoption of certain measures by the council; automatic adoption of the Commissioners' reports (Art. 21 L); tenders for works, and purchases of materials; goods, etc.; ratification of by-law No. 529; interpretation of the act relating to the widening of Mountain St.; communication of taxes for certain privileges over and under the streets and ratification of the agreements entered into between the city and the Dominion Government in this connection.

By order,

L. O. DAVID,
City Clerk.

City Clerk's Office,
City Hall.

Montreal, 5th December, 1914. 6252

Avis est par les présentes donné qu'une demande sera faite à la prochaine session de la Législature de la province de Québec, pour obtenir la passation d'une loi permettant au Collège des Chirurgiens Dentistes de la Province de Québec, d'admettre au nombre de ses membres, à certaines conditions, Jean Michel Derome, de Montréal, et pour autres fins.

JEAN MICHEL DEROME,
Montréal, 10 décembre, 1914 6439-4

Avis est donné par les présentes, qu'une demande sera faite à la prochaine session de la Législature de la province de Québec, pour obtenir la passation d'une loi amendement la loi incorporant la ville Mont Royal, 3 Georges V, chapitre 72, quant à ce qui suit, savoir: la qualification nécessaire pour occuper les charges municipales; l'abrogation de l'obligation d'élargir partie du chemin de la Côte Saint-Laurent; le prolongement des délais accordés à la ville pour faire certains arrangements avec la compagnie des tramways de Montréal et la Montreal Public Service Corporation; l'érection en municipalité scolaire distincte du territoire de la ville, et pour autres fins s'y rapportant.

A. L. McKENZIE,
Secrétaire-trésorier de la ville Mont-Royal.
Montréal, 14 décembre 1914. 6489-4

DEMANDE A LA LEGISLATURE

Avis est donné que demande sera faite à la Législature de Québec à sa session prochaine, par Montcalm Construction Company pour qu'il soit passé un acte à l'effet de donner à la dite compagnie de plus amples pouvoirs et en particulier celui d'exploiter des lignes et un système de téléphone dans la cité de Québec et ailleurs et aussi à l'effet de sanctionner certaines conventions entre la dite compagnie et d'autres compagnies et corps publics.

BELLEAU, BAILLARGEON & BELLEAU,
Québec, 14 décembre 1914. 6483 4

Avis public est par les présentes donné que, la corporation du village de Saint-Michel de Laval s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, en vue d'obtenir une loi spéciale, pour les fins suivantes, savoir:

Amender sa charte, la loi 4 Georges V, chapitre 97, de manière à être constituée en corporation de ville, sous le nom de "ville Saint-Michel", sujet aux dispositions de la loi des cités et villes, avec certaines restrictions et modifications et sous réserve des pouvoirs spéciaux déjà obtenus;

Ratifier, confirmer et valider les plans préparés par F. C. Laberge, ingénieur civil, en date du 27 novembre 1914, relatifs au prolongement de la montée Saint-Michel; comme aussi les modifications apportées dans l'exécution des travaux, aux plans préparés par le dit F. C. Laberge, en date du 25 mai 1913, pour l'élargissement de la dite montée;

Ratifier, confirmer et valider certains contrats et marchés et certains règlements et décréter que certaines émissions de débentures seront soustraites aux formalités ordinaires et n'affecteront pas le pouvoir d'emprunt de la corporation;

Accorder à la corporation certains pouvoirs spéciaux et additionnels, relatifs aux objets suivants ou autres s'y rapportant:

(a) Continuation et construction de ses trottoirs, macadam et pavages permanents et ouverture et élargissement de nouvelles rues ou places publiques;

(b) Continuation et prolongement de son

Notice is hereby given that an application will be made to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an act authorizing the College of Dental Surgeons of the Province of Quebec, to admit Jean Michel Derome, of Montreal, amongst its members under certain conditions, and for other purposes.

JEAN MICHEL DEROME,
Montreal, 10th December, 1914. 6440

Notice is hereby given, that application will be made to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for an Act, amending the law incorporating the town of Mount Royal, 3 George V, chapter 72, in regard to the followings, to wit: the necessary qualification to occupy municipal offices; the repeal of the obligation to enlarge part of côte Saint Laurent road; the extension of delays granted to the town to make certain arrangements with the Montreal Tramways Company and with the Montreal Public Service Corporation; the erection into a separate school municipality of the territory of the said town, and for other purposes connected therewith.

A. L. McKENZIE,
Secretary-treasurer of the town of Mount Royal.
Montreal, 14th December, 1914. 6490

APPLICATION TO THE LEGISLATURE

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of Quebec, at its next session, by the Montcalm Construction Company for an Act granting the company additional powers and especially the power to operate telephone lines and a system of telephone in the city of Quebec and elsewhere, and also sanctionning certain agreements made by the said company with other companies and public bodies.

BELLEAU, BAILLARGEON & BELLEAU,
Québec, 14th December, 1914. 6484

Notice public is hereby given that "La Corporation du Village de Saint-Michel de Laval", shall apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, in order to obtain a special law, for the following purposes:

To amend its charter, the Act 4, Geo. V., chapter 97, in order to become a town corporation, under the name of "Town of Saint Michel", subject to the provisions of the cities and towns act", with certain restrictions and modifications and under reserve of the special powers previously obtained;

To ratify, confirm and validate the plans prepared by F. C. Laberge, civil engineer and surveyor, under date of the 27th of November 1914, relating to the prolongation of the "Montée Saint Michel"; and also modifications made during the execution of the works to the plans prepared by said F. C. Laberge, under date of the 25th of May, 1913, for the widening of said "Montée Saint-Michel";

To ratify, confirm and validate certain contracts and agreements and certain by-laws; also to enact that certain issues of debentures shall be exempted from ordinary formalities and shall not effect the borrowing power of the corporation;

To grant to said corporation certain special and additional powers respecting the following objects:

(a) The continuation and construction of its sidewalks, macadam, permanent pavements, also the opening and widening of new streets and public places;

(b) The continuation and prolongation

système d'égouts et d'aqueduc et particulièrement le droit de passer ses tuyaux principaux, tant que pour les égouts que pour l'aqueduc, dans les rues et ruelles privées et autres propriétés privées, sans être obligée d'acquiescer telles propriétés mais sujette à l'obligation d'indemniser qui de droit;

(c) Acquisition de gré à gré ou par voie d'expropriation de tous terrains nécessaires ou utiles à ce que dit ci-dessus ainsi qu'à toutes autres entreprises publiques;

(d) Emprunt de toutes sommes de deniers nécessaires aux fins ci-dessus énumérées ainsi qu'à l'exécution de certains autres travaux publics et à l'extinction de la dette flottante; et pour autres fins;

L. E. BEAULIEU,
Procureur de la pétitionnaire.

Montréal, 14 décembre 1914. 6527-4

Avis public est par les présentes donné que Julien-Edouard-Alfred Dubuc, industriel, Joseph E. Cloutier, courtier, Raymond Belleau, notaire, Alexandre Béchar, comptable, Antonio Langlais, avocat, Jean-F. Grenon, ingénieur-civil et autres tous de Chicoutimi, s'adresseront à la Législature de Québec à sa prochaine session pour obtenir une loi les constituant en compagnie sous le nom de "La Société des réserves hydrauliques du Saguenay" avec les droits et privilèges suivants, savoir:

(a) Etablir et maintenir en opération pour les fins de l'industrie et du flottage du bois au moyen d'écluses ou digues érigées sur les rivières Péribonka, Chicoutimi et au Sable, ou autrement, des réservoirs pour emmagasiner l'eau du territoire drainé par chacune de ces rivières respectivement dans le but de régulariser le débit de l'eau et d'assurer aux industries la permanence des forces hydrauliques dont elles peuvent avoir besoin:

(b) Acquiescer par bail, achat, expropriation, ou autrement, des particuliers, et acquiescer de la couronne conformément à la loi, les lacs, étangs, rivières, pouvoirs, hydrauliques, écluses, réservoirs, ou autres travaux de même nature déjà existant, droits riverains et tous immeubles nécessaires pour arriver à ses fins;

(c) Vendre, moyennant un tarif approuvé, aux personnes ou compagnies industrielles qui en auront besoin, l'eau ainsi accumulée et gardée en réserve par le moyen desdits réservoirs.

LAPOINTE & LANGLAIS,
Procureurs des requérants.

Chicoutimi, 1er décembre 1914. 6545-4

Avis public est, par les présentes, donné que "Les Curé et Marguilliers de l'Oeuvre et Fabrique de la paroisse de Saint-Bernardin-de-Sienne, de Montréal", s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi spéciale pour les fins suivantes:

Libérer, pour l'avenir, de la répartition imposée par la paroisse de Saint-Léonard de Port-Maurice, cette partie du territoire de la paroisse de Saint-Bernardin de Sienne, qui en a été détachée;

Obtenir certains pouvoirs spéciaux pour imposer une répartition sur tout ou sur partie seulement du territoire de la paroisse;

Rendre applicable à la paroisse avec certaines modifications, les dispositions de l'article 4320 des Statuts refondus, 1909;

Ratifier, confirmer et valider l'acte de vente en date du 9 juillet 1914, devant C. Paquet, N. P., ainsi que l'acte comportant constitution d'hypo-

sewer system and of its aqueduct, with the special right to lay its main pipes, as well for the sewers as for the aqueduct, in private streets and other private properties, without being compelled to acquire such properties but subject to the obligation of indemnifying any interested parties;

(c) The acquisition, by mutual consent or by expropriation of all and necessary or useful to above mentioned purposes, and also to other public undertakings;

(d) The borrowing of all sums of money required for the purposes herein above mentioned, also for the execution of certain other public works and for the extinction of the floating debt; and for other purposes.

L. E. BEAULIEU,
Attorney for the petitioner.

Montreal, 14th December, 1914. 6528

Public notice is hereby given that Julien-Edouard-Alfred Dubuc, manufacturer, Joseph E. Cloutier, broker, Raymond Belleau, notary, Alexandre Béchar, accountant, Antonio Langlais, advocate, Jean-F. Grenon, civil engineer and others, all of Chicoutimi, will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, for an act to incorporate "La Société des Réserves hydrauliques du Saguenay" with the following rights and privileges, to wit:

(a) For the purposes of the lumber trade and the floating of timber, to establish and maintain in operation, by means of dams or dikes erected on the Peribonka, Chicoutimi and au Sable rivers or otherwise, reservoirs for storing the waters of the territory drained by each of such rivers respectively, with the object of regulating the flow of the waters and of securing for industrial establishments the permanency of the water-powers they may need;

(b) To acquire by lease, purchase, expropriation or otherwise, from private individuals and to acquire from the crown in conformity with the law, the lacs, ponds, rivers, water-powers, dams, reservoirs or other works of the same nature already in existence, riparian rights and all immovables necessary for the attainment of such ends;

(c) To sell, according to an approved tariff, to persons or industrial companies needing the same, the water so stored and held in reserve by means of the said reservoirs.

LAPOINTE & LANGLAIS,
Attorneys for petitioners.

Chicoutimi, 1st December, 1914. 6546

Notice public is hereby given that "The parish Priest and Church Wardens of l'Oeuvre et Fabrique of the parish of Saint Bernardin de Sienne of Montreal" shall apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, in order to obtain a special law for the following purposes:

To free for the future from the assessment imposed by the parish of Saint Léonard de Port-Maurice, that part of the territory of the parish of Saint Bernardin de Sienne, which has been taken from said parish of Saint Léonard de Port-Maurice;

To obtain certain special powers, in order to impose an assessment upon the whole or part of the territory of said parish;

To apply to said parish with certain modifications, the provisions of article 4320 of the revised statute, 1909;

To ratify, confirm and validate the deed of sale, under date of the 9th of July, 1914 before C. Paquet, N. P.; also the deed of mortgage

thèque devant le même notaire, et en date du 23 juillet 1914, et pour autres fins.

L. E. BEAULIEU,
Procureur des requérants.
Montréal, 14 décembre 1914. 6529-4

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que "La Communauté des Religieuses Trappistines de Notre-Dame de Maubec", corporation légalement constituée, ayant son siège social à Notre-Dame de Maubec, près de Montelimar, dans le département de Drôme, en France, légataire universelle de Dame Caroline Desève, connue en religion sous le nom de Sœur Clémence, et autrefois de la cité de Montréal, s'adressera à la Législature de la province de Québec pour être autorisée à jouir des bénéfices et avantages à elle conférés par le testament de la dite Dame Caroline Desève, signé à Maubec le 23 mai 1912, vérifié par le tribunal civil de première instance de l'arrondissement de Montelimar susdit, et dûment enregistré, et pour être autorisée à vendre l'immeuble légué par le dit testament.

L. E. COUSINEAU, Chan.
Procureur des requérantes.
Montréal, 10 décembre 1914. 6463-4

Avis est par le présent donné que "The Congregational Church and Society", de la cité de Sherbrooke, Qué., et ses fidéi-commis, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa présente session, pour obtenir une loi afin de les autoriser à enlever du lot du cadastre numéro 1442, du quartier sud de Sherbrooke, connu comme "The Union Cemetery", les restes de toutes personnes enterrées et toutes les pierres et monuments érigés, et les faire transporter à un autre endroit, et vendre et transporter le dit lot 1442.

FRASER & RUGG,
Solliciteurs des requérants.
Sherbrooke, 9 décembre 1914. 6533-4

AVIS.

Avis public est par les présentes donné par la corporation de la paroisse du Sault-au-Récollet qu'elle s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi spéciale:

La constituant en corporation de ville sous le nom de "Ville Montréal Nord" sujette à l'application de la loi des cités et villes, avec certaines modifications et restrictions; lui permettant de construire un système d'égout; prolonger la canalisation de son aqueduc; compléter le macadamisage de ses rues; exproprier certaines propriétés pour l'élargissement de son chemin principal; acheter certains terrains pour y construire un hôtel de ville et poste de pompiers; emprunter l'argent nécessaire pour faire et parachever ces travaux comme pour payer certaines dettes et obligations de la corporation; abroger, restreindre et modifier, pour la corporation, certaines dispositions de la loi générale des cités et villes; ratifier certains règlements et émission de débentures et décréter que cette émission n'affectera pas le pouvoir d'emprunt de la corporation; ratifier certains comptes, emprunts temporaires, marchés, résolutions et contrats; acquérir certains pouvoirs additionnels pour confirmer, ratifier et homologuer les plans de la municipalité; fait et certifié par F. G. Laberge, ingénieur géomètre, et autres fins.

J. A. E. GRAVEL,
Avocat de la pétitionnaire.
Montréal, 6 novembre 1914. 6543-4

before the same notary, under date of the 23rd of July, 1914; and for other purposes.

L. E. BEAULIEU,
Attorney for petitioners.
Montreal, 14th December, 1914. 6530

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that "La Communauté des Religieuses Trappistines de Notre-Dame de Maubec", a body politic and corporate having its chief place at Notre-Dame de Maubec, near Montelimar, in the department of Drôme, France, as universal legatee of Dame Caroline Desève, known as Sister Clémence, heretofore of the city of Montreal, will apply to the Legislature of the province of Quebec to be authorized to receive the benefits and advantages conferred to it by the last will of said Dame Caroline Desève, signed at Maubec on the 23rd of May 1912, verified by the civil tribunal of the district of Montelimar aforesaid, and duly registered, and to be authorized to sell said immoveable given by said last-will.

L. E. COUSINEAU, Chan.,
Representing said petitioners.
Montreal, 10th December, 1914. 6464

Notice is hereby given that the Congregation Church and Society of the city of Sherbrooke, Que., and its Trustees, will apply to the legislature of the province of Quebec, at its next session, for the passing of an act to authorize it and them to remove from lot cadastral number 1442, of the south ward of Sherbrooke, known as The Union Cemetery, the remains of all persons interred therein and all stones and monuments erected therein, to another vacation, and to sell and convey said lot number 1442.

FRASER & RUGG,
Solicitors for the applicants.
Sherbrooke, 9th December, 1914. 6534

NOTICE.

Public notice is hereby given by the corporation of the parish of Sault-au-Récollet that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to obtain a special law:

To secure in corporation of the town under the name of "Ville Montréal Nord", subject to the application of the law regarding cities and towns, together with certain modifications and restrictions; with permission to construct a drainage system; to extend the water works system; complete macadamization of streets; expropriate certain properties for the widening of the principal thoroughfare; purchase certain properties for the construction of a town hall and fire station; to borrow the necessary funds to finish these works, and for the payment of outstanding obligations; to abridge, extend and modify for the corporation certain interpretations of the law relating to cities and towns; ratify certain Bye-Laws, and the issue of debentures, and to declare this issue of no effect on the borrowing powers of the corporation; ratify certain accounts, temporary loans, obligations, resolutions and contracts; to acquire certain additional powers to confirm, ratify and homologate the plans by the municipality made and certified by A. G. Laberge, surveyor, and for other purposes.

J. A. E. GRAVEL,
Attorney for the petitioners.
Montreal, 6th November, 1914. 6544

Avis est par les présentes donné qu'une pétition sera présentée à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour l'obtention d'un loi validant un acte de partage et division de la succession de feu Eugène Crépeau, passé devant F. X. Lemieux, N. P., le 19 décembre 1914, ratifiant certaines hypothèques, autorisant Béatrice Crépeau à vendre certains immeubles et pour autres objets.

CREPEAU & COTE,
Procureurs des requérants.
Arthabaska, ce 28 décembre 1914. 79-1-4

MUNICIPALITE DU VILLAGE DE SAINT-BENOIT JOSEPH LABRE D'AMQUI

Avis est donné que la corporation du village de Saint-Benoit Joseph Labre d'Amqui s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session pour obtenir un bill ratifiant les règlements adoptés par le conseil du dit village, les 21 mai 1912, 7 juillet 1913 et 22 juillet 1914, et approuvés par les électeurs municipaux du dit village subséquemment à l'adoption de chacun d'eux, et pour ratifier les emprunts contractés en vertu des deux premiers et les débentures à être émises en vertu du dernier, pourvoir à leur remboursement et, d'une façon générale, assurer l'exécution des dits règlements et des travaux y mentionnés.

LOUIS S. ST-LAURENT,
Procureur de la dite corporation.
Québec, 12 décembre, 1914. 6491-4

Avis public est donné qu'une demande sera faite à la législature de Québec, à sa prochaine session pour obtenir une loi érigeant en corporation de ville, pour toutes fins municipales, la partie ci-après décrite du territoire formant actuellement la paroisse de Notre-Dame des Neiges des Trois-Pistoles, savoir:

Cette partie du territoire de la paroisse de Notre-Dame des Neiges des Trois-Pistoles, bornée comme suit:

"Au nord, par le fleuve Saint-Laurent; à l'est, par les lots numéros (76) soixante-seize et (77) soixante-dix-sept, inclusivement, du cadastre officiel de la paroisse des Trois-Pistoles, comté de Témiscouata; au sud, par la ligne de séparation entre le premier rang et le deuxième rang de la paroisse des Trois-Pistoles; à l'ouest, par les lots numéros (258) deux cent cinquante-huit, (259) deux cent cinquante-neuf, (260) deux cent soixante, (261) deux cent soixante-un, (262) deux cent soixante-deux, (263) deux cent soixante-trois (264) deux cent soixante-quatre, inclusivement, du cadastre officiel de la dite paroisse des Trois-Pistoles".

Avis est aussi donné que la demande des requérants comporte l'incorporation du dit territoire en ville, à toutes fins que de droit, sous le nom de Ville des Trois-Pistoles, sous l'opération de la loi des cités et villes, avec quelques modifications ou dispositions spéciales au sujet du temps et du mode de la première élection du maire et des échevins, pour la dite ville.

Les requérants demanderont de fixer à un maximum de \$150.00 par arpent, pour dix ans, l'évaluation des terrains en culture du territoire constitué en ville.

Les requérants demanderont aussi la division de la municipalité en six quartiers, représentés chacun par un échevin.

Les requérants demanderont aussi que le Conseil de ville de la dite ville soit contraint de construire, dans l'année qui suivra la première élection municipale, un système d'aqueduc et d'égout,

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of Quebec, at the next session thereof, for an Act validating a deed of partition and division of the estate of the late Eugène Crépeau, passed before F.-X. Lemieux, N. P., on the 19th December, 1914, ratifying certain hypothecs, authorizing Béatrice Crépeau to sell certain immoveables and for other objects.

CREPEAU & COTE,
Attorneys for the Petitioners.
Arthabaska, 28th December, 1914. 80-1-4

MUNICIPALITY OF THE VILLAGE OF SAINT BENOIT JOSEPH LABRE D'AMQUI

Notice is given that the corporation of the village of Saint Benoit Labre d'Amqui will apply to the Legislature of Quebec at its next session, to obtain an act ratifying the by-laws adopted by the council of the said village on the 21st May 1912, 7th July 1913 and 22nd July 1914, and approved by the municipal electors of the said village after the adoption of each thereof, and to ratify the loans contracted in virtue of the two first and the debentures to be issued in virtue of the last, provide for the reimbursement thereof, and, in general, insure the execution of the said by-laws and of the works therein mentioned.

LOUIS S. ST-LAURENT,
Sollicitor for the said corporation.
Quebec, 12th December, 1914. 6492.

Public notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at the next session thereof, to obtain an Act erecting into a Town Corporation, for all municipal purposes, the hereafter described part of the territory presently forming part of the parish of Notre Dame des Neiges des Trois-Pistoles, to wit:

That part of the territory of the parish of Notre Dame des Neiges des Trois Pistoles, bounded as follows:

On the north by the river Saint Lawrence; on the east by the lots numbers (76) seventy six and (77) seventy seven, inclusively, of the official cadastre of the parish of Trois Pistoles, county of Temiscouata; on the west, by the lots numbers (258) two hundred and fifty eight, (259) two hundred and fifty nine, (260) two hundred and sixty, (261) two hundred and sixty one, (262) two hundred and sixty two, (263) two hundred and sixty three, (264) two hundred and sixty four, inclusively, of the official cadastre of the said parish of Trois Pistoles.

Notice is also given that the application of the petitioners is for the incorporation of the said territory into a town, for all lawful purposes, under the name of Town of Trois Pistoles, to be governed by the Cities and Towns' Act, with several special restrictions or provisions respecting the time and manner of the first election for the Mayor and aldermen of the said town;

The petitioners will ask to fix at a minimum of \$150.00 per arpent, for ten years, the valuation of the lands under cultivation included in the territory constituted into a town;

The petitioners will also ask for the division of the municipality into six wards, each ward to be represented by one alderman;

The petitioners will further ask that the Town Council of the said town be compelled to build, within the year following the first municipal election, a system of waterworks and sewers, by means of a loan made for such purpose,

au moyen d'un emprunt fait à cette fin, sans encourir les formalités d'un règlement soumis à l'approbation des électeurs municipaux.

Les requérants demanderont aussi l'autorisation requise pour amender, abroger ou annuler de quelque manière que ce soit, les règlements, procès-verbaux, rôles d'évaluation ou de perception quelconques, résolutions, ordonnances, listes, plans, et tous les actes ou documents municipaux quelconques qui pourront être en vigueur dans le territoire érigé en ville, lors de la sanction de la loi dont les requérants demandent l'adoption.

Les requérants demanderont enfin l'autorisation de faire payer par la dite ville les frais, honoraires et déboursés quelconques, encourus pour les fins de la présente constitution en corporation par les dits requérants et par les intéressés dans chaque partie du territoire ainsi constitué en ville.

J. H. ROUSSEAU, N. P.

Procureur des requérants.

Trois-Pistoles, 9 décembre 1914. 6499-4

AVIS

Avis est par le présent donné au nom de la compagnie de chemin de fer Alma & Jonquières, qu'à la prochaine session de la Législature de la province de Québec, demande sera faite pour obtenir une loi aux fins d'amender sa charte la constituant en corporation et de pourvoir à une extension de temps pendant laquelle le chemin de fer autorisée par la dite charte sera commencé et achevé et aux fins de révoquer la section 2 de la dite charte et d'y substituer ce qui suit:

La compagnie pourra bâtir et exploiter au moyen de la vapeur ou de l'électricité ou les deux à la fois, une ligne de chemin de fer suivant la ligne la plus avantageuse partant d'un point situé à ou près d'Hébertville Station ou Saint-Gédéon, ou d'un point intermédiaire entre Hébertville Station et Saint-Gédéon, sur la ligne du chemin de fer Québec et Lac Saint-Jean, de là, vers le nord-ouest à travers les cantons Labarre et Signal jusqu'à Saint-Joseph d'Alma et de là, à travers la Petite Décharge et vers le nord-ouest à travers l'île d'Alma jusqu'à un point situé sur le Lac Saint-Jean entre la Grande Décharge et la Petite Décharge, une distance d'environ 20 milles aussi d'un point situé à ou près de la paroisse de Saint-Joseph d'Alma, sus-dite, de là vers l'est à travers les cantons Signal, Labarre, Kenogami et Jonquières jusqu'à Jonquières sur la dite ligne de chemin de fer Québec et Lac Saint-Jean pour se joindre à la dite ligne de chemin de fer Québec et Lac Saint-Jean, une distance d'environ 30 milles et de là, à travers les cantons Jonquières et Chicoutimi jusqu'à un point sur la rivière Saguenay dans le dit canton Chicoutimi, ou à travers les dits cantons Jonquières, Chicoutimi, Bagot et Otis, avec pouvoir de construire des embranchements ou prolongements à divers endroits le long de la ligne et de se joindre à tous chemins de fer actuellement construits ou qui peuvent être construits à l'avenir.

N. A. BELCOURT,

Procureur des requérants.

6261-5

THE BANKERS' TRUST COMPANY

Avis est par le présent donné que la "Bankers' Trust Company" demandera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, de passer une loi portant en autant que la dite compagnie est intéressée, à cinq ans la période de deux ans tel que décrété par l'article 7096 M.M., des Statuts refondus de la province de Québec et pour d'autres fins.

BROWN, MONTGOMERY & McMICHAEL,

Procureurs de la dite compagnie.

Montréal, 23 décembre 1914. 6715-3

without having to submit the by-law respecting the above to the approval of the municipal electors;

The petitioners will also ask for the authorization required to amend, repeal or revoke, in any manner whatever, the by-laws, procès-verbaux, valuation or collection rolls whatever, resolutions ordinances, lists, plans, and all municipal acts or documents whatever which may be in force in the territory erected into a town, at the time of the sanction of the act applied for by the petitioners.

The petitioners will finally ask for the authorization to make the said town pay the costs, fees and disbursements incurred for the present incorporation by the said petitioners and by the interested parties in every part of the territory thus constituted into a town.

J. H. ROUSSEAU, N. P.

Attorney for the petitioners.

Trois Pistoles, 9th December, 1914. 6500

NOTICE

On behalf of Alma & Jonquières Railway Company notice is hereby given that at the approaching session of the Legislature of the province of Quebec an application will be made for the passing of an act for the purpose of amending the Act to incorporate the Alma & Jonquières Railway Company and to provide for an extension of the time within which the railway thereby authorized shall be begun and finished and for the purpose of repealing section 2 thereof and substituting the following for the said section 2:

"The company may build and operate by steam or electricity or by both at the same time a railway following the most advantageous line from a point at or near Hébertville Station or Saint-Gédéon, or at some intervening point between Hébertville Station and Saint-Gédéon, on the line of the Quebec & Lake Saint John Railway; thence in a northwesterly direction through the townships of Labarre and Signal to Saint-Joseph d'Alma and thence across the Little Discharge and in a northwesterly direction through the Ile d'Alma to a point on Lake Saint John between the Grand Discharge and the Little Discharge, a distance of about 20 miles; also from a point at or near the parish of Saint-Joseph d'Alma aforesaid, thence in an easterly direction through the townships of Signal, Labarre, Kenogami and Jonquières to Jonquières on the said, Quebec & Lake Saint John Railway to connect with the Quebec & Lake Saint John Railway aforesaid, a distance of about 30 miles, and thence through the township of Jonquières and Chicoutimi to a point on the Saguenay River in the said township of Chicoutimi, or through the said townships of Jonquières, Chicoutimi, Bagot and Otis to a point of the said Saguenay River in the said county of Otis, with power to build branches or extensions at various places along the line and to connect with all railways already built or which may hereafter be built."

N. A. BELCOURT,

Attorney for Petitioners.

6262

THE BANKERS' TRUST COMPANY

Public notice is hereby given that the Bankers' Trust Company will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at the next session thereof, for an act increasing so far as said company is concerned to five years period of two years provided for in article 7096 M. M., of the Revised Statutes of the Province of Quebec and for other purposes.

BROWN, MONTGOMERY & McMICHAEL,

Solicitors for Applicants.

Montreal, 23rd December, 1914. 6716

Avis public est par le présent donné, que Ralph E. Allan, étudiant en droit, de la cité et district de Montréal, présentera à la prochaine session de la législature de la province de Québec, un bill dans le but, entre autres choses, d'autoriser le Barreau de la Province de Québec à lui permettre de pratiquer comme un avocat, après examen.

19-1-4

RALPH E. ALLAN.

Avis est par le présent donné que les Commissaires d'école pour la municipalité du Coteau-Saint-Pierre, dans le district de Montréal, demanderont à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, la passation d'une loi leur donnant le droit de faire chaque année un rôle d'évaluation de la propriété immobilière située dans la dite municipalité, nonobstant les dispositions des articles 2836 et 2837 des Statuts refondus de Québec, 1909, et pour d'autres fins.

DAVIDSON, WAINWRIGHT,

ALEXANDER & ELDER,

Procureurs des pétitionnaires.

Daté à Montréal, 21 décembre 1914.

6689-3

Avis est par le présent donné que la Ville Lasalle s'adressera à la Législature de la province de Québec à sa prochaine session pour faire amender sa charte la loi 2 Geo. V., ch. 75, aux fins:

De changer les limites et le nombre des quartiers de la municipalité; faire continuer en fonctions les membres du conseil en office lors de ce changement; réduire le nombre d'électeurs requis pour mettre un échevin en nomination; obtenir le pouvoir de faire ses expropriations sous l'autorité de la loi des chemins de fer de Québec; de préparer de nouveaux rôles de taxes pour remplacer ceux annullables ou annullés pour cause d'irrégularités et rendre ces dispositions applicables aux rôles déjà faits; de construire son aqueduc et ses égouts aux frais de la ville et d'en répartir le coût, en tout ou en partie, sur le territoire desservi au moyen de taxes spéciales proportionnées au front des immeubles ou autrement et de répartir de nouveau, conformément à ces nouvelles dispositions, le coût de ces travaux déjà exécutés; répartir en tout ou en partie le coût d'acquisition des immeubles nécessaires à l'ouverture des Avenues et Rue Newman, Lafleur et Dollard dont la construction est ordonnée par le règlement No 16 passé par le conseil de la ville le 27 mai 1914 sur les propriétaires d'immeubles situés en bordure de ces rues; et exempter de cette répartition les propriétaires qui ont déjà cédé ou céderont gratuitement à la ville le terrain requis d'eux; régler la subdivision des terrains dans la ville; mieux définir la limitation d'évaluation des terrains en culture et non défrichés; régler le placement et l'administration de son fonds d'amortissement; accorder aux compagnies incorporées le droit de vote aux élections municipales et pour obtenir d'autres pouvoirs pour le bon gouvernement de la ville.

A. S. PELLETIER,

Procureur de la ville Lasalle.

Lasalle, 4 décembre 1914.

6427-4

AVIS PUBLIC

Victor E. Béique, étudiant en droit, de la cité de Montréal, s'adressera à la législature de Québec, à sa prochaine session afin d'obtenir le droit de pratiquer et d'exercer la profession d'avocat après avoir passé les examens requis.

HENRI A. BEIQUE,

Avocat du requérant.

6765-3

Public notice is hereby given that Ralph E. Allan, student in law, of the city and district of Montreal, will present to the next session of the Legislature of the Province of Quebec, a bill for the purpose, among other things of authorizing the Bar of the Province of Quebec, to permit him to practice as an advocate, after examination.

20-1-4

RALPH E. ALLAN.

Notice is hereby given that the school Commissioners for the municipality of Coteau Saint Pierre, in the district of Montreal, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at the next session thereof, for an Act granting them the right to make a valuation roll each year of the immoveable property situate in the said municipality, notwithstanding the provisions of articles 2836 and 2837 of the Revised Statutes of Quebec, 1909, and for other purposes.

DAVIDSON, WAINWRIGHT,

ALEXANDER & ELDER,

Attorneys for Petitioner.

Dated at Montreal, 21st December, 1914.

6690

Notice is hereby given that the town of Lasalle will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to amend its charter, the act 2 Geo. V., ch. 73, for the purposes of:

Changing the limits and numbers of the wards of the municipality; extending the term of office of the members of the council at the time of such change; reducing the number of electors required for the nomination of alderman; obtaining the power to make expropriations under the Quebec Railway Act; preparing new assessment rolls to replace those voidable or annulled for irregularities or illegalities, and to render such provisions applicable to the rolls already made; constructing its waterworks and sewers at the expense of the town and to apportion the whole or part of the cost thereof, upon the territory served, by means of special taxes proportionate to the frontage of immoveables or otherwise and to assess anew, pursuant to such provisions, the cost of works already executed; assessing anew in whole or in part, the cost of the acquisition of the lands necessary for the opening of the Avenues and streets, called Newman, Lafleur and Dollard, the construction whereof is enacted by by-law No. 16, passed by the council of the town on the 27th May, 1914, upon the property owners fronting upon such streets; and to exempt from such assessment the property owners who have ceded or will cede gratuitously to the town the lands required from them; Regulating the subdivision of lands in the town; Better defining the limitation of valuation of cultivated and uncleared lands; regulating the investment and management of its sinking fund; granting to incorporated companies the right to vote on municipal elections and obtaining additional powers for the proper government of the town.

A. S. PELLETIER,

Attorney for the town of Lasalle.

Lasalle, 4th December, 1914.

6428

PUBLIC NOTICE

Victor E. Béique, student at law, of the city of Montreal, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, in order to obtain the authorization to practice law after he has passed the required examinations.

HENRI A. BEIQUE,

Attorney for petitioner.

6766

CITE DE QUEBEC

HOTEL-DE-VILLE

Québec, 15 décembre 1914.

AVIS PUBLIC

Amendements à la loi constituant en corporation
la cité de Québec

Attendu que la cité de Québec a représenté par sa pétition qu'il est nécessaire d'amender la loi la constituant en corporation, et qu'il est à propos d'accéder à sa demande; à ses causes. Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1. La cité de Québec est par la présent loi, autorisée à emprunter une somme n'excédant pas (huit cent mille) piastres, dont trois cent cinquante mille pour payer le coût de la reconstruction de la Terrasse Dufferin, élargissement des rues et autres travaux permanents dans les rues et places publiques de la cité, cent soixante-quinze mille piastres pour pourvoir à la reconstruction du pont "Bickell", et au parachèvement de la construction du pont Dorchester,—cinquante mille piastres pour pourvoir au parachèvement de l'hôpital civique,—cent cinquante mille piastres pour remplir les obligations de l'annexion de Montcalmville,—vingt mille piastres pour souscription aux Fonds Patriotique canadien et cent mille piastres pour pourvoir à l'élargissement de la côte d'Abraham.

2. Pour effectuer le dit emprunt, la cité est autorisée à émettre des obligations ou des certificats de stock enregistré au fur et à mesure qu'elle le jugera nécessaire pour les objets ci-dessus mentionnés, lesquelles obligations ou certificats de stock enregistré seront pour telle somme que la cité trouvera convenable, et seront payables dans un espace de temps n'excédant pas cinquante ans de leur date, avec intérêt n'excédant pas quatre et demi pour cent par an, non compris les frais de l'emprunt et leurs escomptes.

3. L'articles vingt de la loi vingt-neuf 29 Vict., paragraphe 6, chapitre 57, est remplacé par le suivant:

"20. Le conseil peut, pour prévenir l'infraction à ces règlements où à quelques-uns de ces règlements, imposer des amendes fixes ou variables et l'emprisonnement à défaut de paiement, et laisser à la cour à déterminer le montant de l'amende et la longueur de l'emprisonnement; l'amende ne devra pas excéder, dans aucun cas, (cent) piastres, et elle sera poursuivie et recouvrée en la manière et forme prescrites par la loi qui régit la Cour du Recorder de la cité, et l'emprisonnement ne devra pas être pour une période de plus de (trois) mois de calendrier, à moins que la loi ne fixe un autre montant ou une autre période.

4. La loi 29 Vict., ch. 57, art. 29 est amendée en ajoutant le paragraphe suivant après le paragraphe 14:

14a. Pour imposer une amende n'excédant pas deux cents piastres ou 6 mois de prison à défaut de paiement de l'amende et des frais, ou six mois de prison sans option d'amende, à la discrétion du recorder dans le cas de condamnation de toute personne trouvée coupable d'avoir tenté de donner ou d'avoir donné une fausse alarme pour le feu.

CITY OF QUEBEC.

CITY HALL.

Québec, 15th December, 1914.

PUBLIC NOTICE

Amendments to the charter of the city of Quebec.

Whereas the City of Quebec has, by its petition, represented that it is necessary to amend its charter, and it is expedient to grant its prayer: Therefore, His Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. The city of Quebec is hereby authorized to borrow an amount not exceeding eight hundred thousand dollars, of which amount: Three hundred and fifty thousand dollars to pay the cost of rebuilding the Dufferin Terrace, the widening of streets and other permanent works in the streets and public places of the city, one hundred and seventy five thousand dollars to provide for the rebuilding of "Bickell's" bridge and to complete the construction of Dorchester bridge,—fifty thousand dollars, to complete the construction of the Civic Hospital,—one hundred and fifty thousand dollars to fulfill the conditions of annexation of Montcalmville,—twenty thousand dollars for the subscription to the Canadian Patriotic Fund, and one hundred thousand dollars to provide for the widening of Côte d'Abraham Hill.

2. For the effecting of such loan, the City is authorized to issue bonds or registered stock as it may deem necessary for the aforesaid purposes, which bonds or registered stock shall be for such amount as the City may deem expedient, and shall be payable within a period not exceeding fifty years from their date, with interest not exceeding four and half per cent per annum, not including the cost of floating the loan and the discount;

3. Article twenty of Act 29 Victoria, chapter 57, paragraph 6, is replaced by the following:

20. The Council may, to prevent infraction to such by-laws or to any of its by-laws, impose fixed or variable fines and imprisonment in default of payment, and leave to the court the fixing of the fine and the length of time of imprisonment; the fine not to exceed in any case one hundred dollars, shall be sued for and recovered in the manner and form prescribed by the law, which regulates the Recorder's Court of this city, and the imprisonment not to be for a period of more than three calendar months, unless the law fixes another amount and another period.

4. The Act 29 Victoria, chapter 57, article 29, is amended by adding the following paragraph after paragraph 14:

14a. To impose a fine not exceeding two hundred dollars or six months in jail, in default of the payment of the fine and costs, or six months in jail without option of fine at the discretion of the Recorder, in the case of the condemnation of a person found guilty of having attempted to give or having given a false fire alarm.

5. L'article 21 de la loi 1 Geo. V, ch. 47, est amendé en y ajoutant le paragraphe suivant: Ces ponts et leurs approches font partie des rues et des chemins de la cité à toutes fins quelconques et sont soumis à ses lois et règlements.

6. La loi 29 Vict., ch. 57, art. 38, paragraphe 5, tel qu'amendé par 51 et 52 Vict., ch. 78, art. 1, est amendée en y ajoutant le paragraphe suivant: Sur permission du comité de police et des règlements tout contribuable pourra poursuivre en son nom à la Cour du Recorder.

7. L'article 44 de la loi 7 Ed. VII, ch. 62, est remplacé par le suivant:

44. Si le propriétaire d'un terrain tenu de faire un trottoir dans une des rues de la cité, offre à cette dernière de faire le dit trottoir en pierre ou blocs d'asphalte, en asphalte ou en ciment le tout sur une fondation en béton d'au moins quatre pouces d'épaisseur, dans ce cas, si l'ingénieur de la cité a autorisé et accepté telle confection la cité remboursera au dit propriétaire le (quart) du coût ou de la valeur de ces travaux. (Ce remboursement sera fait une fois pour toujours, et ce, sur le compte du propriétaire appuyé d'un affidavit.)

8. Les articles 8 à 14 inclusivement de la loi Geo. V., ch. 47, art. 8 sont abrogés.

9. La section 18 de la loi 2 Geo. V., ch. 55, est remplacée par la suivante:

"18. Lorsque la cité fait un pavage permanent dans une rue ou partie de rue elle peut en même temps y faire un trottoir uniforme en matériaux considérés permanents et se faire rembourser les (trois quarts) du coût de ce trottoir par les propriétaires des bâtisses ou terrains le long desquels le dit trottoir a été ainsi fait. La somme recouvrable pour cet objet est une créance privilégiée comme les cotisations et les taxes dues à la cité, et peut être recouvrée du débiteur devant la Cour du Recorder de la cité.

10. La section 6 de la loi 2 Geo. V., ch. 55, est remplacée par la suivante:

La Cité est autorisée à faire de temps en temps un, ou des emprunts spéciaux, pour des sommes n'excédant pas deux millions, cinq cent mille piastres qui forment un fond de roulement destiné à pourvoir aux dépenses courantes en anticipation du revenu ordinaire ou du produit de la vente des débentures que la cité aura été autorisée par la Législature à émettre pour payer le coût des travaux permanents ou autres objets.

Le produit de tel ou tels emprunts doit être consacré uniquement et exclusivement aux fins ci-dessus mentionnées, et ces emprunts seront remboursés à même le revenu ordinaire, ou à même les autres sommes à la disposition de la cité, selon le cas.

Le ou les emprunts prévus par cet article doivent être faits au moyen de bons du trésor (Treasury Bills) signés par le Maire et le Trésorier de la cité.

11. L'octroi de toute licence pour la vente du lait et de la crème dans les limites de la ville, sera laissé à la discrétion du bureau d'hygiène de la cité.

Il sera de plus permis aux officiers du dit bureau d'hygiène de faire, même en dehors de la ville, l'inspection du lait destiné à être vendu dans la cité.

12. L'article 8 de la loi 1 Ed. VII, ch. 42 est remplacé par le suivant:

Il est défendu à qui que ce soit de se servir de canots, chaloupes ou autres embarcations pour naviguer sur la rivière Saint-Charles, en amont de l'écluse de l'aqueduc de la cité qui se trouve dans la paroisse de Saint-Ambroise de la Jeune-

5. Article 21 of the Act 1 Geo. V, chapter 47, is amended by adding thereto the following paragraph: "These bridges and their approaches form part of the streets and the roads of the city for all purposes whatsoever, and are subject to its laws and by-laws.

6. The Act 29 Victoria, chapter 57, article 38, paragraph 5, as amended by 51 and 52 Victoria, chapter 78, article 1, is further amended by adding thereto the following paragraph: Upon permission granted by the Police and By-Law Committee, every taxpayer may, in his own name, sue before the Recorder's Court.

7.—Articles 44 of the Act 7 Edward VII, chapter 62 is replaced by the following:

44. If the proprietor of a lot bound to build a sidewalk in one of the streets of the city offers to the city to build the said sidewalk in stone or asphalt blocks, or asphalt or cement, upon a concrete foundation of at least four inches in thickness, in such cases, if the city engineer has authorized and accepted such construction, the city shall reimburse to the said owner, (one-fourth) of the cost or of the value of these works. (Said reimbursement to be done only once, and such payment shall not be made unless based upon an affidavit of the proprietor.)

8. Articles 8 to 13 inclusive of the Act George V, chapter 47, article 8, are repealed.

9. Section 18 of the Act 2 George V, chapter 55, is replaced by the following:

18. When the city builds a permanent paving in the street, it may in the same time build a uniform sidewalk in material considered to be permanent and recover reimbursement of (three fourths) of the cost of the said sidewalk from the proprietors of buildings or grounds along which the said sidewalk has been built. The sum to be recovered for that purpose is a privileged claim similar to assessments and taxes due to the city, and may be recovered from the debtor before the Recorder's Court of the city.

10. Section 6 of the Act 2 Geo. V, chapter 55, is replaced by the following:

The city is authorized to make, from time to time, one or more special loans for sums not exceeding two million five hundred thousand dollars to form a fund, (fonds de roulement) to provide for current expenses in anticipation of the ordinary revenue or of the proceeds of the sale of debentures which the city shall have been authorized by the Legislature to issue to pay the cost of permanent works or other objects. The proceeds of said loan or loans must be applied solely and exclusively for the purposes above mentioned and said loans shall be reimbursed out of the ordinary revenue or out of the other sums at the disposal of the city, as the case may be. Said loan or loans provided in said article must be made by means of Treasury bills signed by the Mayor and the City Treasurer.

11. The granting of any license for the sale of milk and cream within the City limits, shall be left in the hands of the Board of Health of the City. The officers of the said Board of Health are hereby empowered to make even outside the City limits the inspection of milk destined to be sold in the City.

12. Article 8 of the Act 1 Edward VII, chapter 42, is replaced by the following:

It is forbidden to all to use canoes, boats or other embarkations to navigate on the Saint Charles River above the dam of the water-works of the said city, which lies in the parish of Saint Ambroise de la Jeune Lorette: and all persons

Lorette; et toute personne enfreignant cette disposition sera passible d'une amende n'excédant pas cent piastres et à défaut de paiement de la dite amende et des frais, d'un emprisonnement pour un espace de temps n'excédant pas trois mois.

13. Il est défendu d'ériger sur les bords de la rivière Saint-Charles en amont de la prise d'eau de l'aqueduc de la cité ou sur les bords du lac Saint-Charles toute construction qui ne sera pas à une distance telle que les égoûts en provenant ne puissent atteindre les eaux de la dite rivière ou du dit lac Saint-Charles. Il sera aussi défendu d'établir des chemins d'hiver sur la glace du lac Saint-Charles et sur la virière Saint-Charles en amont de la prise d'eau de l'aqueduc de la cité.

14. La section d de l'article 27 du chapitre 57 de la loi 29 Vict., est remplacée par la suivante:

"d. Aux fonds de réserve de pas moins de (deux et demi) pour cent pour faire face aux dépenses imprévues.

15. Le paragraphe 7 de l'article 2 ch. 46 de la loi 33 Vict., est remplacé par le suivant:

"Nulle personne ayant reçu aucun argent, billet ou promesse de récompense pour son vote ne pourra voter à l'élection d'un échevin.

16. Le quartier de Limoilou, pourra, par un règlement du conseil, être divisé en deux quartiers mais chacun de ces quartiers ne sera représenté que par un échevin dans le conseil.

17. Article 5 de la loi 1 Geo. V., ch. 47 est remplacé par le suivant:

"5. La cité est autorisée à emprunter une somme n'excédant pas (un million) de piastres, pour exercer les pouvoirs accordés en vertu de la loi 7, Ed. VII, ch. 62, sec. 35 et 36.

18. Tout propriétaire d'un terrain en déclivité sur lequel il y a des bâtisses ou non, et en face duquel la cité est obligée d'accumuler des terres jetées pour la construction de la rue, sera tenue de contribuer par une moitié au coût de l'érection du mur de soutènement nécessaire pour retenir les dites terres.

19. Pour faire ratifier certains paiements faits pour couvrir des dépenses occasionnées par la présente guerre.

20. Pour donner droit de vote aux employés et officiers civiques.

21. Pour annexer à la cité de Québec une certaine partie d'un No de cadastre de la paroisse de Sainte-Foye pour rectifier les limites de la cité de ce côté et pour d'autres fins.

(Signé) NAP. DROUIN,
Maire de Québec.

H. J. J. B. Chouinard,
Greffier de la cité. 6515-4

Avis est par les présentes donné, qu'une demande sera faite à la prochaine session de la Législature de la province de Québec, par les commissaires d'Écoles pour la municipalité de la paroisse de Sainte-Madeleine d'Outremont, dans le comté de Montreal-Westmount, pour obtenir la passation d'une loi pour leur permettre de vendre de gré à gré les terrains qu'ils possèdent sur la rue Bloomfield, dans la ville d'Outremont, et les bâtisses sus érigées; de compléter l'école Lajoie et d'emprunter les sommes nécessaires à cette fin pour payer certaines autres dettes de la dite corporation, et pour autres fins.

Les Commissaires d'écoles pour la municipalité de la paroisse Sainte-Madeleine d'Outremont dans le comté de Montréal-Westmount,

Par W. BRODEUR,
Secrétaire-trésorier.

Montréal, 16 décembre 1914. 6569-4

infringing the said provision shall be liable to a fine not exceeding one hundred dollars and in default of payment of the said fine and costs thereon to an imprisonment for a space of time not exceeding three months.

13. It is forbidden to construct on the borders of the River Saint Charles, above the water intake of the city water-works or on the borders of Lake Saint Charles, any building unless it be at such a distance that the sewage running therefrom shall not fall into the waters of the said river or of the said Lake Saint Charles. It is also forbidden to establish winter roads on the ice of Lake Saint Charles or on the River St-Charles above the intake of the water of the city water-works.

14. Section D of article 27 of chapter 57, of the Statute 29 Victoria, is replaced by the following:

"d. To the reserve funds of not less than (two and a half) per cent to meet unforeseen expenditure."

15. Paragraph 7 of article 2, chapter 46 of the Statute 43 Victoria, is replaced by the following:

No person having received any money, promissory note or promise of reward for his vote, shall be allowed to vote at the election of an Alderman.

16. Limoilou Ward may, by a by-law of the Council, be divided into two wards, but each of the two wards shall be represented only by one alderman in the Council.

17. Article 5 of the Act 1 George V, chapter 47, is replaced by the following:

5. The city is authorized to borrow a sum not exceeding (one million) of dollars to exercise the powers granted in virtue of the Act 1 Edward VII, chapter 62, sections 35 and 36.

18. All proprietors of land on an inclined plane upon which there may or may not be buildings, and in front of which the city is compelled to accumulate shot earth for the construction of a street shall be bound to contribute to one half the cost of the retaining wall necessary to retain the said shot earth.

19. To obtain ratification of certain payments to cover expenditure occasioned by the present war.

20. To grant the right to vote to civic officers and employees.

21. To annex to the city of Québec, a certain portion of a cadastral number of the parish of Saint Foye to rectify the city limits in that direction, and for other purposes.

(Signed) NAP. DROUIN,
Mayor in Quebec.

H. J. J. B. Chouinard,
City Clerk. 6516

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, by the school commissioners for the municipality of the parish of Sainte Madeleine d'Outremont, in the county of Montreal-Westmount, for an act, authorizing them to sell by private contracts the lots of land and buildings thereon erected, owned by them on Bloomfield street, in the town of Outremont to complete the construction of Lajoie school, and to borrow the necessary sum therefore and to pay certain other debts of the said corporation and for other purposes.

The school commissioners for the municipality of the parish of Sainte Madeleine d'Outremont, in the county of Montreal, Westmount,

By W. BRODEUR,
Secretary-treasurer.

Montreal, 16th December, 1914. 6570

Avis est par les présentes donné, que M. François Taillon, de la paroisse de Saint-Guillaume d'Upton, district de Richelieu, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session pour obtenir une loi spéciale aux fins de déclarer valide en toute sa teneur le testament de feu Narcisse Taillon, en son vivant de la paroisse de Saint-Guillaume d'Upton, reçu devant M^{re} L. D. Théod. Vanasse et témoins, le 25 mai 1912, et notamment de déclarer valable le legs à lui fait par le dit testament.

FRANÇOIS TAILLON,
Père.
Saint Guillaume d'Upton, 15 décembre 1914.
6611-4

Notice is hereby given by Mr. François Taillon, of the parish of Saint Guillaume d'Upton, district of Richelieu, that he shall apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, in order to obtain a special law declaring valid in its whole content, the last will of Mr. Narcisse Taillon in his lifetime of the said parish of Saint Guillaume d'Upton, executed before L. D. Théod. Vanasse and witnesses on the 25th May, 1912, and especially declaring valid the legacy made in favor of the said Mr. François Taillon by the said last will.

FRANÇOIS TAILLON,
Père.
Saint Guillaume d'Upton, 15th December, 1914.
6612

Avis est par le présent donné que la cité de Sherbrooke s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi amendement sa charte, la loi 7 Edouard VII, chapitre 66, et les diverses lois qui l'amendent, pour obtenir des pouvoirs additionnels et spécialement pour les fins suivantes:

Réduction du nombre des échevins et pourvoir à leur rémunération, autoriser la contribution au fonds patriotique, changer le nom des quartiers de la cité déterminer le mode d'approbation des règlements par les électeurs municipaux, amender la loi du désaveu des règlements, autoriser la cité à conclure des contrats avec les corporations des cantons d'Ascot, d'Orford et de Westbury pour la commutation des taxes municipales sur les propriétés de la cité situées dans les limites de ces cantons; ratifier les règlements municipaux, déterminer les procédures pour la tenue des sessions du conseil étendre la juridiction de la Cour du recorder, amender le pouvoir d'imposer des taxes municipales, expropriation pour fins municipales autorité de passer des règlements sur les sujets suivants: finances, administration, taxes, permis, licence, rôle d'évaluation et de perception, imposition des taxes, droit de taxer les charretiers propriétaires de véhicules-moteurs, autorisation d'employer le fonds de réserve pour les améliorations, ouvrages et améliorations publics, paix et bon ordre, santé et salubrité publiques, décence et bonnes mœurs, accorder réduction sur taxes et prix du gaz, lumière électrique, énergie électrique et eau fournie par la cité, et divers autres objets généralement.

J. A. LEBLANC,
Procureur de la Requête.
Sherbrooke, 15 décembre 1914. 6565-4

Notice is hereby given that the city of Sherbrooke, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session for an Act amending its charter, the Act 7 Edward VII, chapter 66, and amendments thereto, to obtain additional powers and especially for the following purposes:

To reduce the number of aldermen and provide for their remuneration, authorize the contribution to the patriotic fund, to change the name of the wards of the city determine the mode of approval of the by-laws by the municipal electors, amend the law of disallowance of by-laws, authorize the city to make contracts with the corporations of the townships of Ascot, Orford and Westbury for the commutation of municipal taxes upon the properties of the city situated within the limits of said townships; to ratify the municipal by-laws, determine the proceedings for the holdings of the sessions of the council, extend the jurisdiction of the Recorder's Court, amend the power to impose municipal taxes, expropriation for municipal purposes, authority to pass by-laws on the following subjects: finance, administration taxes, permits, licenses, valuation and collection roll, imposition of taxes, right to tax carters, owners of motor vehicles, authorization to employ the reserve fund for improvements, works and public improvements, peace and good order, hygiene and public health, decency and good morals, to grant a reduction of taxes and price on water supplied by the city and various other subjects generally.

J. A. LEBLANC,
Attorney for the petitioner.
Sherbrooke, 13th December, 1914. 6566

Avis public est par le présent donné que, demande sera faite à la législature de la province de Québec à sa prochaine session par la "The Quebec & St. Maurice Industrial Company", pour une loi amendement la charte de la dite compagnie en changeant son nom en celui de "Brown Corporation et pour d'autres fins.

PENTLAND, STUART,
GRAVEL & THOMPSON,
Procureurs de la requérante.
Québec 17 décembre 1914. 6619-4

Public notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec at the next session thereof by the Quebec & St. Maurice Industrial Company, for an act amending the act of incorporation of the said company by changing its name to that of "Brown Corporation" and for other purposes.

PENTLAND, STUART,
GRAVEL & THOMPSON,
Attorneys for applicant.
Quebec, 17th December, 1914. 6620

Avis est par le présent donné que la "The Provincial Light, Heat & Power Company", demandera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session une loi amendement sa charte à propos de ses pouvoirs d'expropriation et de la manière de les exercer et d'autres affaires.

BROWN, MONTGOMERY,
& McMICHAEL,
Procureurs de la requérante.
Avocats: Edifice "Dominion Express".
Montréal, 16 décembre 1914. 6607-4

Notice is hereby given that The Provincial Light, Heat & Power Company will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session for an Act amending its charter in reference to its powers of expropriation and the manner of exercising the same, and other matters.

BROWN, MONTGOMERY,
& McMICHAEL,
Solicitors for applicant.
Advocates: Dominion Express Bldg.
Montreal, 16th December, 1914. 6608

Avis est par le présent donné que, les syndics de la "The American Presbyterian Society of Montreal", demanderont à la législature de Québec, à sa prochaine session, une loi amendement sa charte la loi (27-28 Vic. Chap. 163) et amendements comme suit, à savoir:

Changer la méthode d'acheter, de vendre, d'hypothéquer des immeubles, l'élection, la modification et l'augmentation du nombre des syndics d'abroger la disposition requérant l'enregistrement des transport dans le bureau du proto-notaire.

LIGHTHALL & HARWOOD,
Procureurs pour les pétitionnaires.
Montréal, 16 décembre 1914. 6549-4

Avis est par le présent donné que "The Dorval Island Park Company, Limited" corps politique et incorporé, ayant sa principale place d'affaires dans la cité de Montréal et Samuel Carsley, courtier, Cécil Léonard Carsley, gentilhomme, Robert Mitchell Ballantyne, marchand, Peter William McLagan, marchand, Dr John McCombe, médecin, et Malcolm Drummond Barclay, arpenteur, tous propriétaires, habitants et contribuables dans la ville de Dorval, dans le district de Montréal, demanderont à la Législature de Québec, à sa prochaine session de passer une loi séparant de la ville de Dorval la plus grande partie du lot No 1027, de la paroisse de Lachine, et connue sous le nom de "Dorval Island", étant une île située dans le fleuve Saint-Laurent et entièrement bornée par lui, et la constituant en une ville indépendante la dite ville devant être connue sous le nom de "Dorval Island".

Avec pouvoir d'emprunter un montant n'excedant pas \$50,000.

LESLIE H. BOYD,
Procureur pour les pétitionnaires.
Montréal, 15 décembre 1914. 6547-4

AVIS

Avis est par les présentes donné que la cité de Hull, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi amendement sa charte, savoir le Statut 56 Victoria, chapitre 52 et ses amendements:

Pour donner pouvoir à la cité de garantir les obligations de compagnies industrielles désireuses de s'établir dans la cité.

Pour changer le mode d'évaluation des propriétés dans la cité de Hull, pour réduire le nombre des évaluateurs, établir un évaluateur permanent avec greffier, pour changer la division des quartiers pour donner droit de voter aux co-propriétaires dans les élections municipales; pour payer un salaire au maire et aux échevins de la cité de Hull; pour imposer et forcer les contribuables à payer le coût d'améliorations locales et de canaux d'égout, spécialement sur l'avenue Laurier entre l'Avenue de l'Hôtel-de-Ville et la rue Saint-Bernard, et sur la rue Montcalm, entre le pont de la Crique Brewery et le chemin d'Aylmer; pour obtenir le pouvoir de soumettre des plébiscites au peuple sur certaines questions; relativement aux élections municipales et aux charges du maire et des échevins; relativement aux améliorations locales, procédure à suivre, etc.; relativement à la Cour du recorder, à l'observation de la loi, aux constables etc.; relativement aux certificats pour l'obtention des licences, signatures des licences; relativement aux services d'eau, au rôle de perception etc.; relativement aux actions en dommages contre la cité relativement à l'aqueduc et les accidents; relativement aux devoirs des auditeurs; à la signature des obligations de la cité etc.; relativement aux

Notice is hereby given that the trustees of The American Presbyterian Society of Montreal will apply to the Legislature of Quebec at its forthcoming session for an act to amend its act of incorporation (27-28 Vic. Chap. 163) and amending acts in the following among other respects, to wit:

Alteration of the method of purchase, sale and hypothecation of real estate, election, qualification and increase of its number of trustees, repeal of provision requiring registration of conveyances in the prothonotary's office.

LIGHTHALL & HARWOOD,
Solicitors for applicants.
Montreal, 16th December, 1914. 6550

Notice is hereby given that the Dorval Island Park Company, Limited, a body politic and corporate having its principal place of business at the city of Montreal, and Samuel Carsley, broker, Cecil Leonard Carsley, gentleman, Robert Mitchell Ballantyne, merchant, Peter William McLagan, merchant, Dr. John McCombe doctor, and Malcolm Drummond Barclay, surveyor, all being proprietors, residents and ratepayers in the town of Dorval, in the district of Montreal, will apply to the Legislature at its next session for the passing of an act to separate from the town of Dorval the greater part of lot No. 1027, of the parish of Lachine, and known as "Dorval Island", being an island situated in the Saint Lawrence river, and entirely bounded by it, and form it into a separate town the said town to be known as "Dorval Island".

With power to borrow an amount not exceeding \$50,000.00.

LESLIE H. BOYD,
Attorney for Petitioners.
Montreal, 15th December, 1914. 6548

NOTICE

Notice is hereby given that the city of Hull, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an Act amending its charter, statute 56 Victoria, chapter 52 and amendments thereto:

To give to the city the power to guarantee the bonds of manufacturing companies wishing to locate within its limits.

For changing the mode of valuation of property in the city of Hull, reducing the number of valuers, appointing a permanent valuator with clerk, changing the division of wards; giving to co-proprietors the right to vote in municipal elections; paying a salary to the mayor and aldermen of the city of Hull; imposing and forcing the ratepayers to pay the cost of local improvements and sewers, especially in Laurier Avenue, between Hotel-de-Ville Avenue and Saint Bernard street, and on Montcalm Avenue between the bridge on Brewery Creek and Aylmer road; obtaining the power to submit certain questions to the people for approval by means of a referendum; respecting the municipal elections and the office of Mayor and Aldermen; respecting local improvements, proceedings to follow, etc.; respecting the recorder court, the observation of law, constables, etc.; respecting the certificates for the granting of licenses, signatures on licenses, respecting water services, collection roll, etc.; respecting actions for damages against the City concerning waterworks and accidents; respecting the duty of the auditors; the signature of the bonds of the city etc., respecting business taxes and taxes on insurance companies, etc.; respecting the powers of valuers; respecting the paving

taxes d'affaires et aux taxes sur les compagnies d'assurance, etc.; relativement aux pouvoirs des évaluateurs; relativement au pavage des rues et à la construction des égouts; relativement à la restriction des dépenses, à l'emploi des amendes aux avis de payer les redevances municipales, etc., prélèvement des taxes imposées par voie de licences, intérêt sur redevances municipales, pouvoir des constables relativement à la collection des taxes.

J. WILFRID STE-MARIE,
Procureur de la cité de Hull.

Hull, 15 décembre 1914. 6609-4

Avis public est par les présentes donné que Dame Cléphire Gagnon, des cité et district de Montréal, épouse de feu Georges Tétreau, en son vivant courtier en immeubles, du même lieu, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi à l'effet d'éclaircir certains doutes concernant l'interprétation du testament de son mari et aux fins d'être autorisée à vendre, échanger et disposer des biens immeubles de feu son mari, à les hypothéquer, emprunter sur iceux, et enfin, à en jouir comme d'un propriétaire absolu.

DAME CLEPHIRE GAGNON,
Montréal, 24 décembre 1914. 13-1-4

Avis public est, par les présentes, donné qu'une demande sera faite à la prochaine session de la Législature de la Province de Québec, pour obtenir la passation d'une loi annexant la Municipalité Scolaire de Saint Zotique de Montréal, dans le Comté de Montréal-Hochelaga, à la Municipalité qui est sous la juridiction et le contrôle de la Commission des Ecoles Catholiques de Montréal et fixant les termes et conditions, et pour autres fins s'y rapportant.

L. E. BEAULIEU,
Procureur de la Pétitionnaire.

Montréal, 21 décembre 1914. 6661-3

Avis est par les présentes donné, qu'une demande sera faite à la prochaine session de la Législature de la province de Québec, pour obtenir la passation d'une loi annexant les Commissaires d'écoles pour la municipalité du village de Tétréaultville de Montréal, dans le comté de Laval, à la Municipalité scolaire qui est sous la juridiction et le contrôle de la commission des écoles catholiques de Montréal, en fixant les termes et conditions et pour autres fins s'y rattachant.

F. X. LARIVIERE,
Secrétaire des Commissaires d'écoles
pour la municipalité du village de
Tétréaultville de Montréal.

6437-4

Avis public est, par les présentes, donné que la compagnie "E. & A. Leduc Limitée", de Montréal, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, en vue d'obtenir une loi lui permettant de faire et de continuer et d'améliorer le commerce et l'industrie actuellement en exploitation au coin des rues Green et Sainte-Emélie, dans le quartier Saint-Henri, en la cité de Montréal, nonobstant les dispositions du paragraphe 53 de l'article 300 de la loi 62 Victoria, chapitre 58, et nonobstant le règlement No 129 de la cité de Montréal et pour autres fins.

L. E. BEAULIEU,
Avocat de la pétitionnaire.
Montréal, 22 décembre 1914. 6707-3

of streets and the buildings of streets; respecting the restriction of expenses, the use of fines, notices to pay municipal dues, etc.; levying of taxes, imposed by means of licenses, interest on municipal dues, powers of constable respecting the collection of taxes.

J. WILFRID STE-MARIE,
Attorney for the city of Hull.

Hull, 15th December, 1914. 6610*

Public notice is hereby given that Dame Cléphire Gagnon, of the city and district of Montreal, widow of the late Georges Tétreau, in his lifetime broker of the same place, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to obtain a bill to cause certain doubts to disappear in the interpretation of the last will of her husband and to be authorized to sell, exchange and dispose of the immovables of her late husband, to hypothecate and mortgage same and to dispose of said immovable property as an absolute proprietor.

DAME CLEPHIRE GAGNON.
Montréal, 24th December, 1914. 14-1-4

Public notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for an act annexing the School Municipality of Saint Zotique of Montreal, in the County of Montreal Hochelaga, to the School Municipality under the jurisdiction and the control of the Catholic Schools of Montreal and determining its terms and conditions, and for other purposes.

L. E. BEAULIEU,
Attorney for Petitioner.

Montreal, 21st December, 1914. 6662

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for an Act, annexing the School commissioners for the municipality of the Village of Tétréaultville of Montreal, in the county of Laval, to the school municipality under the jurisdiction and control of the catholic school commission of Montreal, and determining its terms and conditions and for other purposes.

F. X. LARIVIERE,
Secretary of the school commissioners
for the municipality of the village
of Tétréaultville of Montreal

6438

Notice public is hereby given that the company "E. & A. Leduc Limited", will apply to the legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act authorizing said company to conduct, continue and improve the trade and industry actually in operation at the corner of Green and Saint Emélie Streets, in Saint Henry ward, Montreal, notwithstanding the provisions of paragraph 53 of article 300 of an act 62 Victoria, chapter 58, and of by-law No. 129 of the city of Montreal and for other purposes.

L. E. BEAULIEU,
Attorney for the petitioner.
Montreal, 22nd December, 1914. 6708

Avis public est par le présent donné, que Dame Margaret McCready, de la cité et ville de Montréal, veuve de feu Francis Langan, de son vivant de la même place, et d'autres demanderont à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, d'obtenir l'adaptation d'une loi autorisant les exécuteurs et syndics testamentaires de la succession du feu James McCready, de son vivant de la cité et district de Montréal, manufacturier de chaussures, d'aider à ses légataires universels et autres.

SURVEYER, OGDEN & MARRIOTTI,
Procureurs des requérants.
Montréal, 21 décembre 1914. 6717-3

Dame Delphine Jasmin, des cité et district de Montreal, veuve de Stanislas Bleignier dit Jarry, en son vivant, cultivateur, de la paroisse de Saint-Laurent, district de Montréal, donne avis par les présentes qu'elle s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander la ratification d'une vente faite par la dite Dame et autres ès-qualité à elle-même personnellement, le 10 novembre 1904, devant Hercule Gohier, notaire, des lots Nos 218 à 687 inclusivement de la subdivision du lot originaire No 2630 du cadastre de la paroisse de Saint-Laurent; d'une autre vente en date du 8 novembre 1904, entre les mêmes parties, devant le même notaire, des lots 274 à 600, 600a et 601 à 637 inclusivement, de la subdivision No 490 du cadastre officiel de la paroisse du Sault au Récollet, et pour être autorisée comme grevée de la substitution de feu Stanislas Bleignier dit Jarry, son mari, à vendre les lots Nos 484 et 486 du cadastre de la paroisse du Sault au Récollet et les lots Nos 267 et 268 du cadastre de la paroisse de Saint-Laurent, lesquels lots sont la propriété de la dite substitution, et pour autres fins.

DE DELPHINE JASMIN,
Montréal, 18 décembre 1914. 6637-3

Avis est par le présent donné, qu'une demande sera faite à la prochaine session de la législature de cette province, lorsque le bill ou les bills concernant la cité de Montréal seront étudiés, pour amender la charte de la cité touchant l'imposition de taxes spéciales pour rencontrer le coût de l'ouverture ou l'élargissement des rues et de la rue Sainte-Catherine en particulier, le dit amendement devant comprendre et affecter la taxe spéciale datée le 21 août 1914, pour couvrir le coût de l'élargissement de la dite rue Sainte-Catherine, et pour affecter le paiement du coût de l'amélioration.

H. A. HUTCHINS,
6683-3 Procureur de la requérante.

Avis est par les présentes donné par Dame Georgette Roy, épouse contractuellement séparée de biens de M. Armand Lavergne, en sa qualité d'exécutrice testamentaire de la succession de feu Dame Auglare L. Molleur, qu'elle s'adressera à la législature, à sa prochaine session, pour obtenir la passation d'une loi amendant la loi 40 Victoria, chapitre 68, statuts de Québec, aux fins suivantes: 1. Obtenir le pouvoir d'emprunter des sommes additionnelles, et déterminer la façon dont cet emprunt sera fait, et les fins pour lesquelles le produit de l'emprunt sera employé. 2. Pour faire prolonger la franchise accordée par le dit acte à la compagnie de l'aqueduc de Saint-Jean, pour une période de vingt-cinq ans, à compter de la sanction de la loi.

G. R. LAVERGNE,
Daté à Montréal, ce 21 décembre 1914. 6691-3

Public notice is hereby given that Dame Margaret McCready, of the city and district of Montreal, widow of the late Francis Langan, in his lifetime of the same place, and others will apply to the legislature of the province of Quebec at its next session to obtain the adoption of a law authorizing the testamentary executors and trustees of the estate of the late James McCready, in his lifetime of the city and district of Montreal, boot and shoe manufacturer, to come to the assistance of its universal and other legatees.

SURVEYER, OGDEN & MARRIOTTI,
Solicitors for petitioners.
Montreal, 21 December, 1914. 6718

Dame Delphine Jasmin, of the city and district of Montreal, widow of Stanislas Bleignier dit Jarry, in his lifetime, farmer of the Parish of Saint Laurent, district of Montreal, hereby gives notice that she will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to ask the ratification of a sale made by the said lady et al ès-quality to herself personally, on the 10th of November 1904, before Hercule Gohier, Notary, of lots Nos. 218 to 687 inclusively of the subdivision of the original lot of No. 2630 of the cadaster of the Parish of Saint Laurent; of an other sale dated the 8th November 1904, between the same parties, before the said Notary, of lots 274 to 600, 600a to 637 inclusively, of the subdivision No. 490 of the official cadaster of the Parish of Sault au Récollet, and to be authorized, as institute in the substitution created by said Stanislas Bleignier dit Jarry, her husband, to sell lots Nos 484 and 486 of the cadaster of the Parish of Sault au Récollet and lots Nos 267 and 268 of the cadaster of the Parish of Saint Laurent, which said lots are the property of the said substitution, and for other purposes.

DE DELPHINE JASMIN,
Montreal, 18th December, 1914. 6638

Notice is hereby given, that an application will be made, at the next session of the legislature of this province, when the bill or bills respecting the city of Montreal are considered, to amend the charter of the said city, respecting the imposition of special assessments to meet the cost of opening or widening streets, and Sainte Catherine street in particular, the said amendment to include and apply to the special assessment dated the 21st August, 1914, to cover the cost of the widening of the Sainte Catherine street and to apply to the payment of the cost of such improvement.

H. A. HUTCHINS,
6684 Attorney for applicants.

Notice is by these presents given by Dame Georgette Roy, wife separate as to property of Mr. Armand Lavergne, in her quality of testamentary executrix of the estate of the late Dame Auglare L. Molleur, that she will apply to the legislature at its next session, to obtain the passing of a law amending the law 40 Victoria, chapter 68, statutes of Quebec, for the following purposes: 1. To obtain the power to borrow additional sums, and determine the manner in which such loan shall be made, and the purposes for which the proceeds of the loan will be used, 2. To have the franchise, granted by the said act to the aqueduct company of Saint John, continued for a period of twenty-five years from the date of the sanction of the law.

G. R. LAVERGNE,
Dated in Montreal, this 21st day of December, 1914. 6692

Avis public est, par les présentes donné, que "Le Bureau Spécial de l'Œuvre et Fabrique de la paroisse Saint-Georges", de Montréal, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, en vue d'obtenir une loi spéciale, pour les fins suivantes, savoir:

Amender la loi 3 Georges V, chapitre 113, telle qu'amendée par la loi 4 Georges V, chapitre 144, de manière à définir davantage et à étendre les objets auxquels pourront être appliqués les deniers provenant de la cotisation autorisée par les dites lois;

Changer la date du dépôt de l'acte de répartition ainsi que de son exigibilité;

Déterminer les relations entre la fabrique et le bureau spécial; autoriser la dite fabrique à garantir les emprunts autorisés par les lois susdites et à contribuer à leur remboursement ainsi qu'au paiement des dépenses accessoires, à l'ameublement et à l'ornementation de l'église et de la sacristie;

Ratifier et valider certaines résolutions ainsi que l'emploi fait des deniers perçus jusqu'à ce jour sous l'autorité des dites lois et pour autres fins.

L. E. BEAULIEU,

Procureur du pétitionnaire.

Montréal, 22 décembre 1914. 6705-3

"THE MONTREAL HEBREW ORPHANS HOME".

AVIS

Messieurs David S. Friedman, gentilhomme, Solomon Kellert, marchand, Abraham Kellnor, marchand, Abraham M. Vineberg, marchand, Moses Rittenberg, marchand, et Henry Weinfeld, avocat, tous de la cité de Montréal, donnent avis par ces présentes qu'ils demanderont à la Législature Provinciale à sa prochaine session, la passation d'un acte les incorporant eux et les autres qui peuvent devenir à eux, sous le nom de "The Montreal Hebrew-Orphans Home" pour les fins suivantes: Fonder et soutenir dans la cité de Montréal un orphelinat ou des orphelinats pour les enfants, trouvés, les orphelins ou demi-orphelins, appartenant à la religion juive; donner des cours aux femmes pour être bonnes d'enfants; obvier à la mortalité infantine; instruire les parents et autres sur le soin à donner aux enfants et établir des dépôts de lait; prendre charge et garder les enfants confiés à leurs soins par une autorité publique ou privée, ou par des amis; surveiller les intérêts de ces enfants et agir comme tuteur, gardien ou curateur à leurs biens; recevoir et posséder, hypothéquer et disposer de propriété immobilière et recevoir des propriétés immobilières et mobilières à un titre quelconque et d'en disposer suivant des conditions, la valeur annuelle de l'immeuble ne devant pas excéder cinquante mille piastres (\$50,000.00); faire des lois, des règlements pour l'administration et la formation de l'Association; établir des succursales et dépôts sanitaires partout dans la province; s'associer, gérer ou faire des arrangements avec de semblables institutions, soit incorporées ou non incorporées; recevoir, demander ou recouvrer des présents, legs, souscriptions ou dons faits ou à être faits pour des fins semblables.

WEINFELD & LEDIEU,

Procureurs des requérants.

120, rue Saint-Jacques, Montréal.
Montréal, 22 décembre 1914. 6673-3

Notice public is hereby given that "Le Bureau Spécial de l'Œuvre et Fabrique de la paroisse Saint-Georges", of Montreal, shall apply to the legislature of the province of Quebec, at its next session, in order to obtain a special law, for the following purposes:

To amend the act 3 Georges V, chapter 113, as amended by the act 4 Georges V, chapter 144, in order to define more fully and to extend the objects to which it shall be lawful to apply the moneys collected in virtue of the assessment authorized by said acts;

To change the date of the deposit of the roll of assessment and of its exigibility;

To determine the relations between the parish priest and church wardens of l'Œuvre et Fabrique of the parish of Saint Georges and the special board above mentioned; to authorize said "Œuvre et Fabrique" to guarantee the loans authorized by the acts above mentioned and to contribute to the reimbursement of said loans and to the payment of accessory expenses, as well as to the furnishing and embellishment of said church and sacristy;

To ratify and validate certain resolutions and also the use made of the moneys collected up to date, in virtue of said acts; and for other purposes.

L. E. BEAULIEU,

Attorney for the petitioner.

Montreal, 22nd December, 1914. 6706

"THE MONTREAL HEBREW ORPHANS HOME".

NOTICE

Messrs. David S. Friedman, gentleman, Solomon Kellert, merchant, Abraham Kellnor, merchant, Abraham M. Vineberg, merchant, Moses Rittenberg, merchant and Henry Weinfeld, advocate, all of the city of Montreal, hereby give notice that they will apply to the provincial Legislature at its next session for a bill to incorporate them and such others as may become associated with them under the name of "The Montreal Hebrew Orphans Home", for the following purposes: To found and maintain in the city of Montreal an orphanage or orphanages for foundlings, orphans and half orphans, belonging to the Jewish religion; to train women as nurses for children; to prevent infant mortality; to instruct parents and others in care of children and to establish milk stations; to take charge of and guard children committed to their care by a public or private authority or by friends; to guard the interests of such children and to act as tutor, guardian or curator to them; to receive and hold, hypothecate and dispose of immoveable property and to receive the same as well as moveable property by any title whatsoever and to dispose of same subject to conditions, the annual value of immoveables not to exceed fifty thousand dollars (\$50,000.00); to make by-laws and regulations for the government and composition of the association; to establish branch stations and health depots throughout the province; to amalgamate with, manager, or make arrangements with any similar institutions, whether incorporated or not incorporated; to receive, demand and recover any gifts, legacies subscriptions or bequests made or to be made for similar purposes.

WEINFELD & LEDIEU,

Attorneys for Applicants.

120, Saint James street, Montreal.
Montreal, 22nd December, 1914. 6674

Avis public est par le présent donné que demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session par Thomas Joseph Coonan, pour une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à lui permettre de pratiquer le droit immédiatement et d'autoriser le secrétaire du conseil général du barreau à lui donner de suite son certificat comme avocat.

THOMAS JOSEPH COONAN,
Montréal, 30 novembre 1914. 17-1-4

Avis public est donné que Edmond Beaudoin, de Saint-Louis de Courville, en sa qualité de tuteur de Anna et Edouard Vachon, enfants mineurs issus du mariage de feu Edouard Vachon avec feu Emilie Beaudoin, présentera à la législature à sa prochaine session, un projet de loi pour l'autoriser à vendre ou concéder à vente privée et de gré à gré et échanger la partie non subdivisée ainsi que les subdivisions du numéro cinquante-neuf du cadastre de la paroisse de Beauport, de recevoir le prix de toute telle vente, d'en donner quittance, d'en déposer le prix après avoir acquitté sur icelui toutes les dépenses pour l'adoption de cette loi et pour la confection des plans de subdivision, à la Caisse d'Economie de Notre-Dame de Québec, prix qui ne pourra être retiré pendant la minorité des dits mineurs que sur ordonnance judiciaire rendue sur avis d'un conseil de famille. L'intérêt de toute somme ainsi déposée, pourra cependant être retiré et employé à l'entretien et à l'éducation des dits enfants mineurs.

EDMOND BEAUDOIN,
par Sirois et Sirois, notaires.
Québec, 16 décembre, 1914. 6495-4

Avis est par les présentes donné qu'une demande sera faite à la prochaine session de la législature de la province de Québec, pour obtenir la passation d'une loi permettant au collège des Chirurgiens Dentistes de la province de Québec, d'admettre au nombre de ses membres, à certaines conditions, Wilfrid Leahy, de Montréal, et pour autres fins.

ALPHONSE DECARY,
Montréal, 1er décembre 1914. 6317-5

Avis est par le présent donné que la " Scottish Trust Company " demandera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, de passer une loi portant, en autant que la dite compagnie est intéressée, à cinq ans la période de deux ans tel que décrété par l'article 7096 . . . des Statuts refondus de la province de Québec et pour d'autres fins.

BROWN, MONTGOMERY & McMICHAEL,
Procureurs de la dite compagnie.
Montréal, 10 décembre 1914. 6447-4

Public notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session by Thomas Joseph Coonan for an act authorizing the bar of the Province of Quebec, to permit him to practice law forthwith and to authorize the secretary of the general council of the bar to issue him his certificate as an advocate at once.

THOMAS JOSEPH COONAN,
Montreal, 30th November, 1914. 18-1-4

Public notice is hereby given by the undersigned Edmond Beaudoin, of the parish of Saint Louis de Courville, in his capacity of tutor, to Anna & Edouard Vachon, minor children of the late Edouard Vachon and of the late Emilie Beaudoin, shall present at the legislature, at its next session, a bill for the purpose of authorizing him, to sell and assign by private contract or exchange, the non divided part and the subdivisions of the lot fifty nine upon the cadastral plan and book of reference thereto for the parish of Beauport, to receive the price, of such sale, to grant a discharge thereof, to deposit said price of sale, after the payment out of said price of the expenses incurred for the passing of this law and the making of the subdivision plans with the Caisse d'Economie de Notre-Dame de Québec, said deposit to be withdrawn during the minority of said children only upon judgment delivered upon the advice of a family council, and the interest of such deposit to be paid to the tutor for the maintenance and education of said minor children.

EDMOND BEAUDOIN,
Per Sirois & Sirois, Notarys.
Quebec, 14th December, 1914. 6496

Notice is hereby given that an application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the passing of an act authorizing the College of Dental Surgeons of the Province of Quebec, to admit Wilfrid Leahy, of Montreal, amongst its members under certain conditions, and for other purposes.

ALPHONSE DECARY,
Montreal, 1st December, 1914. 6318

Notice is hereby given that the " Scottish Trust Company " will apply to the Legislature of the province of Quebec at the next session thereof for an Act increasing, so far as said Company is concerned, to five years the period of two years provided for in Art. 7096 . . . of the Revised Statutes of Quebec 1909 and for other purposes.

BROWN, MONTGOMERY & McMICHAEL,
Solicitors for Applicant.
Montreal, 10th December, 1914. 6448

Avis Divers

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.
No 4852.

Saidy Shaheen, wife common as to property of Thomas Mitra, trader, of the city and district of Montreal, has, this date, in the above case instituted an action in separation as to property against her husband before this aforesaid Superior Court.

BRODEUR BERARD & CALDER,
Attorneys for plaintiff.
Montréal, 29 décembre 1914. 163

Miscellaneous Notices

Superior Court.

Province de Québec,
District de Montréal.
No 4852.

Saidy Shaheen, épouse commune en biens de Thomas Mitra, commerçant des cité et district de Montréal, a, ce jour, en la susdite cause, poursuivi son mari en séparation de biens, devant la dite Cour supérieure.

BRODEUR, BERARD & CALDER,
Avocats de la demanderesse.
Montreal, 29th December 1914. 164

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.
No 3721.

Dame Anna Mogilensky des cité et district de
Montréal, épouse commune en biens de Louis
H. Hatz du même lieu, commerçant,
Demanderesse;

&

Louis H. Hatz, Défendeur.
Une action en séparation de biens, a été insti-
tuée ce jour contre le dit défendeur.

LYON H. JACOBS,
Procureur de la Demanderesse.
Montréal, 13 août 1914. 121—2-5

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.
No 280.

Dame Louise Lalanne, de la cité et du district de
Montréal, épouse de Alfred Amédée Duclos,
agent d'immeubles du même lieu dûment auto-
risée à ester en justice;

Demanderesse;

vs

Le dit Alfred Amédée Duclos, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée
en cette cause le 29ième jour de décembre 1914.

JOSEPH ADAM,
Avocat de la demanderesse.
Montréal, 29 décembre 1914. 125

Cour Supérieure.

Kamouraska,
No 5601.

Dame Mary Lapointe, épouse commune en
biens de Joseph Edgar Lapointe, de la cité de
Fraserville, marchand, dûment autorisé à ester
en justice, a, ce jour intenté une action en sépa-
ration de biens contre son mari.

E. H. CIMON,
Procureur de la Demanderesse.
Fraserville, 4 janvier, 1915. 181—2-5

Province de Québec, District de Montréal.
Cour Supérieure, No 4518.—Dame Eugénie
Dumas, des cité et district de Montréal, épouse
commune en biens de Aimé Bourdeau, hôtelier,
du même lieu, et dûment autorisée par jugement
de cette cour à ester en justice, Demanderesse;
vs le dit Aimé Bourdeau, Défendeur.

La demanderesse a intenté, ce jour, une action
en séparation de biens contre le défendeur, son
dit époux.

L. G. A. CRESSÉ,
Procureur de la demanderesse.
Montréal, 14 décembre 1914. 65-1-5

Cour Supérieure.

Canada,
Province de Québec,
District de Richelieu,
No 5756.

Dame Elméria Bélisle, du village de Baieville,
dans le district de Richelieu, a, ce jour, institué
une action en séparation de biens contre son mari
Louis Rosario Lefebvre, commerçant du même
lieu.

F. LEFEBVRE,
Avocat de la demanderesse.
Frs Lefebvre, C. R.,
27, rue Georges, Sorel.
Sorel, 23 décembre 1914. 11-1-5

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal,
No. 3721.

Dame Anna Mogilensky, of the city and district
of Montreal, wife common as to property of
Louis H. Hatz of the same place, Trader,
Plaintiff;

&

Louis H. Hatz, Defendant.
An action as to separation as to property, has
been this day instituted against the said Defen-
dant.

LYON H. JACOBS,
Attorney for Plaintiff.
Montreal, 13th August, 1914. 122—2-5

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.
No. 280.

Dame Louise Lalanne, of the city and district of
Montreal, wife of Alfred Amédée Duclos, real
estate agent of the same place duly authorized
to ester en justice,

Plaintiff;

vs

The said Alfred Amédée Duclos, Defendant.

An action for separation as to property has
been instituted in this cause on the 29th day of
December, 1914.

JOSEPH ADAM,
Attorney for the plaintiff.
Montreal, 29th December, 1914. 126

Superior Court.

Kamouraska,
No. 5601.

Dame Mary Lapointe, wife common as to
property of Joseph Edgar Lapointe, of the City
of Fraserville, merchant, duly authorized à ester
en justice, has, this day, instituted an action for
separation as to property against her said hus-
band.

E. H. CIMON,
Attorney for Plaintiff.
Fraserville, 4th January, 1915. 182—2-5

Province of Quebec, District of Montreal,
Superior Court, No. 4518.—Dame Eugénie Du-
mas, of the city and district of Montreal, wife
common as to property of Aimé Bourdeau,
hotel keeper, of the same place, and duly author-
ized by judgment of this Court, à ester en justice,
Plaintiff; vs. the said Aimé Bourdeau, Defendant.

An action in separation as to property has been
instituted by plaintiff against the said defendant.

L. G. A. CRESSÉ,
Attorney for Plaintiff.
Montreal, 14th December, 1914. 66-1-5

Superior Court.

Canada,
Province of Quebec,
District of Richelieu,
No. 5756.

Dame Elmeria Belisle, of the village of Baie-
ville in the district of Richelieu, has, this day,
instituted an action for separation as to property
against her husband Louis Rosario Lefebvre,
trader, of the same place.

F. LEFEBVRE,
Attorney for the Plaintiff.
Frs. Lefebvre, C. R.,
27, Georges street, Sorel.
Sorel, 23rd December, 1914. 12-1-5

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Joliette,
No. 7015.

Dame Marie-Anne Lapierre, de la paroisse de Saint-Alexis, district de Joliette, épouse commune en biens de Oliva Racette, boucher, du même lieu,
Demanderesse;

vs

Le dit Oliva Racette, Défendeur;
Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, contre le défendeur.

J. A. GRENIER,
Procureur de la demanderesse.
Joliette, 9 décembre 1914. 6539-4

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.
No 4544.

Avis est par les présentes, donné que le 14ème jour de décembre courant, Dame Annie Kaplan, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Joseph Levine, tailleur du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, a poursuivi son mari en séparation de biens.

R. C. DELORIMIER, C. R.,
Avocat de la demanderesse.
Montréal, 16 décembre 1914. 6567-4

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.
No 4171.

Dame Hélène Gauthier, épouse commune en biens de Louis Galarneau, marchand, des cité et district de Montréal, a, ce jour, intenté une action en séparation de biens contre son dit époux.

LAMARRE & BRODEUR,
Avocats de la demanderesse.
Montréal, 27 novembre 1914. 6349-5

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.
No 4226.

Dame Rose Alba Bissonnette, de la ville de Maisonneuve, district de Montréal, épouse commune en biens de Azarie Provost, journalier du même lieu, dûment autorisée à ester en justice
Demanderesse;

vs

Le dit Azarie Provost, du même lieu.

Une action en séparation de biens a été instituée par la demanderesse contre le défendeur ici ce 4 décembre 1914.

JOSEPH B. DEBOUCHERVILLE,
Procureur de la demanderesse.
Montréal, 4 décembre 1914. 6253-5

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal,
No 4695.

Dame Minnie Brown, épouse commune en bien de J. Constantine Vasilonis, restaurateur, de la ville de Verdun, district de Montréal,
Demanderesse;

vs

Le dit J. Constantine Vasilonis, Défendeur.
La demanderesse a intenté ce 7ième jour de décembre 1914, une action en séparation de biens contre son dit époux, devant cette Cour.

BRODEUR, BERARD & CALDER,
6283-5 Avocats de la demanderesse.

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Joliette,
No. 7015.

Dame Marie-Anne Lapierre, of the parish of Saint Alexis, district of Joliette, wife common as to property of Oliva Racette, of the same place, butcher, duly authorized to appear in justice,
Plaintiff;

vs.

The said Oliva Racette, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted, this day, against the defendant.

J. A. GRENIER,
Attorney for plaintiff.
Joliette, 9th December, 1914. 6540

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montréal.
No 4544.

Notice is hereby given that on the 14th day of December instant, Dame Annie Kaplan, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Joseph Levine, of the same place, tailor, duly authorized to ester en justice, has taken an action for separation as to property from her husband.

R. G. DELORIMIER, K. C.,
Attorney for plaintiff.
Montreal, 16th December, 1914. 6568

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.
No. 4171.

Dame Hélène Gauthier, wife common as to property of Louis Galarneau, merchant, of the city and district of Montreal, has, this day, instituted an action for separation as to property against her said husband.

LAMARRE & BRODEUR,
Attorneys for the plaintiff.
Montreal, 27th November, 1914. 6350

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.
No. 4226.

Dame Rose Alba Bissonnette, of the city of Maisonneuve, district of Montreal, wife common as to property of Azarie Provost, laborer, of the same place, duly authorized to ester en justice
Plaintiff;

vs

The said Azarie Provost, of the same place,
Defendant.

An action in separation as to property has been instituted by the plaintiff against the Defendant herein, this 4th December, 1914.

JOSEPH B. DEBOUCHERVILLE,
Attorney for Plaintiff.
Montreal, 4th December, 1914. 6254

Province of Quebec,
District of Montreal,
No. 4695.

Dame Minnie Brown, wife of J. Constantine Vasilonis, restaurant keeper of the town of Verdun, in the district of Montreal, has this 7th day of december 1914, instituted before the Superior Court, of the district of Montreal an action in separation as to property against her said husband.

BRODEUR, BERARD & CALDER,
6284 Attorneys for Plaintiff.

BARREAU DE MONTREAL.—BAR OF MONTREAL.

Candidats pour l'admission à la pratique du droit.—Candidates for admission to the practice of the law.

Examens du 12 janvier 1915.—Examinations, 12th January, 1915.

No	Noms. — Names.	Prénoms. — Surnames.	Age	Residence.
1	Allard.....	Antonio.....	25	Montréal.
2	Archambault.....	Geo. E.....	24	Montreal.
3	Barry.....	Jean Joseph.....	51	Montreal.
4	Béique.....	Victor E.....	25	Montreal.
5	Bertrand.....	C. A. H.....	24	Montreal.
6	Biron.....	F. X. A.....	22	Montreal.
7	Dunlop.....	James.....	28	Montreal.
8	Ethier.....	Benjamin.....	23	Montreal.
9	Hurteau.....	Mathias, Adolphe.....	22	Montreal.
10	Lafontaine.....	Ayme.....	23	Montreal.
11	Major.....	F. B.....	24	Papineauville.
12	Newcombe.....	Edmond F.....	24	Montreal.
13	Rollit.....	A. E.....	34	Westmount.

Montréal, 26 décembre 1914.

Montreal, 26th December, 1914.

RUSSELL I. STACKHOUSE,
Secrétaire du barreau de Montréal.—Secretary of the bar of Montreal.
107-108—1-2

BARREAU DE QUEBEC.—BAR OF QUEBEC.

Candidats pour la pratique du droit.—Candidates for the practice of the law.

Examens de janvier 1915.—Examinations of January, 1915.

	Noms. — Names.	Prénoms. — Surnames.	Age.	Residence.
Gagné	Louis René.....		28	Québec.
Jessop.....	James J.....		23	Newport, Co. Gaspé.

CHARLES SMITH,
Secrétaire du barreau de Québec.—Secretary for the bar of Quebec.

Québec, 28 décembre 1914.

Quebec, 28th December, 1914.

109—110-1-2

CANDIDATS POUR L'ADMISSION A L'ETUDE DU DROIT.—CANDIDATES FOR ADMISSION TO STUDY OF THE LAW.

Examens de janvier 1915.—Examination, January, 1915.

Section d'Ottawa.—Section of Ottawa.

Nom. — Name.	Prénoms. — Surnames.	Age.	Residence.	College.
Genest.....	Frank D.....	20 ans—years..	Ottawa.....	Model School, Ottawa, Ottawa Collegiate Institute, Ottawa, Private Tutors.

67-68-1-2

JOSEPH D. DEGRANDPRE,
Secrétaire.—Secretary.

BARREAU DE QUEBEC.—BAR OF QUEBEC.

Candidats à l'étude du droit.—Candidates for the study of the Law.

Examens de janvier 1915.—Examinations of January 1915.

Noms — Prénoms.	Prénoms — Surnames.	Age.	Residence.	College.
Bédard.....	Avila.....	30	Québec.....	Séminaire de Québec.
Chouinard.....	François-Xavier	21	Québec.....	Séminaire de Québec.
Gosselin.....	François-Joseph	21	Chicoutim.....	Séminaire de Chicoutim et faculté des arts.
Shink.....	Georges-Henri..	22	Lauzon.....	Collège de Lévis.

CHARLES SMITH,

Secrétaire du barreau de Québec.—Secretary of the bar of Québec.

Québec, 12 décembre 1914.—Québec, 12th December, 1914.

6617-4

Avis

CHAMBRE DES NOTAIRES

SECRETARIAT DE MONTREAL

Avis public est par les présentes donné par moi, soussigné, Edouard Biron, l'un des secrétaires de la chambre des notaires, que par ordonnance du conseil de la dite chambre, en date du quatrième jour de décembre mil neuf cent quatorze, Henri Lemire, notaire, de la cité et district de Montréal, a été suspendu pour un terme de dix années comme ayant été trouvé coupable par la cour du banc du roi du district de Montréal, au terme de septembre 1914, d'une offense criminelle, et avoir été condamné à un an d'emprisonnement.

Cette suspension prendra effet le dix-huit

Notice

BOARD OF NOTARIES

SECRETARY'S OFFICE, MONTREAL.

Public notice is hereby given by the undersigned, Edouard Biron, one of the secretaries of the board of notaries, that by an ordinance of the council of the said board, bearing date the fourth day of December, one thousand nine hundred and fourteen, Henri Lemire notary, of the city and district of Montreal, has been suspended for a period of ten years as having been found guilty by the court of king's bench of the district of Montreal, September term, 1914, of a criminal offense, and sentenced to one year imprisonment.

This suspension to take effect on the eighteenth

janvier mil neuf cent quinze, et se terminera le dix-huit janvier mil neuf cent vingt-cinq.

En foi de quoi j'ai signé les présentes, à Montréal, ce trente décembre mil neuf cent quatorze.

EDOUARD BIRON,
Secrétaire de la chambre des notaires
pour le district de Montréal.

129-2-2

DANS LA COUR DE L'ECHIQUER DU
CANADA

AVIS

Une séance générale de "La Cour de l'Echiquier du Canada" pour l'instruction des causes etc., aura lieu aux temps et lieux suivants, pourvu que quelque cause ou affaire soit entrée pour instruction ou inscrite pour audition, au bureau du Régistrataire de la Cour à Ottawa, au moins dix jours avant le jour fixé pour telle séance; et si aucune cause ou affaire est ainsi entrée ou inscrite pour telle séance, alors la dite séance n'aura pas lieu, à savoir:

Au palais de justice, dans la cité de Québec, P. Q., commençant lundi le 18ième jour de janvier A. D. 1915, à 11 heures A. M.

Daté à Ottawa, ce onzième jour de Décembre A. D. 1914.

Par ordre,
CHAS. MORSE,
Régistrataire.

6453-4

A tous les intéressés:

Prenez avis que la "United States Grand Lodge Independent Order Sons of Benjamin", a cessé de faire affaires dans la province de Québec, et a notifié par écrit à cet effet le Trésorier Provincial, et l'Inspecteur des Assurances, et qu'elle a réassuré tous les contrats en vigueur effectués dans cette province dans la "Metropolitan Life Insurance Company of New York", compagnie enregistrée pour faire affaire dans la province de Québec, et qu'elle demandera au lieutenant-gouverneur en conseil le vingt-deuxième jour de mars 1915 la remise de ses valeurs et les créanciers éventuels ou actuels, s'opposant à la dite remise sont par ces présentes priés de faire leurs oppositions au bureau de l'Inspecteur des Assurances le ou avant le vingt-deuxième jour de mars 1915.

M. M. SPERBER,
Procureur pour la "United States Grand Lodge Independent Order Sons of Benjamin, province de Québec.
Montréal, 21 décembre 1914. 6563-4

Avis de Faillites

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District des Trois-Rivières.

Pinard & Lamy, ont ce jour fait cession de leurs biens, et J. A. Dansereau, a été nommé gardien provisoire.

A. E. PAQUETTE,
Procureur du gardien.

Trois-Rivières, 28 décembre 1914. 156

day of January, one thousand nine hundred and fifteen and to end on the eighteenth day of January, one thousand nine hundred and twenty-five.

In testimony whereof, I have affixed my signature to these presents, at Montreal, this thirtieth day of December, one-thousand nine hundred and fourteen.

EDOUARD BIRON,
Secretary of the board of notaries
for the district of Montreal.

130-2-2

IN THE EXCHEQUER COURT OF CANADA

NOTICE

A general sitting of "The Exchequer Court of Canada" for the trial of cases, etc., will be holden at the following time and place, provided that some case or matter is entered for trial or set down for hearing at the office of the Registrar of the Court at Ottawa, at least ten days before the day appointed for such sitting; and if no case or matter is so entered or set down for such sitting, then the same shall not be holden, viz:

At the Court House, in the city of Quebec, P. Q., commencing on Monday, the 18th day of January A. D. 1915, at 11 A. M.

Dated at Ottawa, this 11th day of December, A. D. 1914.

By order,
CHAS. MORSE,
Registr

6454

To whomsoever it may concern:

Take notice that the United States Grand Lodge Independent Order Sons of Benjamin has ceased to do business in the province of Quebec, and has given written notice to that effect to the Provincial Treasurer and to the Inspector of Insurance, and that it has reinsured all outstanding contracts effected in this province in the Metropolitan Life Insurance Company of New York, a company registered to do business in the province of Quebec, and that it will apply to the Lieutenant-Governor in council on the 22nd of March 1915, for the release of its securities, and all claimants contingent, or actual, opposing the said release, are hereby called upon to file their oppositions with the Inspector of Insurance on or before the 22nd of March, 1915.

M. M. SPERBER,
Attorney for United States Grand Lodge Independent Order Sons of Benjamin, province of Quebec.
Montreal, 21st December, 1914. 6564

Bankrupt Notices

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Three Rivers.

Pinard & Lamy, have, this day, made a judicial abandonment, and J. A. Dansereau, has been appointed provisional guardian.

A. E. PAQUETTE,
Attorney for guardian.

Three Rivers, 28th December, 1914. 160

SOUS L'ACTE DES LIQUIDATIONS

Cour Supérieure.

Canada,
Province de Québec,
District de Québec,
No 1792.
La Compagnie l'Economique Limitée, Québec,
En Liquidation.

Aux créanciers, actionnaires, contributaires
ou membres de ladite Compagnie.

Avis est par le présent donné qu'en vertu d'un
jugement de l'Honorable Juge J. C. McCorkill
en date du 28ème jour de Décembre 1914, nous
avons été nommés liquidateurs permanents aux
biens de la dite compagnie.

Avis est aussi donné qu'en vertu d'un autre
jugement de l'Honorable Juge J. C. McCorkill
en date du 30ème jour de décembre 1914, toutes
réclamations dûment attestées devront être
déposées au bureau des liquidateurs soussignés
le ou avant le 30 janvier 1915.

BEDARD & BELANGER,
Liquidateurs.

Bureau: 101 rue Saint-Pierre.
Québec, 30 décembre, 1914. 161

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.
Dans l'affaire de Charles T. Hooper, de la cité de
Montréal, marchand, Insolvable.

Avis est par le présent donné que le 28ième jour
de décembre 1914, par un ordre de la cour, le
sous-signé a été nommé curateur aux biens dudit
Charles T. Hooper, qui a fait un abandon judi-
ciaire de ses biens, pour le bénéfice de ses créan-
ciers.

Les réclamations assermentées doivent être
produites entre mes mains, sous trente jours de cet
avis.

ROBERT WILSON,
Curateur.

Bureau de Robert Wilson & Co.,
Comptables licenciés.
109, Edifice Chambre de Commerce.
Montréal, 28 décembre 1914. 123

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.
In re Joseph Lafrance, Failli;
et

Alexandre Desmarteau, Curateur.
Avis est par les présentes donné que par ordre
de cette cour, j'ai été le 26ème jour de décembre
courant, nommé curateur aux biens du dit failli.

Les réclamations assermentées devront être
produites à mon bureau dans les 30 jours afin
d'être colloquées sur la feuille de dividende.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
Curateur.

No 60 rue Notre-Dame Est, Montréal.
Montréal, 30 décembre 1914. 131

In re Eugène et Emile Nael, boulangers, Fassett,
P. Q.

Avis vous est par le présent donné que j'ai été,
ce jour, par ordre de la cour, nommé curateur
dans cette affaire.

Les réclamations assermentées doivent m'être
transmises dans les trente jours de cet avis, si elles
ne m'ont pas déjà été transmises.

J. E. COUTURE,
Curateur.

Hull, 30 décembre 1914. 157

WINDING UP ACT

Superior Court.

Canada,
Province of Quebec,
District of Quebec,
No. 1792.

"La Compagnie l'Economique Limitée", Quebec,
In Liquidation.

To the creditors, Shareholders, Contributaries
or members of the said Company.

Notice is hereby given that pursuant to a judg-
ment of the honorable Justice J. C. McCorkill
dated the 28th day of Décembre 1914, we have
been appointed permanent liquidators to the
estate of said Company.

Notice is also given that pursuant to another
judgment of the Honorable Justice J. C. Mc-
Corkill dated the 30th day of December 1914,
all claims duly attested must be filed to the
office of the undersigned liquidators on or before
the 30th day of January 1915.

BEDARD & BELANGER,
Liquidators.

Office: 101, Saint-Peter Street.
Quebec, 30th December, 1914. 162

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.
In the matter of Charles T. Hooper, of the city of
Montreal, merchant, Insolvent.

Notice is hereby given that on the 28th day of
December, 1914, by an order of the court, the
undersigned was appointed curator to the pro-
perty of the said Charles T. Hooper, who has
made a judicial abandonment of his property for
the benefit of his creditors.

Sworn claims must be filed with me within
thirty days from this notice.

ROBERT WILSON,
Curator.

Office of Robert Wilson & Co.,
Chartered accountants.
109, Board of Trade Building.
Montreal, 28th December, 1914. 124

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.
In re Joseph Lafrance, Insolvent.

Alexandre Desmarteau, and Curator.

Notice is hereby given that by order of this
court, I was, on the 26th day of December
instant, appointed curator to the property of the
said insolvent.

Sworn claims must be filed at my office within
30 days so as to be collocated on the dividend
sheet.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
Curator.

No 60, Notre-Dame street East, Montreal.
Montreal, 30th December, 1914. 132

In re Eugène and Emile Nael, bakers, Fassett,
P. Q.

Notice is hereby given to you that by order of
the court, I have been appointed to-day, curator
to this estate.

Sworn claims not yet in my hands must be filed
with me within thirty days from this notice.

J. E. COUTURE,
Curator

Hull, 30th December, 1914. 158

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.

No 143-a-480.

In the matter of Bennie Cohen, Insolvent.
Avis est par le présent donné que le vingt-sixième jour de décembre 1914, par une ordonnance de la cour, les soussignés ont été nommés curateurs aux biens du dit insolvable, qui fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations assermentées doivent être produites entre nos mains dans les trente jours du présent avis.

GIROUARD & VALENTINE,
Curateurs.

Bureau: 225 Saint-Jacques,
Montréal, 26 décembre 1914. 149

In re Isaac J. Ouellette, marchand général, Papi-neauville, P. Q.,

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé dans cette affaire et le dividende sera payable à mon bureau le ou après le 7 janvier prochain, 1915.

J. E. COUTURE,
Curateur.

Hull, 23 décembre 1914. 151

In re Donat Sanche, épiciier, Hull, P. Q.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire et le dividende sera payable à mon bureau le ou après le 7 janvier prochain, 1915.

J. E. COUTURE,
Curateur.

Hull, 23 décembre 1914. 153

In re Arthur W. Bertrand, marchand-général, Fort-Coulonge, P. Q.

Avis vous est par le présent donné que j'ai été, ce jour, par ordre de la cour, nommé curateur dans cette affaire.

Les réclamations assermentées doivent m'être transmises dans les trente jours de cet avis, si elles ne m'ont pas déjà été transmises.

J. E. COUTURE,
Curateur.

Hull, 31 décembre 1914. 155

Cour Supérieure

Province de Québec,
District de Montréal.

Nos 180-a-513.

In re Meyer Ungar, 1637, Sainte Catherine Est, Montréal, Insolvent.

Avis est par le présent donné que le susdit insolvable a, ce 28e jour de décembre 1914, fait un abandon judiciaire de tous ses biens, pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure pour le district de Montréal.

H. H. BEAULIEU,
Sub gardien provisoire.

Bureau de Duhamel, Jenkinson & Beaulieu,
No 3, rue Notre-Dame Est.
Montréal, 30 décembre 1914. 145

Avis est par le présent donné que Frs Xavier Lemay, marchand, de Saint-Edouard de Lotbinière, a fait cession judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, le 2 janvier 1915.

LEFAIVRE & GAGNON,
Gardiens provisoires.

Bureau: 98, rue St-Pierre, Québec.
Québec, 4 janvier 1915. 187

Superior Court.

Province of Québec,
District of Montreal.

No. 143-a-480.

In the matter of Bennie Cohen, Insolvent.
Notice is hereby given that on the twenty-sixth day of December, 1914, by an order of the court, the undersigned were appointed curators to the estate of said insolvent who has made a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors.

Sworn claims must be filed at our office within thirty days from date of this notice.

GIROUARD & VALENTINE,
Curators.

Office: 225 Saint James street.
Montreal, 26th December, 1914. 150

In re Isaac J. Ouellette, general merchant, Papi-neauville, P. Q.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter and dividend will be payable at my office on or after the 7th January next, 1915.

J. E. COUTURE,
Curator.

Hull, 23rd December, 1914. 152

In re Donat Sanche, grocer, Hull, P. Q.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter and dividend will be payable at my office on or after the 7th January next, 1915.

J. E. COUTURE,
Curator.

Hull, 23rd December, 1914. 154

In re Arthur W. Bertrand, general merchant, Fort-Coulonge, P. Q.

Notice is hereby given to you that by order of the court, I have been appointed, today, curator to this estate.

Sworn claims not yet in my hands must be filed with me within thirty days from this notice.

J. E. COUTURE,
Curator.

Hull, 31st December, 1914. 156

Superior Court

Province of Québec,
District of Montreal.

Nos 180-a-513.

In re Meyer Ungar, 1637, Saint Catherine East, Montreal, Insolvent.

Notice is hereby given that the above named insolvent has, this 28th day of December, 1914, made a judicial abandonment of all his property for the benefit of his creditors, at the office of the protonotary of the superior court for the district of Montreal.

H. H. BEAULIEU,
Sub. provisional guardian.

Office of Duhamel, Jenkinson & Beaulieu,
No 3, Notre Dame street East.
Montreal, 30th December, 1914. 146

Notice is hereby given that Frs Xavier Lemay, merchant, of Saint Edouard de Lotbinière, has made a judicial assignment of his assets for the benefit of his creditors, the 2nd January, 1915.

LEFAIVRE & GAGNON,
Provisional guardians.

Office: 98, Saint Peter street, Quebec.
Quebec, 4th January, 1915. 188

Cour Supérieure

Province de Québec,
District de Montréal.

In re D. Sheffer & Sons, Montréal, Faillis.

Avis est par le présent donné que le 26 décembre 1914, le soussigné a été nommé curateur aux biens des dits faillis.

Toutes personnes ayant des réclamations contre les dits faillis sont priées de les produire, dûment attestées sous serment, dans les trente jours de cette date.

ALEXANDER BURNETT,
Curateur.

Bureau de Wilkes & Burnett.
Montréal, 4 janvier 1915.

183

Cour Supérieure

Province de Québec,
District de Montréal.

In re Garber & Stettner, 2153 Sainte-Catherine Est, Insolubles.

Avis est par le présent donné que le 4e jour de janvier 1915 nous avons été nommés curateurs conjoints aux biens des susdits insolubles.

Toutes les personnes ayant des réclamations contre les dit insolubles sont requises de les produire, dûment attestées sous serment, sous trente jours de cette date.

J. WILFRID MICHAUD,
HENRI DESROSIERS,
Curateurs conjoints.

Bureau de Michaud & Desrosiers,
Comptables et liquidateurs,
Chambre 24-55, rue Saint-François-Xavier.
Montréal, 4 janvier 1915.

177

Cour Supérieure

District d'Arthabaska.
No 440.

In re Dame Pulchérie Charron Bissonnette, Victoriaville, Faillie.

Avis est donné que la faillie a fait cession judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, le 30 décembre 1914, et que j'en ai été nommé gardien provisoire.

F. X. LEMIEUX,
Gardien provisoire.

Arthabaska, 31 décembre 1914.

167

Cour Supérieure

Canada,
Province de Québec,
District de Montréal,
No 310.

In re I. M. Rosen, faisant affaires sous le nom de "The Stockport Hat Importers", 30 et 32, Boulevard Saint-Laurent, Montréal, Insolvable.

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera ouvert à objection jusqu'au 15 janvier 1915, après laquelle date les dividendes seront payables à notre bureau, "Guardian Building", 160, rue Saint-Jacques.

CHEESE & DEBBAGE,
Curateurs.

Montréal, 31 décembre 1914.

165

Cour Supérieure

Province de Québec,
District de Montréal.
Nos 179-a-512.

In re Morris Rosand & Moses Silverstone, "The Hub", Montréal, Insolubles.

Avis est par le présent donné que les susdits insolubles ont, ce 30e jour de décembre 1914, fait un abandon judiciaire de tous leurs biens

Superior Court

Province of Quebec,
District of Montreal.

In re D. Sheffer & Sons, Montreal, Insolvents.

Notice is hereby given that, on the 26th day of December, 1914, I was appointed curator to the estate of said insolvents.

All parties having claims against said insolvents are requested to file same, duly attested under oath, within thirty days from this date.

ALEXANDER BURNETT,
Curator.

Office of Wilkes & Burnett.
Montreal, 4th January, 1915.

184

Superior Court

Province of Quebec,
District of Montreal.

In re Garber & Stettner, 2153 Sainte-Catherine East, Insolvents.

Notice is hereby given tant on the 4th day of January, 1915, we were appointed joint curators to the estate of said insolvents.

All parties having claims against said insolvents are requested to file same, duly attested under oath, within 30 days from this date.

J. WILFRID MICHAUD,
HENRI DESROSIERS,
Joint curators.

Office of Michaud & Desrosiers,
Accountants and liquidators,
Room 24-55, Saint François-Xavier street.
Montreal, 4th January, 1915.

Superior Court

District of Arthabaska.
No. 440.

In re Dame Pulchérie Charron Bissonnette, Victoriaville, Insolvent.

Notice is given that the insolvent has made a judicial abandonment of her properties for the benefit of her creditors, the 30th December, 1914, and that I have been appointed provisional guardian of the same.

F. X. LEMIEUX,
Provisional guardian.

Arthabaska, 31st December, 1914.

168

Superior Court

Canada,
Province of Quebec,
District of Montreal.
No. 310.

In re I. M. Rosen, trading as the Stockport Hat Importers, 30 and 32, Saint Lawrence Boulevard, Montreal, Insolvent.

Notice is hereby given tant a first and final dividend sheet has been prepared in this matter, open to objection until 15th January, 1915, after which date dividends will be payable at our office, Guardian Building, 160, Saint James street.

CHEESE & DEBBAGE,
Curators.

Montreal, 31st December, 1914.

166

Superior Court

Province of Quebec,
District of Montreal.
Nos 179-a-512.

In re Morris Rosand & Moses Silverstone, "The Hub", Montreal, Insolvents.

Notice is hereby given tant the above named insolvents have, this 30th day of December, 1914, made a judicial abandonment of all their

pour le bénéfice de leurs créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure pour le district de Montréal.

J. G. DUHAMEL,
Sub. gardien provisoire.
Bureau de Duhamel, Jenkinson & Beaulieu,
No 3, Notre-Dame Est.
Montréal, 2 janvier 1915. 147

property for the benefit of their creditors, at the office of the prothonotary of the superior court for the district of Montreal.

J. G. DUHAMEL,
Sub. provisional guardian.
Office of Duhamel, Jenkinson & Beaulieu,
No 3, Notre-Dame St. East.
Montreal, 2nd January, 1915. 148

Licitation

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal,
No. 689.

Etienne Lucien Lafleur, bourgeois, des cité et district de Montréal, Demandeur;

vs

Dame Zéphirina Laroche, du même lieu, veuve de feu Joseph Salomon Lafleur, en son vivant boulanger, du même lieu, en sa qualité de tutrice à Demoiselle Marie Berthe Fabiola Lafleur, François-Xavier Joseph Lafleur et Demoiselle Marthe Clarinda Pauline Elizabeth Lafleur, ses trois enfants mineurs issus de son mariage avec le dit Joseph Salomon Lafleur, Défenderesse.

Avis est présentement donné que, en vertu d'un jugement rendu en cette cause, le vingt-sixième jour de décembre mil neuf cent quatorze, par la Cour supérieure de Sa Majesté, à Montréal, ordonnant la licitation de l'immeuble suivant, savoir:

"Un certain lot de terre ou emplacement connu et désigné sous le numéro huit cent soixante et seize (876) sur le plan et dans le livre de renvoi officiels du quartier Sainte-Marie, en la cité de Montréal, contenant quarante-neuf pieds de front, sur quatre-vingt-quinze de profondeur, plus ou moins et mesure anglaise; borné en front par la rue Logan, avec les bâtisses dessus érigées et les servitudes actives et passives, et notamment la mitoyenneté du pignon sud-ouest, en se conformant aux actes à cet effet", dont les parties en cette cause sont propriétaires par indivis.

L'immeuble désigné ci-dessus sera mis à l'enchère et adjugée et vendu au plus offrant et dernier enchérisseur, MARDI, le NEUVIEME jour de FEVRIER mil neuf cent quinze, à DIX heures ET DEMIE du matin, Cour tenant, chambre 31, dans la salle d'audience du palais de justice, à Montréal, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de la dite Cour, et que toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation devra être déposée, au greffe du protonotaire de la dite cour, au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour ladite vente et adjudication, et que toute opposition a fin de conserver devra être déposée dans les six jours après adjudication; et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans le délai prescrit, elles seront forcloses du droit de ce faire.

OUIMET & GUERTIN,
Avocats du d mandeur.

Pour informations s'adresser à
C. A. GUERTIN, Avocat,
Tél. Main 683,—30, Saint Jacques, Montréal.
ou à

J. A. ARCHAMBAULT,
Dép. P. C. S. M., palais de justice, Montréal.
Montréal, 29 décembre 1914. 55-1-2

Licitation

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal,
No. 689.

Etienne Lucien Lafleur, gentleman, of the city and district of Montreal, Plaintiff;

vs.

Dame Zéphirina Laroche, of the same place, widow of the late Joseph Salomon Lafleur, in his lifetime baker, of the same place, in her quality of tutrix to Miss Marie Berthe Fabiola Lafleur, Francois Xavier Joseph Lafleur and Miss Marthe Clarinda Pauline Elizabeth Lafleur, her three minor children issued of her marriage with the said Joseph Salomon Lafleur, Defendant.

Notice is hereby given that, under and by virtue of a judgment rendered in this cause, on the twenty sixth day of December, in the year one thousand nine hundred and fourteen, by the Superior Court of His Majesty, at Montreal, ordering the licitation of that certain immoveable described as follow, to wit:

"A certain lot of land or emplacement known and designated as being number eight hundred and seventy six (876) on the official plan and in the book of reference of Saint Mary's ward, in the city of Montreal, measuring forty-five feet in front, by a depth of ninety five feet, more or less, english measure; bounded in front by Logan street, with buildings thereon erected and the active and passive servitudes, and particularly the *mitoyenneté* of the south west gable wall, in conformity with the deeds to that effect", of which the parties in this cause are joint proprietors.

The immoveable hereinabove described will be put up at auction and adjudged and sold to the highest and last bidder, on TUESDAY, the NINTH (9) day of FEBRUARY, in the year one thousand nine hundred and fifteen, at HALF PAST TEN of the clock in the forenoon, sitting the Court, in room No. 31, of the Court House, at Montreal, subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges deposited in the office of the protonotary of the said court, and that any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation must be filed in the office of the protonotary of the said court, at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication, and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication; and, failing the parties to file such opposition within the delays hereby prescribed, they will be foreclosed from so doing.

OUIMET & GUERTIN,
Attorneys for Plaintiff.

For information apply to
C. A. GUERTIN, advocate,
Tel. Main 683 —30, Saint James, Montreal.
or to

J. A. ARCHAMBAULT,
Dep. P. C. S. M., Court House, Montreal.
Montreal, 29th December, 1914. 56-1-2

Vente pour taxes municipales

PROVINCE DE QUÉBEC.

MUNICIPALITÉ DE COMTÉ DE
PORTNEUF

Avis public est par les présentes donné par Léonidas Dussault, secrétaire-trésorier du conseil municipal du Comté de Portneuf, domicilié dans la paroisse de Saint-Jean-Baptiste-Les-Ecureuils, que MERCREDI le TROISIEME jour du mois de MARS prochain, à DIX heures du matin à Cap Santé, à la salle d'audience du conseil les terrains ci-après décrits seront vendus par encan pour les cotisations et autres charges auxquelles ils sont affectés, à moins, qu'ils ne soient payés avec les frais savoir:

Deschambault.

Comme appartenant à Octave Gariépy, le lot No 147:

Arrérages taxes municipales.....	\$ 6.95
Arrérages taxes scolaires.....	3.25
Taxes municipales 1914.....	1.60
Taxes scolaires 1914.....	.79

Total.....\$12.59

Comme appartenant à la succession P. Gariépy, les lots No;146, 149 et 159:

Arrérages: Taxes municipales....	\$ 9.54
“ scolaires.....	16.55
Taxes municipales 1914.....	.80
“ scolaires “.....	.39

Total.....\$27.28

Saint-Raymond

Comme appartenant à Dme John Smith, les Nos 638 et 644 cadastre, premier rang S. O., Bourg Louis:

Taxes municipales 1912-13.....	\$ 6.56
“ scolaires.....	9.40
Frais du sec.-trés. local.....	2.00

Total.....\$17.96

Comme appartenant à Henry Mooney, le No 639 1er rang, S. O., Bourg Louis:

Taxes municipales et scolaires, travaux de chemins et clôture.....	\$20.02
Frais du sec.-trés. local.....	2.00

Total.....\$22.02

Comme appartenant à Alfred Rochon, le No 6b, partie 2; rang Colbert:

Taxes municipales.....	\$ 1.28
“ scolaires.....	.53
Frais au sec.-trés. local.....	2.00

Total.....\$ 3.81

Comme appartenant à la succession Théophile Boivin, le No 108, partie dans la superficie du 1er rang Bourg Louis:

Taxes municipales.....	\$ 0.63
“ scolaires.....	1.80
Frais au sec.-trés. local.....	2.00

Total.....\$ 4.43

Comme appartenant à Dme Pierre Bouffard, le No 414-24, partie, emplacement dans le village

Taxes municipales.....	\$ 1.80
“ scolaires.....	5.40
Frais au sec.-trés. local.....	2.00

Total.....\$ 9.20

Sale for Municipal Taxes

PROVINCE OF QUEBEC

MUNICIPALITY OF THE COUNTY OF
PORTNEUF

Public notice is hereby given by Léonidas Dussault secretary treasurer of the municipal corporation of the county of Portneuf, domiciled at Saint Jean Baptiste Les Ecureuils, that on WEDNESDAY the THIRD day of the month of MARCH next, at TEN o'clock of the forenoon at Cap Santé, at the municipal Hall the following lands will be sold by public auction for the hereinafter described taxes and other charges for which they are liable unless they are paid with the cost to wit:

Deschambault.

As belonging to Octave Gariépy, the lot No. 147:

Arrears municipal taxes.....	\$ 6.95
“ school taxes.....	3.25
For 1914, municipal taxes.....	1.60
“ school taxes.....	.79

Total.....\$12.59

As belonging to the successors P. Gariépy, the lots 149 and 159:

Arrears municipal taxes.....	\$ 9.54
“ school taxes.....	.80
1914, municipal taxes.....	.80
“ school taxes.....	.39

Total.....\$27.28

Saint-Raymond.

As belonging to Dme John Smith the lots 638 and 644 cad., first range S. O. Bourg Louis:

Municipal taxes.....	\$ 6.56
School taxes.....	9.40
Collection to the local sec.-treas..	2.00

Total.....\$17.96

As belonging to Henry Mooney the lot No. 639, first range S. O. Bourg Louis:

Municipal and school taxes work in the road and fences.....	\$20.02
Collection to the sec.-treas.....	2.00

Total.....\$22.02

As belonging to Alfred Rochon the lot No. 6b, part 2; range Colbert:

Municipal taxes.....	\$ 1.28
School taxes.....	.53
Collection to the sec.-treas.....	2.00

Total.....\$ 3.81

As belonging to the succession Théophile Boivin, the No. 108, part in the superficies of the first range Bourg Louis:

Municipal taxes.....	\$ 0.63
School taxes.....	1.80
Collection to the sec.-treas.....	2.00

Total.....\$ 4.43

As belonging to Dme Pierre Bouffard the lot 414-24, part, one estate in the village of Saint Raymond:

Municipal taxes.....	\$ 1.80
School taxes.....	5.40
Collection to the sec.-treas.....	2.00

Total.....\$ 9.20

Comme appartenant à la succession Mathew Smith, le No 12; 1er rang (No 644 Cad.):
 Pour rente seigneuriale deux ans à \$4.47.....\$ 8.94
 Sur le No 17, 1er rang No 638 Cad., trois ans de rente seigneuriales à \$4.80.....\$14.46

Total.....\$23.34

Comme appartenant à M. Matt. Smith, Pont-Rouge, une terre évaluée à \$200, portant le No 644, cadastre de la paroisse de Saint-Raymond:

à \$1.10 par cent.....\$ 2.20
 Taxes scolaires..... 2.20
 Arrérages..... 4.40

Avis et collection..... .60

Total.....\$ 9.40

Saint-Basile

Comme appartenant aux héritiers de feu William Shanaham un lot de terre situé dans la concession Saint-Charles, No 177 du cadastre de Saint-Basile, contenant en superficie quatre-vingt arpents soixante-deux perches, 80.62:

Taxes municipales.....\$17.55
 " scolaires..... 2.85
 Frais d'avis..... 2.00

Total.....\$22.40

Sainte-Jeanne-de-Neuville.

Comme appartenant à Barnabé Girard, le lot No 375:

Taxes municipales.....\$.33
 " scolaires..... .30

Total.....\$.63

Comme appartenant à Fred. B. Poulin, le lot No 53:

Taxes municipales.....\$ 7.72
 " scolaires..... 8.50
 Collection..... 1.40

Total.....\$17.62

Notre-Dame de Portneuf.

Comme appartenant aux héritiers de Dme Narcisse Descarreau, une maison, connue sous le No 91 du cadastre officiel pour la paroisse de Notre-Dame de Portneuf:

Taxes scolaires.....\$ 1.59
 Intérêt..... .09

Total.....\$ 1.68

Par M. Nap. Marcotte, sec.-trés. de la paroisse de Portneuf, même No que ci-dessus:

Taxes municipales 1914.....\$ 1.05
 Arrérages..... 1.40
 Intérêt..... .13
 Rente d'hiver 1913-14..... .09

Total.....\$ 2.67

Saint-Rémi du Lac aux Sables.

Un immeuble appartenant à B. H. Rompré de Saint-Ubal, portant le No 29, partie du cadastre de la paroisse de Saint-Rémi du Lac aux Sables, dans le rang Block B, seigneurie des Grondines:

As belonging to succession Mathew Smith, the No. 12; first range (No. 644) Cad. :

For seigniority rent two years at \$4.47.....\$ 8.94

On No. 17, first range (No. 638 Cad), three years seigniority rent at \$4.80.....\$14.40

Total.....\$23.34

As belonging to M. Matt. Smith, Pont Rouge, one land evaluated to \$200, being the No. 644 cadastre of the parish of Saint Raymond:

At \$1.10 per cent.....\$ 2.20
 School taxes..... 2.20
 Arrears..... 4.40

Collection and advice to the sec-treas. of Bourg Louis Mr. R. Tobby..... .60

Total.....\$ 9.40

Saint-Basile.

As belonging to the heirs Willaim Shanaham, a lot of land situated in the range of Saint Charles, being the No. 177, cad. of Saint Basile, containing in superficies eighty arpent and sixty two perches 80.62:

Municipal taxes.....\$17.50
 School taxes 2.85
 Collection and notice..... 2.00

Total.....\$22.40

Sainte-Jeanne de Neuville.

As belonging to Barnabé Girard, the lot No. 375:

Municipal taxes.....\$.33
 School taxes..... .30

Total.....\$.63

As belonging to Fred. B. Poulin, the lot No. 53:

Municipal taxes.....\$ 7.72
 School taxes 8.50
 Collection..... 1.40

Total.....\$17.62

Notre Dame de Portneuf Village

As belonging to the heirs of Dme Narcisse Descarreau, a house known as the No. 91, Cad. for the parish of Notre Dame de Portneuf:

School taxes\$ 1.59
 Interest..... .09

Total.....\$ 1.68

By Mr. Nap. Marcotte sec.-treas. of the parish of Portneuf:

Municipal taxes 1914.....\$ 1.05
 Arrears..... 1.40
 Interest..... .13
 Winter roads 1913-14..... .09

Total.....\$ 2.67

Saint Rémi du Lac aux Sables

As belonging to B. H. Rompré, of the parish of Saint Ubal, a property being the part of lot No. 29, cadastre of the parish of Saint Rémi du lac aux Sables, in the range Block B, Seigniority of Les Grondines:

Taxes municipales dues.....	\$ 2.70
Frais chemins.....	1.00
" clôtures.....	1.50
Taxes scolaires.....	3.81
Frais d'avis.....	0.25

Total.....\$ 9.26

Un immeuble faisant partie du lot No 29 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Rémi du Lac aux Sables, rang Block B, de la seigneurie des Grondines, appartenant à Sieur B. H. Rompré de Saint-Ubald:

Taxes municipales.....	\$ 2.89
Frais de chemins.....	1.00
Frais de clôtures.....	1.50
Taxes scolaires.....	4.68
Frais d'avis.....	.25

Total.....\$10.32

Un immeuble faisant partie du lot No 24 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Rémi dans le 3ème rang, S. O., du canton Chavigny, appartenant à B. H. Rompré de Saint-Ubald:

Taxes municipales.....	\$ 1.92
Frais de chemin.....	.98
Taxes scolaires.....	3.81
Frais d'avis.....	.25

Total.....\$ 6.96

Un lot de terre portant le lot No 17 du cadastre officiel de la paroisse Saint-Rémi dans le 3e rang S. O., du canton Chavigny, propriétaire inconnu:

Taxes municipales.....	\$ 4.76
" scolaires.....	1.91

Total.....\$ 6.67

Deux lots de terres portant les Nos 15 et 16 du cadastre officiel de la paroisse Saint-Rémi dans le 3e rang S. O., du canton Chavigny dont le propriétaire est inconnu:

Taxes municipales.....	\$ 8.48
" scolaires.....	6.44

Total.....\$14.92

Deux lots de terre portant les Nos 26 et 27 du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Rémi dans le premier rang S. O. du canton Chavigny dont le propriétaire est inconnu:

Taxes municipales dues.....	\$ 8.44
" scolaires.....	8.33

Total.....\$16.77

Saint-Jean-Baptiste les Ecureuils.

Comme appartenant à Donat Pérusse, le No 10-78, un emplacement:

Taxes municipales et spéciales.....	\$ 1.95
Arrérages 1913.....	1.05
Frais de collection et avis.....	2.00

Total.....\$ 5.00

Par le secrétaire corporation:

Scolaire 1913-14, arrérages.....	.90
" 1914-15, dues.....	.90
Frais d'avis et collection.....	1.00

Total.....\$ 7.80

Comme appartenant à un nommé Lefebvre, un emplacement portant le No ou près de ce No 105b du cad. officiel de la paroisse Saint-Jean-Baptiste-Les-Ecureuils:

Taxes municipales et arrérages... \$	5.48
Frais de collection et d'avis.....	2.00

Total.....\$ 7.48

Municipal taxes.....	\$ 2.70
Cost of roads.....	1.00
Cost of Fences (special taxes)....	1.50
Cost of advice.....	0.25
School taxes.....	3.81

Total.....\$ 9.26

As belonging to B. H. Rompré, of the parish of Saint Ubald, a property being the part of lot No. 29, cadastre, of the parish of Saint Rémi du Lac aux Sables, range Block B, seigniory of Les Grondines:

Municipal taxes.....	\$ 2.89
Cost of maintenance of road.....	1.00
Cost of maintenance of fence....	1.50
School taxes.....	4.68
Cost of advice.....	0.25

Totals.....\$10.32

As belonging to B. H. Rompré of the parish of Saint Ubald, a property beeing the part of lot No. 24 cad. of the parish of Saint Rémi in the third range, S. O., township Chavigny:

Municipal taxes.....	\$ 1.92
Maintenance of the roads.....	.98
School taxes.....	3.81
Cost of advice.....	.25

Total.....\$ 6.96

As belonging of an unknown a lot of land beeing the lot No. 17, cad. of the parish of Saint Rémi in the 3rd range S. O., township Chavigny:

Municipal taxes.....	\$ 4.76
School taxes.....	1.91

Total.....\$ 6.67

As belonging of an unknown two lots of lands being the Nos. 15 and 16 in third range S. O., township Chavigny:

Municipal taxes.....	\$ 8.48
School taxes.....	6.44

Total.....\$14.92

As belonging to an unknown two lots of lands beeing the Nos. 26 and 27 of official cad., of the parish of Saint Rémi in the first range S. O., township Chavigny:

Municipal taxes.....	\$ 8.44
School taxes.....	8.33

Total.....\$16.77

Saint Jean Baptiste Les Ecureuils

As belonging to Donat Pérusse, a part of lot 10-78 a mill lot:

Municipal and special taxes.....	\$ 1.95
Arrears 1913.....	1.05
Collection and advice.....	2.00

\$ 5.00

By the Sec.-treas. of school:

School taxes 1913-14 arrears.....	.90
" " 1914-15 ".....	.90
Advice and collection.....	1.00

Total.....\$ 7.80

As belonging to a named Lefebvre one mill lot beeing the or near the part of No. 105b-78 official cad. of the parish of Saint Jean Baptiste Les Ecureuils:

Municipal taxes and arrears.....	\$ 5.48
Collection and advice.....	2.00

Total.....\$ 7.48

Par le secrétaire de la corporation scolaire:

Arrérages 1913-14.....	\$ 1.65
Dues 1914-15.....	1.65
Frais de collection d'avis.....	1.00

Total.....\$11.78

Sainte-Catherine.

Comme appartenant à Georges Parker, un lot situé dans la 3e concession étant le No 205 du cadastre contenant en superficie cent huit arpents 90 perches:

Taxes municipales.....	\$ 3.83
" scolaires.....	11.23

Total.....\$15.06

Comme appartenant à l'héritier John McLaughlin, un lot situé dans la 7e concession portant le No 635, mesurant en superficie 90 arpents:

Taxes municipales.....	\$ 8.50
" scolaires.....	1.60

Total.....\$10.60

Comme appartenant à Johnny Paquet un lot situé dans la 8e concession portant le No 490, mesurant en superficie 19 arpents 80 perches:

Taxes municipales.....	\$ 4.90
" scolaires.....	6.31

Total.....\$11.21

Comme appartenant à un M. Paquet, un lot situé dans la 7e concession portant le No 508 mesurant en superficie 60 arpents:

Taxes municipales.....	\$11.90
------------------------	---------

Donné à Saint-Jean-Baptiste Les Ecureuils, ce 2 janvier 1915.

LEONIDAS DUSSAULT,
135-2-2 Sec.-trés. C. M. C. de Portneuf.

CORPORATION DE LA VILLE DE
RICHMOND

DISTRICT DE SAINT-FRANÇOIS.

Avis public est par le présent donné par E. F. Cleveland, secrétaire-trésorier de la Corporation de la ville de Richmond, dans la province de Québec, que les terres ci-après mentionnées seront vendues par encan public dans mon bureau LUNDI, le PREMIER jour de MARS prochain (1915), à DIX heures de l'avant-midi, pour taxes municipales et scolaires et autres charges dues sur icelles conformément à la charte de la ville (Québec, 1 Edouard VII, chap. 50), à moins qu'elles soient payées avec les frais avant cette date, à savoir:

Le lot numéro 216 des plan et livre de renvoi du cadastre de la ville de Richmond—moins cependant et excepté cette partie d'icelui possédée et occupée par Alfred Tremblay.

Le dit lot numéro 216, comme appartenant à N. S. Bruno, Hugh Kearns et Edmond W. Tobin, propriétaire d'icelui.

Le montant dû dessus étant de \$500.85.

Bureau du Secrétaire-trésorier, Richmond, Que., janvier vingt-neuf, dix-neuf cent quatorze.

139-2-3
E. F. CLEVELAND,
Secrétaire-Trésorier.

By the sec.-treas. of school:

Arrears 1913-14.....	\$ 1.65
" 1914-15.....	1.65
Collection and advice.....	1.00

\$11.78

Sainte Catherine

As belonging to George Parker one lot being in the third range was the No. 205 of the cadastre of Sainte Catherine containing in superficies 108 arpents 90 perches:

Municipal taxes.....	\$ 3.83
School taxes.....	11.13

Totals.....\$15.06

As belonging to the heirs John McLaughlin, a lot being in the 7th range was the No. 635, containing in superficies 90 arpents:

Municipal taxes.....	\$ 8.50
School taxes.....	1.60

Totals.....\$10.10

As belonging to Johnny Paquet, one lot situated in the 8th range being the No. 490 containing in superficies 19 arpents 80 perches:

Municipal taxes.....	\$ 4.90
School taxes.....	6.31

Totals.....\$11.21

As belonging to Mr. Paquet one lot situated in the 7th range, being the No. 508 containing in superficies 60 arpents:

Municipal taxes.....	\$11.90
----------------------	---------

Given at Saint Jean Baptiste Les Ecureuils, this 2nd January, 1915.

LEONIDAS DUSSAULT,
136-2-2 Sec.-treas. M. C. C. of Portneuf.

CORPORATION OF THE TOWN OF
RICHMOND.

DISTRICT OF SAINT FRANCIS

Public notice is hereby given by E. F. Cleveland, Secretary Treasurer of the Corporation of the Town of Richmond, in the province of Quebec, that the lands hereinafter mentioned will be sold by Public Auction in my office on MONDAY, the FIRST day of MARCH next (1915), at TEN o'clock in the forenoon, for the municipal and school taxes and other charges due thereon, in conformity with the town Charter (Quebec 1 Edward VII, Chap. 50), unless the same be paid with costs before that date, to wit:

Lot number 216 on the Cadastral plan and book of reference of the town of Richmond—less however and reserving therefrom that portion thereof owned and occupied by Alfred Tremblay.

Said lot number 216, appearing to belong to N. S. Bruno, Hugh Kearns and Edmond W. Tobin, as Proprietors thereof.

The amount due thereon \$500.85.

Secretary Treasurer's Office, Richmond, Que., January twenty ninth, nineteen hundred and fourteen.

140-2-3
E. F. CLEVELAND,
Secretary Treasurer.

PROVINCE DE QUÉBEC.

MUNICIPALITE DU COMTE DE LABELLE.

Aux habitants de la susdite municipalité.

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, Joseph Robillard, M. D., secrétaire-trésorier, que les propriétés ci-après mentionnées seront vendues à l'enchère publique, en l'hôtel-de-ville, au village de Papineauville, lieu où le conseil de comté tient ses sessions MERCREDI, le TROISIEME jour du même mois de MARS, mil neuf cent quinze (1915), à DIX heures de l'avant-midi, pour les taxes municipales et scolaires et autres charges dues aux municipalités ci-après nommées sur les divers lots de terre ci-dessous désignés, à moins qu'elle ne soient payées, avec les frais, avant la vente.

PROVINCE OF QUEBEC.

MUNICIPALITY OF THE COUNTY OF LABELLE.

To the inhabitants of the aforesaid municipality.

Public notice is hereby given by the undersigned, Joseph Robillard, M. D., secretary treasurer, that the lots of lands hereinafter mentioned will be sold by public auction in the town hall, at the village of Papineauville, place where the sessions of the council are held, on WEDNESDAY, the THIRD day of MARCH, nineteen hundred and fifteen (1915), at TEN o'clock in the forenoon, for the municipal and scholar tax and other charges dues to the municipalities hereinafter named upon the several lots of land hereinafter described, unless the same be paid, with cost, before the sale.

Municipalité de Blake Bigelow Wells & McGill

Municipality of Blake Bigelow Wells & McGill

Nom du propriétaire Owners name	Lot	Rang Range	Superficies	Montant Amount
Félix Cyr Lefebvre.	1-2	2 Wells.....	200	\$ 10.24
Joseph Turpin.....	9	2 Wells.....	100	26.75
Olivier Turpin.....	21, 22, 23, 24	2 Wells.....	400	91.99
	Partie 5, borné au nord par lot 6, sud par Louis Caron, est par chemin public, ouest par lots vacants.—Part 5, bound north by lot 6, south by Louis Caron, east by public road, west by vacant lots.....		10	
Inconnu—Unknown.	Partie 6, borné au nord par Léon Duquette, sud par lot 5, est par chemin public, ouest par lots vacants.—Part 6, bounded north by Léon Duquette, south by lot 5, east by public road, west by vacant lots.....	3, McG 1.....		41.35
			20	

Municipalité de Mulgrave et Derry.

Municipality of Mulgrave and Derry.

Hans Hartwigan....	South ½ Sud 20	5, Derry.....	80	2.25
Dame—Mrs. F. S. Sherley.....	2.	2 Derry.....	100	10.90

Municipalité de Notre-Dame de Bonsecours.

Municipality of Notre Dame de Bonsecours.

Johnny Provost....	4979—5078	Fassett.....		8.26
--------------------	-----------	--------------	--	------

Municipalité de Turgeon.

Municipality of Turgeon.

Alexandre Anderson	10	2	100	49.47
Ancéus Dandurand.	26, 27	6	200	37.02

Municipalité de Hartwell et Preston.
Municipality of Hartwell and Preston.

Nom du propriétaire Owners name	Lot	Rang Range	Superficies	Montant Amount
Joseph Fournier (ou -or) John Rodger.	7	1, Preston...	40	\$ 1.52
George Chartrand (ou-or) W. Labrosse	36	4, Preston...	100	10.65
George Chartrand...	39	5, Preston...	40	6.72
X. Lefavre (ou-or) Jos. Brodeur (ou- or) George Char- trand	46	5, Preston...	160	21.38
Joseph Brodeur....	48	6, Preston...	70	12.93
Eugène Poulin....	49	6, Preston...	30	1.35

Municipalité de L'Ascension.
Municipality of L'Ascension.

Emile Willeumnier..	3	1, Mousseau.	72	33.21
Emile Willeumnier..	2	2, Mousseau.	100	
Vve-widow Ant. La- belle.....	20	5, Mousseau.	100	8.03
Albert Lafleur.....	Partie 26, borné au nord par Rivière Rouge, à l'est par le chemin allant à L'Annonciation.— Part 26, bounded north by River Rouge, east by road going to L'Annonciation.....	3, Lynch....	130 x 100 pds- feet.....	15.36
Albert Lafleur.....	Partie 25 entre Jos. Lavoie et J. W. Lecavalier, borné en front par le chemin allant à L'Annon- ciation.—Part 25, between Jos. Lavoie and J. V. Lecavalier, bounded in front by road going to L'Annonciation.....	3, Lynch....		11.94
Alfred Roch.....	Partie-Part 10	2, Mousseau.	83	19.57

Municipalité de La Minerve.
Municipality of La Minerve.

John Charrette....	2 Bâtisses—Buildings	1	100	56.98
--------------------	----------------------	---	-----	-------

Municipalité de Joly.
Municipality of Joly.

Thomas Brisson....	27, 28, 29 Bâtisses—Buildings.	G	250	314.31
--------------------	--------------------------------	---	-----	--------

Municipalité scolaire de L'Annonciation.
Scholar Municipality of L'Annonciation.

Ch.-Bor. Boileau... .	28 et—and 29	1, Marchand.	200	93.76
Daoust (one).....	32	1, Marchand.	100	10.91
Ch.-Bor. Boileau... .	19, 20	2, Marchand.	180	81.52
Delph. Brousseau... .	9, 10, 11, 12, 13	3, Marchand.	463	45.54
Alph. Boileau.....	39	3, Marchand.	73	44.96
Delphis Brousseau... .	13	4, Marchand.	76	9.95
Alph. Boileau.....	Pt. Ouest—West Pt. 50	S.-O. Rouge..	60	38.57

Municipalité scolaire de L'Annonciation.—Suite.
Scholar Municipality of L'Annonciation.—Continued.

Nom du propriétaire Owners name	Lot	Rang Range	Superficies	Montant Amount
Ch.-Bor. Boileau...	Pt. Ouest-West Pt. 51	S.-O. Rouge..	60	\$ 35.21
Ch.-Bor. Boileau...	¼ S.-O.-S.-W. 52	S.-O. Rouge..	44	31.46
Alph. Boileau.....	¼ N.-O.—N.-W. 52	S.-O. Rouge..	44	35.17
L. Daoust <i>al.</i> Octave Clément.....	79	N.-O. Rouge.	69	32.60
Philéas Morin.....	Pt. S.-E.—S.-E. Pt. 77	S.-E. Rouge..	96	13.37
Côme Payette.....	39	A	100	6.53
Ch.-Bor. Boileau...	50	A	98	14.60
La Banque des Mar- chands, Canada- Merchant's Bank Canada.....	Partie 47, village de L'Annonciation, borné au nord par P.-O. Giroux, au sud par D. Jérôme, à l'est par rue principale, à l'ouest par Joseph Beauchamp.—Part 47, village of L'Annonciation, bounded north by P. O. Giroux, south by D. Jérôme, east by Main street, west by Joseph Beauchamp.....	S.-O. Rouge..	66 x 100 pds.- feet.....	2.23
La Banque des Mar- chands, Canada- Merchant's Bank Canada.....	Partie 47, village de L'Annonciation, avec maison et dépendances borné à l'ouest par la rue principale, au sud par l'Œuvre et Fabrique de L'Annonciation, à l'est par C. P. R., au nord par M. Guay, J. Pinault et Jos. Beauchamp.—Part 47, village of L'Annonciation, with house and buildings, bounded west by main street, south by Œuvre and Fabrique of L'Annonciation, east by C. P. R., north by Mr. Guay, J. Pinault, and Jos. Beauchamp.....	S.-O. Rouge..	4	87.12
La Banque des Mar- chands, Canada- Merchants Bank, Canada.....	Partie 47, village de L'Annonciation, borné au nord par rue, à l'est par C. Labelle, au sud et à l'ouest par Creek Paquette.—Part 47, village of L'Annonciation, bounded north by a street, east by C. Labelle, south and west by Paquette Creek.....	S.-O. Rouge..	1	2.23
Vve—Widow Dosi- thée Boileau.....	Partie 48, village de l'Annonciation, borné à l'ouest par rue, au nord, par Vve Nap. Denis, à l'est et au sud par C. P. R.—Part 48, village of L'Annonciation, bounded west by street, north by Widow N. Denis, east and south by C. P. R.....	S.-O. Rouge..	60x50 p.-ft.	13.25
Alphonse Boileau...	Partie Est—East Part 50	S.-O. Rouge..	15 acres	22.94
Alphonse Boileau...	Partie 50, village de L'Annonciation borné à l'ouest par rue, nord par ruelle, est par C. P. R. sud, par L. Panneton.—Part 50, village of L'Annonciation, bounded west by street, north by lane, east by C. P. R., south by L. Panneton.....	S.-O. Rouge..	66x75 p.-ft.	30.27
Ch.-Bor. Boileau...	Partie Est—East Part 51	S.-O. Rouge..	15 acres	22.94
Alphonse Boileau...	Partie 51, village de L'Annonciation, borné à l'est par rue Principale, au sud par L. Neveu, au nord par P. H. Larose.—Part 51, village of L'Annonciation, bounded east by Main street, south by L. Neveu, north by L. H. Larose....	S.-O. Rouge..	66x100 p.-ft.	23.75
Ch.-Bor. Boileau...	Partie 51, village de L'Annonciation, borné à l'ouest par la rue Principale, au nord par Hudon & Orsali, à l'est par C. P. R., sud par A. Pharand.—Part 51, village of L'Annonciation, bounded west by main street, north by Hudon & Orsali, east by C. P. R. south by A. Pharand	S.-O. Rouge..	100x80 p.-ft.	31.47
Alph. Boileau.....	Partie N.-E.—N.-E. Part 52	S.-O. Rouge..	10 acres	11.24
Ch.-Bor. Boileau...	Partie S.-E.—S.-E. Part 52	S.-O. Rouge..	5 acres	8.55

Municipalité de Marchand.
Municipality of Marchand.

Nom du propriétaire Owners name	Lot	Rang Range	Superficies	Montant Amount
Jas. Fraser.....	6	2	100	\$ 19.14
Jas. Fraser.....	8	2	100	21.82
Aug. Villars.....	9	2	100	17.21
A. Chaboillez.....	16	S.-O.-S.-W.	170	30.58
John Seigleiski.....	14	N.-O.-N.-W.	100	12.32

Municipalité du Village de MonteBello.
Municipality of Village of MonteBello.

Dame, Mrs. L. N. Castonguay.....	207, 208, 209, 210	Des Cèdres..	240x680 p.-ft.	11.35
-------------------------------------	--------------------	--------------	----------------	-------

Municipalité du Village Labelle.
Municipalité of Village Labelle.

Ferdinand Thomas..	Partie 28 A. Joly, borné au nord par C. P. R., sud par une rue, est par J.-B. Berthiaume, ouest par une rue du Dépôt avec hangar.—Part 28 A. Joly, bounded north by C. P. R., south by a street, east by J.-B. Berthiaume, west by Railway Depot, with shed.....	A. Joly	40x75x325 pds.-feet	60.09
Urgel Roch.....	Partie 24 B, Joly, borné au front par Joseph Bezeau fils et des trois autres côtés par lot 24 B, avec habitations.—Part 24 B, Joly, bounded in front by Joseph Bezeau son, and on three other sides, by lot 24 B., with dwellings.....	A. Joly.....	100x200 pds.—feet.	30.94
J.-B. Dupré.....	Partie 26 B., Joly, borné en front par le chemin de La Minerve, en arrière par la rivière Rouge, à l'est par P. E. Forget, à l'ouest par Médéric D'Auphin avec habitations et dépendances.—Part 26 B. Joly, bounded in front by Minerve Road in rear by river Rouge, east by P. E. Forget, west by Médéric D'Auphin with dwellings and dependances.....	A. Joly.....	180x2255 pds.-feet.	82.03

Municipalité de Portland-Est.
Municipality of Portland-East.

Rév. J. Châtelain...	7	6	100	13.33
Rév. J. Châtelain...	1, 2, 3	9	300	25.57
John Tweedie.....	18, 19	8	200	45.35
Lamontagne & Bonhomme.....	6	3	200	36.05
J.A. Bisson.....	Parties 1b et 2a savoir: une lisière de 240 pieds sur toute la longueur du lot 1b, côté ouest et une lisière de 632 pieds sur toute la longueur du lot 2a, côté est.—Parts 1b et 2a, to wit: a strip of 240 feet on the full length of lot 1b, west side and a strip of 632 feet on the full length of lot 2a east side.....	100	100	23.85
F. A. Kraft.....	24	7	100	17.26
H. Mayerhoff.....	10a	4	100	24.75
John Burke.....	9	4	200	28.30

Donné à Thurso, ce 29 décembre 1914.
Given at Thurso, this 29th December, 1914.

J. ROBILLARD, M. D.
Secrétaire-trésorier.—Secretary treasurer.

PROVINCE DE QUÉBEC.

MUNICIPALITE DE LA SECONDE DIVISION DU COMTE DE MATANE

Avis public est par les présentes donné par Henri Lemarie, secrétaire-trésorier de la dite municipalité, que les terrains mentionnés seront vendus à l'enchère publique, dans la salle des sessions du conseil de la dite municipalité du comté, au chef-lieu, à Saint-Benoit-Joseph-Labre-d'Amqui, MERCREDI, le TROISIEME jour de MARS prochain, à DIX heures de l'avant-midi, à défaut de paiement des taxes municipales et scolaires et des frais encourus.

PROVINCE OF QUEBEC

MUNICIPALITY OF THE SECOND DIVISION OF THE COUNTY OF MATANE

Public notice is hereby given by Henri Lemarie, secretary-treasurer of the said municipality, that the lands hereafter designated shall be sold by public auction in the hall of sessions of the said county municipality, at its chief place, in Saint Benoit Joseph Labre d'Amqui, on WEDNESDAY, the THIRD day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon, on default of payment of municipal and school taxes and costs incurred.

Municipalité. Municipality.	Canton Township.	Rang Range.	No du lot. No. of lot.	Etendue. Area.	Noms des propriétaires. Names of proprietors.	Taxes municipales Municipal taxes.	Trav. de chemins Road Work.
Saint-Léon-le-Grand	Amqui	8	19	100 acres	La Cie Wallace et—and Robinson	\$5.70	
"	"	8	20	100 acres	" " " "	5.70	
"	"	8	21	100 acres	" " " "	5.70	131.01
"	"	8	22	100 acres	" " " "	5.70	175.00
"	"	8	23	100 acres	" " " "	5.70	175.00
"	"	8	24	100 acres	" " " "	7.13	125.00
"	Pinault	3	33	100 acres	" " " "	1.65	40.00
"	"	3	34	100 acres	" " " "	3.30	55.00
"	"	3	35	100 acres	" " " "	5.50	70.00
"	"	3	38	100 acres	" " " "	1.65	75.60
"	"	4	39	100 acres	" " " "	2.75	36.00

Résidence de la Cie à Waterloo, P. Q.—
Address of the Co., Waterloo, P. Q.

Donné à Saint-Jacques le Majeur de Causapsal, ce trente-unième jour de décembre 1914.

HENRI LEMARIE,

Sec.-Trés. conseil municipal de la seconde division du comté de Matane.

Given at Saint Jacques le Majeur de Causapsal, this thirty first day of December, 1914.

HENRI LEMARIE,

Sec.-Trea. of the municipal council of the second division of the county of Matane.

11 JAN 1915

PROVINCE DE QUÉBEC.

MUNICIPALITÉ DU COMTÉ D'IBERVILLE

Je, soussigné, J. E. Boivin, secrétaire-trésorier du conseil municipal du comté d'Iberville, donne par les présentes, avis public, que les terrains ci-après décrits seront vendus par encan public à la salle ordinaire du conseil, au palais de justice, dans la ville d'Iberville, MERCREDI, le TROISIÈME jour de MARS prochain (1915), à DIX heures de l'avant-midi, pour les cotisations et autres charges dues à la municipalité de la paroisse de Sainte-Brigide à moins qu'elles ne soient payées avec les frais encourus avant le jour de la vente, savoir:

PROVINCE OF QUEBEC.

MUNICIPALITY OF THE COUNTY OF IBERVILLE.

I, the undersigned, J. E. Boivin, secretary-treasurer of the municipal council of the county of Iberville, do hereby give public notice that the lands hereinafter mentioned, will be sold at public auction, at the court house in the town of Iberville, where the said council holds its session on THURSDAY the THIRD day of MARCH next (1915) at TEN o'clock in the forenoon, for the assessments and charges due, to the municipality of the parish of Sainte Brigide, unless the same be paid with the costs, before the day of the sale, to wit:

Dans la municipalité de la paroisse de Sainte-Brigide.

In the municipality of the parish of Sainte Brigide.

Noms du propriétaire. Names of the proprietor.	Numéro officiels. Official number.	Taxes municipales. Municipal Taxes.	Taxes scolaires. School taxes.	Travaux de cours d'eau. Works done on water courses.	Total.
J. W. Harris ou représentants— representatives.....	385, 386, 388, 389, 390, 391, 392, 356, 357, 375, 376, 377.....			177.17	177.17
J. W. Harris.....	385, 386, 388, 389			116.61	116.61
J. W. Harris & Peat Industries Co Ltd.....	P. 372, 373 et—and Nos. 374, 375, 376, 377, 391, 392, 356, 357.....			95.44 5.73	101.17
Peat Industries Co., Ltd.....	374, 372 & 373	0.38	0.71	9.58	10.67
J. W. Harris.....	385, 386, 388, 389, 390, 391, 392, 356, 357, 375, 376, 377.....	1.77	11.73		13.50
J. W. Harris.....	375, 376, 377, 391, 392			148.50	148.50
Ernest Lalanne.....	Partie—Part No. 123	4.54	3.92		8.46

J. E. BOIVIN,
Secrétaire-Trésorier.—Secretary Treasurer.
189-90—2-2

Saint-Alexandre, 2 janvier—2nd January, 1915.

PROVINCE DE QUÉBEC.

MUNICIPALITÉ DU COMTÉ DE BERTHIER

Avis public, est par les présentes donné, par Théodore Gervais, secrétaire-trésorier du conseil municipal du comté de Berthier, que les terrains ci-après décrits, seront vendus par encan public, au palais de justice de la ville de Berthier, MERCREDI, le TROISIÈME jour de MARS prochain (1915), à DIX heures du matin, à défaut du paiement des taxes municipales et scolaires dues sur iceux avec tous les frais encourus, à moins que le tout ne soit réglé avant la vente.

Municipalité de la paroisse de Saint-Charles de Mandeville.

1. Comme appartenant à Veuve J.-B. Rathier.
—Un terrain situé en la dite municipalité de Saint-Charles de Mandeville, connu et désigné au cadas-

PROVINCE OF QUEBEC.

MUNICIPALITY OF THE COUNTY OF BERTHIER

Public notice is hereby given by Theodore Gervais, secretary-treasurer, of the municipal council of the county of Berthier, that the lands hereinafter described, will be sold at public auction in the court house, of the town of Berthier, on WEDNESDAY, the THIRD day of the month of MARCH next, (1915), at TEN o'clock in the forenoon, in default of payment of municipal and school taxes due thereon with all costs incurred, unless the whole be settled before the sale.

Municipality of the parish of Saint Charles de Mandeville.

1. As belonging to Widow J. B. Rathier.—
A lot of land situate in the said municipality of Saint Charles de Mandeville, known and design-

11 JAN 1915

tre officiel pour la paroisse de Saint-Gabriel de Brandon, sous le numéro cent vingt (120).—

Taxes municipales.....\$2.70
Taxes scolaires..... 3.25
\$5.95

2. Comme appartenant à Israel Brissette.— Un terrain situé en la dite municipalité de Saint-Charles de Mandeville, connu et désigné, au cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Didace, sous le numéro quatre cent soixante-dix-huit(478).

Taxes municipales.....16.51
Taxes scolaires..... 2.40
\$18.91

3. Comme appartenant à Michel Bernéché.— Un terrain situé en la dite municipalité de Saint Charles de Mandeville, connu et désigné au cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Didace, sous le numéro quatre cent soixante-douze (472).

Taxes municipales..... 5.38
Taxes scolaires..... 0.60
\$5.98

Donné à Berthierville, ce deuxième jour du mois de janvier mil neuf cent quinze.

137—2-2 THEODORE GERVAIS,
Sec.-trés. C. M. C. B.

ated upon the official cadastre for the parish of Saint Gabriel de Brandon, under the number one hundred and twenty (120).

Municipal taxes.....\$2.70
School taxes..... 3.25
\$5.95

2. As belonging to Israel Brissette.—A lot of land situate in the said municipality of Saint Charles de Mandeville, known and designated upon the official cadastre for the parish of Saint-Didace, under the number four hundred and seventy-five (475).

Municipal taxes.....\$16.51
School taxes..... 2.40
18.91

3. As belonging to Michel Bernéché.—A lot of land situate in the said municipality of Saint Charles de Mandeville, known and designated upon the official cadastre of the parish of Saint Didace, under the number four hundred and seventy-two (472).

Municipal taxes.....\$5.38
School taxes..... 0.60
\$5.98

Given at Berthierville, this second day of the month of January, one thousand nine hundred and fifteen.

138—2-2 THEODORE GERVAIS,
Sec. Treas., M. C. C. of B.

PROVINCE DE QUÉBEC.

MUNICIPALITÉ DU COMTÉ DE L'ASSOMPTION.

Avis public est, par les présentes, donné par Jos. E. Duhamel, soussigné, secrétaire-trésorier du conseil de la municipalité susdite, que les terrains ci-après désignés seront vendus à l'enchère publique, MERCREDI, le TROISIEME jour de MARS prochain (1915), à DIX heures de l'avant-midi, au palais de justice, lieu des séances du conseil, dans la ville de L'Assomption, à défaut de paiement des taxes municipales ou scolaires dues sur les dits terrains et de tous frais encourus.

PROVINCE OF QUEBEC.

MUNICIPALITY OF THE COUNTY OF L'ASSOMPTION.

Public notice is hereby given by the undersigned Jos. E. Duhamel, secretary-treasurer of the municipality of the council of the county of L'Assomption, that the lands herein after mentioned will be sold by public auction, on WEDNESDAY, the THIRD day of MARCH next (1915) at TEN o'clock in the forenoon, in the court house, where the council holds its sittings in the town of L'Assomption, in default of payment of the municipal or school taxes for which they are liable with the costs incurred.

Municipalités. Municipalities.	Propriétaires. Proprietors.	Nos du cadastre. Cadastrers Numbers	Montants dûs. Amount due.
Ville-Town L'Assomption.....	Ludger Dubé.....	29	\$ 0.36
" "	Joseph Pelletier.....	352	\$ 2.63
Paroisse-Parish Lachenaie.....	Silva Monette.....	40	\$69.93
" Saint-Lin.....	Nicolas Bruneau.....	47,48	\$10.95
" "	Nicolas Bruneau.....	290, 291, 292	\$ 0.59
" "	Nicolas Bruneau.....	1850, 1851, 1852, 1854	\$58.86
" "	J.-Bte Dupré (Clément A).....	1694	\$39.29
" "	Max. Mont.....	1870	\$ 2.75

Donné à L'Assomption, ce quatrième jour de janvier, mil neuf cent quinze.
Given at L'Assomption, this fourth day of January, one thousand nine hundred and fifteen.

191—2-2 JOS. E. DUHAMEL,
Sec.-trés. C. M. C. de L'Assomption.—Sec.-Treas. M. C. C. of L'Assomption.

PROVINCE DE QUÉBEC.

MUNICIPALITÉ DU COMTÉ DE RICHMOND.

Avis public est par les présentes donné par moi, soussigné Percy Clare Duboyce, notaire et secrétaire-trésorier du conseil municipal du comté de Richmond, que MERCREDI, le TROISIEME jour du mois de MARS prochain 1915, à DIX heures du matin, au lieu ordinaire des sessions du dit conseil en le bureau du comté, au palais de justice, ville de Richmond, dit comté, les terrains ci-après désignés seront vendus à l'enchère, au rabais, à quiconque offrira de payer le montant des deniers à prélever y compris les frais faits, pour le moindre partie de chacun des dits terrains qui seront mis à l'enchère, à défaut de paiement, avant la vente, des taxes municipales et cotisations scolaires ci-après mentionnées et des frais encourus pour parvenir à la dite vente.

PROVINCE OF QUEBEC.

MUNICIPALITY OF THE COUNTY OF RICHMOND.

Public notice is by these presents given by me, the undersigned Percy Clare Duboyce, N. P., and secretary treasurer of the municipal council, for the county of Richmond, that on WEDNESDAY, the THIRD day of the month of MARCH next, 1915, at TEN of the clock in the forenoon, at my office in the court house in the town of Richmond, said county, the lands hereinafter described will be sold by public auction, in abating to whomsoever will offer to pay the amounts due on each lot including costs, for the least part of any lot auctioned, the whole in default of previous payment of said amounts due and the whole including the costs incurred leading up to this sale hereby advised.

Municipalité du canton de Shipton.—Municipality of the township of Shipton.

Propriétaire Proprietor.	No du cadastre. Cadastra lot.	Acres.	Taxes et frais. Taxes and costs.
Beauchesne, Medric.....	Lot No 4c rang—range 6.....		\$ 19.87
Boreham, Charles.....	Lot No 26g rang—range 4.....	3	1.88
Moore succession feu— Estate late A. G.....	Lot No 20b rang—range 6.....	40	8.27
Wilkie Austin.....	Lots Nos 9 A & 9 C rang—range 8.....	50	20.87

Municipalité du village de Danville.—Municipality of the village of Danville.

Brown, Henry E.....	Lots Nos 72 & 73.....	1-3-4	3.20
---------------------	-----------------------	-------	------

Municipalité de la partie nord du canton de Windsor.—Municipality of the north part of the township of Windsor.

Asselin, Joseph.....	La moitié du lot No 599 (½-21, in r. 8).—One half of lot No. 599 (½-21 in r. 8).....	100	14.02
----------------------	--	-----	-------

Municipalité scolaire du canton de Windsor.—School municipality of the township of Windsor.

Asselin Joseph.....	La moitié du lot No 599 (½-21 en r. 8).—One half of lot No. 599 (½-21 in r. 8).....	100	31.97
---------------------	---	-----	-------

Municipalité de Saint-George de Windsor.—Municipality of Saint George de Windsor.

Eusèbe Bisson.....	Lot No. 444.....	96	16.16
--------------------	------------------	----	-------

Municipalité scolaire de Saint-Georges de Windsor.—School municipality of Saint George de Windsor.

Eusèbe Bisson.....	Lot No 444.....	96	19.43
--------------------	-----------------	----	-------

Donné au palais de justice, Richmond, ce cinquième jour de janvier mil neuf cent quinze.
Given at the court house, Richmond, this fifth day of January, one thousand nine hundred and fifteen.

(Signed) P. C. DUBOYCE, N. P.
Secrétaire-trésorier.—Secretary treasurer.

A true copy.

Vraie copie.

P. C. DUBOYCE,
Secrétaire-trésorier.—Secretary treasurer.

PROVINCE DE QUÉBEC.

MUNICIPALITÉ DU COMTÉ D'ARGENTEUIL.

Avis public est par le présent donné par Gavin J. Walker, secrétaire-trésorier du conseil municipal du comté d'Argenteuil, que les lots et parties des lots de terre ci-après mentionnés, seront vendus par encan public, dans la salle d'audience, dans le palais de justice, dans la ville de Lachute, dans le dit comté d'Argenteuil, MERCREDI le TROISIEME jour de MARS prochain, à DIX heures de l'avant-midi, pour cotisations et frais dûs aux municipalités ci-après mentionnées, sur les divers lots ou parties de lots ci-après décrits, à moins que les dites taxes soient payées, avec les frais encourus, avant le jour de la vente.

Dans la municipalité du canton de Greenville et Augmentations.

Nom du propriétaire ou de l'occupant	Résident ou non résident	Rang	Numéro du lot ou partie de lot No du cadastre	Taxe muni- cipale	Taxe scolaire	Frais	Total
Succession Jos. Neagle.	Non résident.	1	Lot No 4c Greenville.....		3.00		3.00
Peter Moore.....	do	7	Lot No 12c Greenville.....	1.05	1.50	25	2.80

Dans la municipalité du canton de Harrington.

Richard Burns.....	Non résident.	9	½ sud du lot 5 } ½ nord du lot 6 }	20.88		32	21.20
Jefferson Sheffield..... ou représentant.....	Non résident.	4	½ sud de ½ nord du lot } No 19. 50 acres }	9.17		50	9.67
William Cook.....	Non résident.		Lot No 33.....	10.98			10.98
The Martin, heirs.....	Non résident.		Lot No 32.....	3.78			3.78

Dans la municipalité du canton de Gore.

Stanislas Laurin.....	Non résident.	2	½ sud 13b et 14a.....	44	1.36	24	2.05
Jos. Leister.....	Résident....	1	Lot No 9a.....	1.70	5.00	1.25	7.95
Henry Carruthers.....	do	2	Lot No 1a et 1b.....	6.07	21.37	1.25	28.69
Norman Woods.....	do	1	Lot No 2b } do } do } do }	5.47	18.25	1.25	24.97
La compagnie d'im- meubles Richelieu....	Non résident.	6	Lot 5b et 6a.....	1.80	6.80	25	8.85
John Bows.....	Résident....	3	Lot 7a.....	3.74	11.00	1.25	15.99

Dans la municipalité du canton de Wentworth.

Eugène Demarry.....	Non résident.	4	Lot No 22a.....	38.28	9.00		47.28
Wm McDonald.....	do	6	½ Nord No 1, No 26.....	9.30	5.06		14.36
Daniel McRae.....	do	6	½ sud lot No 26.....	3.35			3.35
Succession de feu C. E. Leclerc, (notaire).	do	8	Lot No 22a.....				
do	do	9	Lots Nos 21b et 22a et une pointe de terre dans Black Lake formant une partie du lot 21 dans le				
do		10	10ième rang, contenant trois arpents plus ou moins; borné sur un côté par un chemin et sur l'autre côté par le dit Black Lake.)	47.47	14.85		62.32
Jos. Lafontaine.....	Non résident.	11	Cette partie de la subdivision No 12, du lot No 6, dans le 11ième rang. Borné en front par le che- min public en arrière par le dit lot No 6 et sur un côté par la subdivi- sion No 13 du dit lot No 6 et sur l'autre côté par une partie de la dite subdivision No 12 appar- tenant à C. R. Clément.....	7.50	15.31		22.81

PROVINCE OF QUEBEC.

MUNICIPALITY OF THE COUNTY OF ARGENTEUIL.

Public notice is hereby given by Gavin J. Walker, secretary treasurer of the municipal council of the county of Argenteuil, that the lots and part of lots hereinafter mentioned will be sold by public auction in the court room in the court house building in the town of Lachute in the said county of Argenteuil on WEDNESDAY, the THIRD day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon, for assessments and charges due to the municipalities hereinafter mentioned upon the several lots on part of lots hereinafter described, unless the same be paid to me with costs before the day of sale.

In the municipality of the township of Grenville and Augmentation.

Name of owner or occupant	Resident or non resident		Lot or part thereof No. on cadastre.	Municipal Tax	School Tax	Costs	Total Amt.
Estate Jos. Neagle....	Non resident.	1	Lot No. 4c Grenville.....		3.00		3.00
Peter Moore.....	do	7	Lot No. 12b, Grenville.....	1.05	1.80	25	2.80

In the municipality of the township of Harrington.

Richard Burns.....	Non resident.	9	South $\frac{1}{2}$ of lot 5 and north $\frac{1}{2}$ of lot 6.	20.88		82	21.20
Jefferson Sheffield or representatives.....	Non resident.	4	South $\frac{1}{2}$ of north $\frac{1}{2}$ of lot No. 19, 50 acres.....	9.17		50	9.67

In the municipality of the village of Grenville.

William Cook.....	Non resident.		Lot No. 33.....	16.98			10.98
The Martin, heirs.....	do		Lot No. 22.....	3.78			3.78

In the municipality of the township of Gore.

Stanislas Lauzon.....	Non resident.	2	South $\frac{1}{2}$ 13b and 14a.....	44	1.36	25	2.05
Jos. Leister.....	Resident.....	1	Lot No. 9a.....	1.70	5.00	1.25	7.95
Henry Carruthers.....	do	2	Lot No. 1a and 1b.....	6.07	21.37	1.25	28.69
Norman Woods.....	do	1	Lot No. 2b				
do	do	2	Lot No. 2b	5.47	18.25	1.25	24.97
La compagnie d'immeubles Richelieu...	Non resident.	6	Lot 5b and 6a.....	1.80	6.80	25	8.85
John Bows.....	Résident.....	3	Lot 7a.....	3.74	11.00	1.25	15.99

In the municipality of the township of Wentworth.

Eugène Demarry.....	Non resident.	4	Lot No. 22a.....	38.28	9.00		47.28
Wm. McDonald.....	do	6	North $\frac{1}{2}$ Lot No. 26.....	9.30	5.06		14.36
Daniel McRae.....	do	6	South $\frac{1}{2}$ lot No. 26.....	3.35			3.35
Estate late C. E. Leclerc (notary).....	do	8	Lot No. 22a.....				
do		9	Lots Nos. 21b and 22a and a point of land in Black Lake forming part of lot 21 in the 10th range containing three arpents, more or less; bounded on one side by a road and on the other three sides by the said Black Lake.....	47.47	14.85		62.32
do		10					
Jos. Lafontaine.....	Non resident.		That part of the subdivision No. 12, of lot No. 6, in the 11th range bounded in front by the public road in rear by the said lot No. 6 and on one side by subdivision No. 13 of said lot No. 6 and on the other side by a part of said subdivision No. 12 belonging to C. R. Clément.....	7.50	15.31		22.81

Dans la municipalité du canton de Wentworth.—*Suite.*

Succession de feu Pierre Forget.....	Non résident.	11	Subdivisions officielles 5-22-23-24-26-27 du lot No 3, dans le 11ième rang.....	27.78	63.10	90.88

Dans la municipalité de la paroisse de Saint-Jérusalem d'Argenteuil.

1. Philias Alarie.....	Non résident.	.....	Lot No 1889.....	32.75	.....	.....	32.75
Fred K. Bélanger....	do	.....	Lots Nos 1870, 1871, 1872.....	4.50	.....	.....	4.50

3. Cette partie du lot No 1412 du cadastre; borné en front à l'ouest en partie par le chemin public et en partie par un chemin projeté à être ouvert dans une ligne parallèle avec la ligne est du dit lot, sur un côté au nord par une partie du dit lot appartenant à Peter C. Demers, sur l'autre côté au sud par cette partie du même lot appartenant à Cléophas Dumoulin, contenant en superficie cinq acres avec les bâtisses dessus érigées,—propriétaire Joseph Dumoulin, non-résident, montant dû pour les taxes municipales \$10.07.

Dans la municipalité du canton de Chatham.

1. Cette partie du lot No 755 du cadastre borné comme suit: au nord par le chemin entre le 7ième et 8ième rangs de Chatham à l'est par le chemin de traverse No 30 sud, au sud et à l'ouest par la partie restante du dit lot No 755 contenant à peu près une demi acre, plus ou moins, propriétaire John Jackson, résident, montant dû pour taxes municipales \$ 19.04
 Frais..... 4.80
 Total..... \$ 23.84

2. Les lots Nos 455 et 456 du cadastre et cette portion de la partie est du lot No 454 du cadastre, étant bornée au nord par les dits lots 455 et 456, à l'est par la ligne du bloc "C", 2ième rang, au sud par le premier rang du bloc "C", à l'ouest par le chemin de traverse No 11, propriétaire Octave Bonhomme, non résident
 Montant dû pour taxes municipales.. \$ 2.82
 Frais..... 56
 Total..... \$ 3.38

GAVIN J. WALKER,

Secrétaire-trésorier du conseil municipal du comté d'Argenteuil.

233

Lachute, 4 janvier 1915.

In the municipality of the township of Wentworth.

Estate late Pierre Forget.....	Non resident.	Official subdivisions 5-22-23-24-26— 27 of Lot No 6 in the 11th range.	27.78	63.10	90.88
--------------------------------	--------------------	---	-------	-------	-------

In the municipality of the parish of Saint-Jerusalem d'Argenteuil.

1. Philéas Alarie.	Non resident.	Lot No. 1889.....	32.75	.....	32.75
2. Fred K. Bélanger..	Non resident.	Lots Nos. 1870, 1871, 1872.	4.50	.....	4.50
3. That part of cadastral lot No. 1412; bounded on front to the west partly by the public road and partly by a projected road to be opened in a line parallel with the east line of said lot, on one side to the north by a part of the said lot belonging to Peter C. Demers, on the other side to the south by the part of the same lot belonging to Cleophas Dumoulon, containing in superficies five acres with buildings thereon erected, proprietor Joseph Dumoulon, non resident, amount due for municipal tax \$ 10.07.					

In the municipality of the township of Chatham.

1. That part of cadastral lot No. 755 bounded as follows, north by by-road between 7th and 8th ranges of Chatham, east by by-road No. 30 south, south and west by remaining portion of said lot No. 755 containing about one half acre more or less, proprietor John Jack son, resident, amount due for municipal Taxes. \$19.04
Costs..... 4.80
Total..... \$23.84
2. Cadastral lots No. 455 and 456 and that portion of the east part of cadastral lot No. 454, being bound on the north by said lots 455 and 456, east by east line of block "C", 2nd range, south by first range block "C", west by by-road No. 11, proprietor, Octave Bonhomme, non-resident, amount due for municipal Taxes.....\$ 2.82
Costs..... 56
Total..... \$3.38

GAVIN J. WALKER,
Sec. treas. mun. council Co. of Argenteuil.

Lachute, 4th January, 1915.

PROVINCE DE QUÉBEC.

BUREAU DU CONSEIL MUNICIPAL DU
COMTÉ DE COMPTON.

Je, par le présent, donne avis public que les terrains ci-après mentionnés seront vendus par encan public dans la salle du Conseil, à Cookshire, dans le comté de Compton, MERCREDI, le TROISIEME jour de MARS prochain, 1915, à DIX heures de l'avant-midi, pour les cotisations et charges dues aux municipalités sur les divers lots ou parties de lots ci-après mentionnés, à moins qu'elles ne soient payées, avec les frais, avant le jour de la vente sus-mentionné.

PROVINCE OF QUEBEC.

OFFICE OF THE MUNICIPAL COUNCIL OF
THE COUNTY OF COMPTON.

I hereby give public notice that the lands herein after mentioned will be sold by public auction, at the Council room in Cookshire, in the said county of Compton, on WEDNESDAY, the THIRD day of MARCH next, 1915, at TEN o'clock in the forenoon for the assessments and charges due to the municipalities hereinafter mentioned unless the same be paid with costs before the aforementioned day of sale.

Canton de Chesham, municipalité de Chesham.—Township of Chesham, municipality of Chesham.

Noms du propriétaire Name of owner.	Lot, No du cadastre Cadastre No. of lot.	Rang Range.	Acres	Taxes
Goulet Dumas.....	30	3	100	\$ 54.50
Carrière Joseph.....	38	3	100	16.13
Gauselin, Alfred.....	14	10	100	14.52
Gauselin, Alfred.....	15	10	100	12.02

Canton de Bury, municipalité de Bury.—Township of Bury, municipality of Bury.

McIver, Alexandre Lewis...	N. O. Ptie 63.—N. W. Pt. 63.	V. R.	64	25.00
Barter, Ernest L.....	20-30	V. R.	¼	38.45
McLeod, Angus J.....	N. O. Ptie 38.—N. W. Pt. 38.	5	46	21.27
Clark, Patrick.....	N. E. ½ 58	V. R.	57	103.40
"	62a	V. R.	92	
Brodeur, Louis.....	11-2	6	½	34.48
Hilliard, George.....	28a	9	73	370.18
"	28b	9	50	
"	29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40.....	9	1752	
"	S. E. ½ 41	9	67½	
"	S. E. Ptie—Pt. 22	10	96	

Canton d'Aukland, municipalité d'Aukland.—Township of Aukland, municipality of Aukland.

Hilliard, George.....	12-13a et-and 13b	6	281 Taxes d'église sur—Church dues on 22 R.A 54	64.76
"	S ½ 22	A		7.63
Boucher, Alfred.....	S. O. Ptie 22.—S. W. Pt. 22.	B	54	45.20
"	N. O. Ptie 22.—N. W. Pt. 22	B	54	
"	S. O. Ptie 23.—S. W. Pt. 23	B 54	54	
"	N. O. Ptie 23.—N. W. Pt. 23	B		

Canton de Newport, municipalité de Newport.—Township of Newport, municipality of Newport.

Pickford, John.....	S. ½ 12	2	100	14.45
Parent Irénée.....	x x Pt. 10k	6	½	9.13

x x.—Commençant à un point sur le côté nord-ouest du chemin allant à Levi Lyon's Mill, 34 pieds au sud-ouest du coin nord-est du dit lot; de là, 180 pieds vers le nord-ouest jusqu'au ruisseau; de là, s'étendant

vers le sud-ouest en suivant le ruisseau, 132 pieds de là vers le sud-est, 132 pieds au côté nord-ouest du dit chemin; de là, s'étendant vers le nord-est en suivant le dit côté nord-ouest du dit chemin 132 pieds à la place du commencement et contenant ce qu'il peut.—x.—Commencing at a point on the north westerly side of the road leading to Levi Lyon's Mill, 34 feet south westerly from the north eastern corner of the said lot; thence north westerly 180 feet to the brook; thence running south westerly in following the brook 132 feet; thence running south easterly 132 feet to the north westerly side of the said road; thence running north easterly in following the said north westerly side of the said road 132 feet to the place of commencement, and containing what it may.

Canton de Westbury, Municipalité de Westbury.—Township of Westbury, municipality of Westbury.

Noms du propriétaire. Name of owner.	Lot, No du cadastre. Cadastre, No. of ot.	Rang. Range.	Acres.	Taxes.
Briggs, H. A.....	8	4	140	16.80
"	9a	4	40	4.40
Robideau, Jos., jr.....	O. ½ 21a.—W. ½ 21a	1	50	13.30

Canton de Aukland, municipalité de Saint-Isidore d'Aukland.—Township of Aukland, municipality of Saint Isidore d'Aukland.

Hilliard, George.....	5	11	103	16.46
"	6	11	154½	24.76
"	7 et 8	7	432	68.28

Canton de Ditton, municipalité de Ditton et Clinton.—Township of Ditton, municipality of Ditton and Clinton.

Succession Boudreau — Boudreau estate.....	30	148	148	12.54
Crépeau, Charles.....	31		140	17.16
Hilliard, George.....	33		135	13.50
"	34		150	11.37
Saint-Denis, Joseph.....	37		104	10.43
Inconnu—Unknown.....	39		104	19.24
"	44		51	12.47
Hilliard, George.....	46		103	17.29
Lebel, Veuve—Widow C.....	O. ½ 62.—W. ½ 62		52	40.73
Archambault, Narcis.....	87-88		49	43.97
Forget, Jos.....	100		56	25.47
La Cie des Bassins Poulin...	Ptie—Pt. 167 x		¼	30.77
Morin, Cléophas.....	464		107	11.16
Hilliard, George.....	547-548		312	77.40

x.—Commencant à un point 143 pieds au sud de la ligne nord du lot et 120 pieds à l'est du côté nord-est du chemin conduisant de la Patrie à Scotstown, de là, 80 pieds vers le sud, de là, s'étendant à l'ouest à angles droits avec la première ligne 75 pieds au côté nord-est des dits chemins, de là, s'étendant au nord-ouest en suivant le dit côté nord du dit chemin à un point qui devrait donner au morceau de terre précédemment décrit une largeur de 80 pieds du nord au sud par la longueur du dit lot de l'est à l'ouest et s'étendant parallèlement 120 pieds avec la seconde ligne à la place du commencement, contenant ce qu'il peut.—x.—Commencing at a point 143 feet south of the north line of said lot and at 120 feet east of the north east side of the road leading from LaPatrie to Scotstown, thence, south 80 feet, thence running west at right angles with the first line 75 feet to the north east side of the said roads, thence running north west in following the said north side of said road to a point which would give to aforesaid described piece of land a width of 80 feet from north to south by the length of said lot from east to west and thence running east parallel with the second line 120 feet to place of commencement and containing what it may.

Je certifie par les présentes que l'état ci-dessus est conforme à l'original déposé dans les archives de mon bureau.

I hereby, certify the foregoing to be a true copy of the original remaining of record in my office.

A. ROSS,

Sec.-Trés. du Co. de Compton.—Sec.-Trea. Co. of Compton.

Bureau du conseil municipal du comté de Compton, Cookshire.

Office of the municipal council of the county of Compton, Cookshire.

4 janvier—4th January, 1915.

225-226-2-2

PROVINCE DE QUÉBEC.

MUNICIPALITÉ DU COMTÉ DE DRUMMOND.

Avis public.

Drummondville, 7 janvier 1915.

Avis public est par les présentes donné par moi Joseph Trefflé Caya, secrétaire-trésorier du conseil de cette municipalité, que les terrains ci-dessous mentionnés, seront vendus à l'enchère publique, dans le palais de justice à Drummondville susdit, étant le lieu où se tiennent les sessions du conseil de cette municipalité, le premier MERCREDI de MARS prochain, à DIX heures du matin, à défaut du paiement des taxes auxquelles ils sont affectés et des frais encourus.

PROVINCE OF QUEBEC.

MUNICIPALITY OF THE COUNTY OF DRUMMOND.

Public notice.

Drummondville, 7th January, 1915.

Public notice is hereby given by me Joseph Trefflé Caya, secretary treasurer, of the council of this municipality, the lands hereinafter mentioned, will be sold at public auction, in the court house at Drummondville aforesaid being the place where the sessions of the council of this municipality are held on the first WEDNESDAY, of the month of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon in default of the payment of the taxes for which they are liable and the costs incurred.

Municipalité scolaire de Durham-Sud—Canton de Durham.

School municipality of South-Durham.—Township of Durham.

Noms des propriétaires. Names of owners.	No du cadastre. Cadastral No.	Lot ou partie de lot. Lot or part of lot	Rang. Ranges	Etendue Extent	Montant dû. Amount due.
Dame Vve-Widow Julie Onge.....	653-654	borné par devant au S.O. par William Boisjoli, au N. par Chas St-Martin, au S. par Nap. Roi, derrière N.-E. par Xavier Caya—Bounded in front on S. W. by William Boisjoli on N. by Chas. St-Martin, on S. by Nap. Roi, in-rear, N.-E. by Xavier Caya	.....	100	31.15

Dans la municipalité scolaire de Saint-Lucien—Canton de Simpson.

In the school municipality of Saint Lucien—Township of Simpson.

Louis Chagnon.....	¼ N. N. ¼ 20	6	71	31.14
Louis Chagnon.....	¼ S. S. ¼ 20	6	142	47.13
Anastase Valois.....	¼ S. S. ¼ 22	6	96	20.75
Anastase Valois.....	¼ N. N. ¼ 26	6	92	26.91
Anastase Valois.....	Ptie. N.E. et N.-O.—Pt. N.-E. and N.-W. 26	6	1	28.21

Dans la municipalité de la paroisse de Notre-Dame du Bon-Conseil.—Canton de Wendover.

In the municipality of the parish of Notre Dame du Bon Conseil.—Township of Wendover.

Inconnu—Unknown.....	Extrémité S. O. de ¼ N. O.— Extremity S. W. of N. W. ¼ 6	11	30	21.30
----------------------	--	----	----	-------

Dans la municipalité de l'Avenir.—Canton de Wickham.

In the municipality of L'Avenir.—Township of Wickham.

Joseph Côté.....	25	.....	50	13.07
Joseph Côté.....	41-42	.....	50	26.15
Joseph Gagnon.....	161	.....	60	83.18

Ventes par le Shérif—Arthabaska

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir: } **DAME DELIMA**
No 340. } **RENE**, Deman-
deresse; contre **AMEDEE BOUCHER**, Défendeur.

Comme appartenant au défendeur:

Une terre faisant partie et étant prise sur la partie longitudinale nord-est du lot numéro trois du premier rang du canton de Horton dans la paroisse de Notre-Dame du Bon Conseil, connue et désignée au cadastre officiel des dits rangs et canton dans le dit comté de Drummond, comme faisant partie des numéros quinze, seize, dix-sept, dix-huit, dix-neuf, vingt, vingt-un et vingt-deux; borné en front au chemin public, entre le premier et le second rang de Horton, au sud-ouest, à Métal Aucoin, au nord-est à Joseph Houle ou représentants et en profondeur à Ovide Brouillard ou son représentant contenant quatre arpents et demi de largeur sur vingt-quatre arpents de longueur mesure anglaise—avec une maison y érigée.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Notre-Dame-du-Bon-Conseil, le DIXIEME jour de FEVRIER prochain 1915, à UNE heure de l'après-midi.

P. L. TOUSIGNANT,

Bureau du shérif, Shérif.
Arthabaska, 5 janvier 1915. 201—2-2
[Première publication, 9 janvier 1915.]

Ventes par le Shérif—Joliette

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Circuit.—District de Joliette.

Joliette, à savoir: } **CHARLES AUGUSTE**,
No 2286. } **GOULET**, commer-
çant, de la ville de Joliette, Demandeur; contre
ARTHUR PERREAULT, du même lieu, Défendeur.

Tous les droits de Arthur Perreault, le défendeur en cette cause, dans l'immeuble suivant, savoir:

Un lot de terre faisant partie du lot numéro cinq cent six (506), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la ville de Joliette, contenant quarante-trois pieds de front sur quatre-vingt pieds de profondeur, mesure anglaise; tenant d'un côté au dit Arthur Perreault, ou ayants-droits, de l'autre côté et en arrière au dit Charles Auguste Goulet, et en front à la rue Sainte-Suzanne—avec bâtisses dessus construites. A charge par l'acquéreur de payer d'ici au 4 décembre 1917 au dit C. A. Goulet, la somme de cent trente-quatre piastres (\$134.00) avec intérêt au taux de six pour cent par an à compter du premier juin 1914, à lui due en vertu d'un acte de vente du dit immeuble par le dit C. A. Goulet, au dit Arthur Perreault, passé le 4

Sheriff's Sales—Arthabaska

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Superior Court.—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit: } **DAME DELIMA**
No. 340. } **RENE**, Plaintiff;
against **AMEDEE BOUCHER**, Defendant.

As belonging to Defendant:

A land being part and taken off from the longitudinal nord east part of lot number three of the first range of the township of Horton, in the parish of Notre Dame du Bon Conseil, known and described on official cadastre as being part of numbers fifteen, sixteen, seventeen, eighteen, nineteen, twenty, twenty one and twenty two; bounded in front by public road, between the first and second range of Horton, south westly by Métal Aucoin, at north easterly by Joseph Houle or representatives and in depth by Ovide Brouillard or his representative, containing four arpents and a half in width by twenty four arpents in length english measure—with a house thereon erected.

To be sold at the parochial church door of Notre Dame du Bon Conseil, on the TENTH day of FEBRUARY next, 1915, at ONE o'clock in the afternoon.

P. L. TOUSIGNANT,

Sheriff's office, Shérif
Arthabaska, 5th January, 1915. 202—2-2
[First published, 9th January, 1915.]

Sheriff's Sales—Joliette

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Joliette.

Joliette, to wit: } **CHARLES AUGUSTE**
No. 2286. } **GOULET**, trader, of
the town of Joliette, Plaintiff; against **ARTHUR**
PERREAULT, of the same place, Defendant.

All the rights of Arthur Perreault, the defendant herein, in the following immoveable, to wit:

A lot of land forming part of the lot number five hundred and six (506) of the official cadastral plan and book of reference of the town of Joliette, containing forty three feet in front by eighty feet in depth, english measure; bounded on one side by the said Arthur Perreault, or his assigns, on the other side and in the rear by Charles Auguste Goulet, and in front by Sainte Suzanne street,—with the buildings erected thereon. The purchaser to pay between date of purchase and the 4th December, 1917, to the said C. A. Goulet, the sum of one hundred and thirty four (\$134.00) dollars with interest at the rate of six per cent per annum dating from the first June, 1914, due him in virtue of a deed of sale of the said immoveable by the said C. A. Goulet, to the said Arthur

décembre 1912, devant le décembre 1912, de notaire.

Pour être vendu au bureau du shérif, en la ville de Joliette, le VINGT-DEUXIEME jour de JANVIER prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

L. A. LAVALLEE,
Dép. shérif.
Bureau du shérif,
Joliette, 14 décembre 1914. 6521-2
[Première publication, 19 décembre 1914.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Joliette.

Joliette, à savoir: } **THE ROYAL BANK OF**
No 2648. } **CANADA**, corporation
légalement constituée, ayant son principal bureau
d'affaires en la cité et district de Montréal et
ayant aussi un bureau d'affaires en la ville de
Joliette, Demanderesse; contre **FABIEN VIN-**
CENT et **AVILA COUTU**, tous deux journaliers
de la ville de Joliette, Défendeurs;

Un terrain situé en la ville de Joliette, étant le
lot numéro 30-70 de la subdivision officielle du
lot numéro 30 des plan et livre de renvoi officiels
du cadastre de la ville de Joliet'e, contenant le
dit terrain, 45 pieds de largeur sur 149½ pieds de
profondeur, mesure anglaise—avec bâtisses dessus
construites.

Pour être vendu au bureau du shérif, en la ville
de Joliette, le VINGTIEME jour de JANVIER
prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

L. A. LAVALLEE,
Député shérif.
Bureau du shérif,
Joliette, 14 décembre 1914. 6523-2
[Première publication, 19 décembre 1914.]

Ventes par le Shérif—Montmagny

AVIS PUBLIC est par le présent donné que
les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés
ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux
respectifs tel que mentionné plus bas

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—Beauce.

Montmagny, à savoir: } **E. LZEAR DUCHES-**
No 1560. } **NEAU**, de Saint-
Cajetan, d'Armagh, Demandeur; contre **THO-**
MAS DOSTIE et **PHILIPPE GRONDIN**, de Saint-
Joseph de Beauce, Défendeur, et le dit
défendeur saisissant.

Les lots numéros trente et trente et un (30-31),
connus et désignés au cadastre officiel pour le
troisième rang du canton d'Armagh, dans le
comté de Bellechasse—avec les bâtisses dessus
construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la
paroisse de Saint-Cajetan d'Armagh, le VING-
TIEME jour de JANVIER prochain, 1915, à
DIX heures du matin.

GEO. ROY,
Shérif.
Bureau du shérif,
Montmagny, 16 décembre 1914. 6525-2
[Première publication, 19 décembre 1914.]

Ventes par le Shérif—Montréal

AVIS PUBLIC est par le présent donné que
les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés
ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux
respectifs tel que mentionné plus bas.

Perreault, executed on the 4th December,
1912, before C. R. H. Beaudoin, notary.

To be sold at the sheriff's office, in the town of
Joliette, on the TWENTY SECOND day of
JANUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

L. A. LAVALLEE,
Dep. Sheriff.
Sheriff's office,
Joliette, 14th December, 1914. 6522
[First published, 19th December 1914.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Joliette.

Joliette, to wit: } **THE ROYAL BANK OF**
No. 2648. } **CANADA**, a body po-
litic and corporate having its head office in the
city and district of Montreal, with a branch office
in the town of Joliette, Plaintiff; against **FABIEN**
VINCENT and **OVILA COUTU**, both laborers,
of the town of Joliette, Defendants.

A lot of land situate in the town of Joliette,
being the lot number 30-70 of the official subdivi-
sion of the lot number 30 of the official cadastral
plan and book of reference of the town of Jollette,
containing, the said lot, 45 feet in width by 149½
feet in depth, english measure—with the buildings
erected thereon.

To be sold at the sheriff's office, in the town of
Joliette, on the TWENTIETH day of JANUA-
RY next, at TEN o'clock in the forenoon.

L. A. LAVALLEE,
Dep. Sheriff.
Sheriff's office,
Joliette, 14th December, 1914. 6524
[First published, 19th December, 1914.]

Sheriff's Sales—Montmagny

PUBLIC NOTICE is hereby given that the
under-mentioned **LANDS** and **TENEMENTS**
have been seized, and will be sold at the respec-
tive times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—Beauce.

Montmagny, to wit: } **E. LZEAR DUCHES-**
No. 1560. } **NEAU**, of Saint
Cajetan d'Armagh, Plaintiff; against **THOMAS**
DOSTIE and **PHILIPPE GRONDIN**, of Saint
Joseph de Beauce, Defendant and the said defend-
ant, seizing:

The lots numbers thirty and thirty-one (30-31),
known and designatéd on the official cadastre
for the third range of the township of Armagh,
in the county of Bellechasse—with the buildings
erected thereon, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of
Saint Cajetan d'Armagh, on the TWENTIETH
day of JANUARY next, 1915, at TEN o'clock
in the forenoon.

GEO. ROY,
Sheriff.
Sheriff's office,
Montmagny, 16th December, 1914. 6526
[First published, 19th December, 1914.]

Sheriff's Sales—Montreal

PUBLIC NOTICE is hereby given that the
under-mentioned **LANDS** and **TENEMENTS**
have been seized, and will be sold at the respec-
tive times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **JOSEPH PAQUETTE**
No 1305. } Demandeur; contre
GEO.-W. SKILLEN, Défendeur.

Un emplacement vacant ayant front sur la rue Wiseman, en la ville d'Outremont, mesurant soixante et cinq pieds et six pouces de largeur sur cent dix pieds de profondeur, le tout plus ou moins, mesure anglaise, sans garantie de mesure précise, faisant partie du lot No douze, au plan de subdivision du lot No. trente-six, aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal. Le dit emplacement étant borné en front au nord-est par la rue Wiseman, au nord-ouest par la subdivision cent trois, au sud-est et sud-ouest par d'autres parties du dit lot No 12. La borne du dit terrain au sud-ouest étant déterminée par une ligne dont le point de départ serait la continuation de la ligne de subdivision entre les lots cent deux et cent trois, au dit plan de subdivision continuée sur toute la largeur de l'emplacement présentement décrit et parallèlement sur toute sa longueur à la ligne de la rue Wiseman.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le ONZIEME jour de FEVRIER prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif, Shérif.
Montréal, 29 décembre 1914. 199-2-2
[Première publication, 2 Janvier 1915.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour de Circuit.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **WILFRID F. TESSIER**
No 21085. } Demandeur; contre,
LOUIS PIERRE LAVOIE, Défendeur.

Un lot de terre situé dans le quartier Longue-Pointe, de la cité de Montréal, ayant front sur la rue Desmarreau, connu et désigné sous le numéro soixante et treize de la subdivision officielle du lot originaire numéro quatre cent trois (No 403-73), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Longue Pointe, contenant vingt-cinq pieds de largeur par cent deux pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins, avec l'usage en commun avec d'autres, dans les ruelles situées en arrière et à coté du dit lot—avec la maison et les autres dépendances sus-érigées et ensemble la partie du lot numéro soixante-quatorze de la subdivision officielle du lot numéro quatre cent trois (403 partie 74) sur laquelle repose le solage de la dite maison et consistant cette dite partie, en une lisière de terrain ayant la même dimension que le mur ou le solage de la dite maison, c'est-à-dire, huit pouces de largeur par trente six pieds de profondeur, étant la profondeur de la dite maison, et bornée comme suit: en front par la rue Desmarreau, en arrière et d'un côté par le résidu du lot 403-74 et de l'autre coté par le lot 403-72 des plan et livre de renvoi officiels susdits ainsi que le tout se trouve présentement—avec les circonstances et dépendances, le tout devant être vendu comme une seule et même exploitation.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-UNIEME jour de JANVIER prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du Shérif. Shérif.
Montréal, 16 décembre 1914. 6553-2
[Première publication, 19 décembre 1914.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal

Montreal, to wit: } **JOSEPH PAQUETTE**,
No. 1305. } Plaintiff; against GEO.
W. SKILLEN, Defendant.

A vacant emplacement fronting on Wiseman street, in the town of Outremont, measuring sixty five feet, six inches, in width by one hundred and ten feet in depth, the whole more or less, english measurements, without warranty as to precise measurements, forming part of the lot No. twelve upon the subdivision plan of the lot number thirty six of the official plan and book of reference of the parish of Montreal, the said emplacement being bounded in front to the north east by Wiseman street, on the north west by the subdivision one hundred and three, on the south east and south west by other portions of the said lot No 12, The south west boundary of the said land being fixed by a line the starting point whereof shall be the continuation of the division line between the lots one hundred and two and one hundred and three of the said subdivision plan, continued along the whole width of the emplacement herein described and running parallelly, for the whole length thereof, to the line of Wiseman street.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the ELEVENTH day of FEBRUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, 29th December, 1914. 200-2-2
[First published, 2nd January, 1915.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **WILFRID F. TESSIER**,
No. 21085. } Plaintiff; against,
LOUIS PIERRE LAVOIE, Defendant.

A lot of land situate in Longue Pointe Ward, of the city of Montreal, fronting on Desmarreau Street, known and designated under the number seventy-three of the official subdivision of the lot primitive number four hundred and three (No. 403-73) upon the official plan and book of reference of the Parish of Longue Pointe, containing twenty five feet in width by one hundred and two feet in depth, english measure, more or less, with the use, in common with others, of the lanes situate at the rear and side of said lot—with the house and other dependencies erected thereon, together with that part of lot number seventy four of the official subdivision of the lot number four hundred and three (403 part 74) upon which is erected the foundation wall of the said house, and consisting the said part, of a strip of land of the same dimension as the said foundation of said house, that is to say eight inches in width by thirty six feet in depth, being the depth of the said house and bounded as follows: in front by Desmarreau street, in the rear and on one side by the residue of the lot No. 403-74, and on the other side by the lot 403-72 of the aforesaid official plan and book of reference the whole in its present condition—with the circumstances and dependencies, the whole to be sold as the one and same plot.

To be sold at my office in the city of Montreal, on the TWENTY-FIRST day of JANUARY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's Office. Sheriff.
Montreal, 16th December, 1914. 6554
[First published, 19th December, 1914.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **C**ELINA MERCIER
No 2231. } et STEPHANIE
MERCIER, filles majeures et usant de leurs
droits, Demandereses; contre J. WILFRID LA-
VOIE, Défendeur.

Un emplacement sis et situé dans le quartier
Laurier de la cité de Montréal, connu et désigné
sous le numéro quinze cent cinquante neuf (1559)
de la subdivision du lot officiel numéro dix des
plan et livre de renvoi officiels du village incorporé
de la côte Saint-Louis, contenant trente-deux
pieds de front par soixante-dix pieds de profon-
deur, plus ou moins, mesure anglaise; borné en
front par l'avenue Henri Julien (ci-devant rue
Sanguinet)—avec les bâtisses dessus construites,
circonstances et dépendances, et portant les
numéros civiques 1868 et 1870 de la dite avenue
Henri Julien.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de
Montréal le VINGT-UNIEME jour de JAN-
VIER, prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du Shérif. Shérif.
Montréal, 16 décembre, 1914. 6555-2
[Première publication, 19 décembre 1914.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **A**BONDIUS GALAR-
No 3944. } NEAU, Deman-
deur; contre JOSEPH BREARD et EMILE
BREARD, Défendeurs et Demoiselle Athala
Tardif, fille majeure et usant de ses droits, mis-en-
cause et J. B. A. Tison, de Montréal, curateur
au délaissement.

Un lot de terre situé dans le quartier Saint-
Denis de la cité de Montréal, connu sous le
numéro vingt-deux de la subdivision du numéro
deux cent quatre-vingt-sept (287-22) aux plan et
livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-
Laurent, ledit lot borné en front par la rue La-
jeunesse.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de
Montréal, le VINGT-UNIEME jour de JAN-
VIER prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif, Shérif.
Montréal, 16 décembre 1914. 6557-2
[Première publication, 19 décembre 1914.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour Supérieure.—District d'Arthabaska

Montréal, à savoir: } **L**ANSOPHE NAULT,
No 112. } Demandeur; con-
te LA COMPAGNIE IMMOBILIERE OUEST
DE NOTRE DAME DE GRACE, Défenderesse.

Une terre connue et désignée comme étant le
lot numéro cent quarante-quatre (No 144), des
plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la
Pointe Claire; bornée en front par le chemin public
—avec bâtisses dessus érigées.

Pour être vendue à mon bureau, en la cité de
Montréal, le VINGT-DEUXIEME jour de
JANVIER prochain, à ONZE heures de l'avant-
midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif, Shérif.
Montréal, 16 décembre 1914. 6559-2
[Première publication, 19 décembre 1914.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **G**EORGES RABINO-
No 1885. } VITCH, Deman-
deur; contre JOSEPH BOULÉ, Défendeur, ac-
tuellement entre les mains de J. B. A. Tison,
curateur au délaissement fait par le dit défendeur.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **C**ELINA MERCIER
No. 2231. } and STEPHANIE
MERCIER, spinsters and in the full exercise of
their rights, Plaintiffs; against J. WILFRID
LAVOIE, Defendant.

An emplacement lying and situate in Laurier
Ward, of the city of Montreal, known and desi-
gnated under the number fifteen hundred and
fifty nine (1559) of the subdivision of the official
lot number ten, of the official plan and book of
reference of the incorporated village of Cote
Saint Louis, containing thirty two feet in front
by seventy feet in depth, more or less english
measure; bounded in front by Henri Julien Avenue
(heretofore) Sanguinet—Street) with the buildings
erected thereon, circumstances and dependen-
cies, and bearing the civic numbers 1868 and
1870 of the said Henri Julien Avenue.

To be sold at my office, in the city of Montreal,
on the TWENTY-FIRST day of JANUARY
next, at TWO o'clock in the afternoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's Office. Sheriff.
Montreal, 16th December, 1914. 6556
[First published, 19th December, 1914.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **A**BONDIUS GALAR-
No. 3944. } NEAU, Plaintiff; against
JOSEPH BREARD et EMILE BREARD,
Defendants and Miss Athala Tardif, spinster and
in the full exercise of her rights, *mis-en-cause*
and J. B. A. Tison, curator to the surrender.

A lot of land situate in Saint Denis ward, of the
city of Montreal, known under the number
twenty two of the subdivision of the number
two hundred and eighty seven (287-22) upon the
official plan and book of reference of the parish
of Saint Laurent, the said lot fronting on Lajeun-
esse street.

To be sold at my office, in the city of Montreal,
on the TWENTY FIRST day of JANUARY
next, at THREE o'clock in the afternoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, 16th December, 1914. 6558
[First published, 19th December, 1914.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court.—District of Arthabaska.

Montreal, to wit: } **L**ANSOPHE NAULT,
No. 112. } Plaintiff; against "LA
COMPAGNIE IMMOBILIERE OUEST DE
NOTRE-DAME DE GRACES, Defendant.

A land known and designated as being the lot
number one hundred and forty four (No. 144), of
the official plan and book of reference of the
parish of Pointe Claire; bounded in front by the
public road, — with the buildings erected thereon.

To be sold at my office, in the city of Montreal,
on the TWENTY SECOND day of JANUARY
next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, 16th December, 1914. 6560
[First published 19th, December, 1914.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **G**EORGES RABINO-
No. 1885. } VITCH, Plaintiff;
against, JOSEPH BOULÉ, Defendant, actually
in the hands of J. B. A. Tison, curator to the
surrender made by the said defendant.

Un emplacement composé: 1. D'un lot de terre sis et situé dans la ville de Maisonneuve, connu et désigné sous le numéro officiel deux cent cinquante-neuf de la subdivision officielle du lot originaire numéro quatorze (14-259) des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga; 2. Un lot de terre sis et situé dans la ville de Maisonneuve connu et désigné sous le numéro officiel deux cent cinquante-huit du lot originaire numéro quatorze (14-258) des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga moins cependant et sans comprendre six (6) pieds de largeur par toute la profondeur de ce dernier lot à distraire de sa partie sud-est par l'expropriation pour l'élargissement de la rue Lafontaine le dit immeuble tel que saisi contenant 94 pieds de front par 140 pieds de profondeur sans garanti de mesure précise; borné en front au sud-ouest par la rue Pie IX, au sud-est par la rue Lafontaine telle que élargie, le tout—avec les bâtisses dessus construites et portant les numéros civiques 403 à 419 de la dite rue Pie IX et 557 à 571 de la rue Lafontaine, et aussi avec droit de passage dans les ruelles avoisinant les dits lots et notamment les ruelles portant les numéros 14-275 et et 14-283 de la dite subdivision le tout tel qu'il se trouve actuellement — avec toutes les servitudes quelconques.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-DEUXIEME jour de JANVIER prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif, Montréal, 16 décembre 1914.
[Première publication, 19 décembre 1914.]

Shérif,
6561-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } LOUIS C. RIVARD,
No 3575. } Demandeur; contre
VOYAGEURS DE COMMERCE, LIMITEE,
corps politique et incorporé, ayant son principal bureau d'affaires en la cité de Montréal, Défendeurs.

Un terrain situé dans le quartier Saint-Louis, de la cité de Montréal, coin des rues Sherbrooke et Cadieux, comprenant la presque totalité du numéro vingt-deux de la subdivision officielle du lot numéro huit cent quatre-vingt-quatorze (No 894-22), aux plan et livre de renvoi officiels du dit quartier Saint-Louis, et une petite partie du numéro vingt et un de la même subdivision (No 894-21).

Ce terrain présentement vendu étant celui indiqué par une ligne rouge au plan qui a été annexé à la minute de l'acte de vente consenti par Madame A. Duperrault à Ferdinand Tremblay, devant Mtre C. E. Leclerc, N. P., le sept juillet mil huit cent quatre-vingt-dix-neuf, enregistré à Montréal est, le même jour, sous le No 48855;

Les seules parties du dit lot numéro vingt-deux qui ne sont pas comprises dans la présente vente étant la partie d'icelui couverte par une portion de mur de la maison de Madame A. Duperrault ou représentants, érigée sur le dit numéro vingt et un ainsi que la partie réservée à la profondeur du dit numéro vingt-deux, pour un passage à l'usage de cette dernière, ayant huit pieds de largeur sur toute la largeur du dit lot numéro vingt-deux à cet endroit.

La partie présentement vendue du dit lot numéro vingt-deux contenant trente pieds quatre pouces de largeur sur la rue Sherbrooke, vingt-cinq pieds et six pouces de largeur sur l'alignement du front de la maison appartenant à mada-

An emplacement composed of: 1. A lot of land lying and situate in the town of Maisonneuve, known and designated under the official number two hundred and fifty nine of the official subdivision of the lot original number fourteen (14-259) of the official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelaga; 2. A lot of land lying and situate in the town of Maisonneuve known and designated under the official number two hundred and fifty eight of the official subdivision of the lot original number fourteen (14-258) of the official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelaga save and except and not including six (6) feet in width by the whole depth of said lot to be taken from the south east part thereof by the expropriation for the widening of Lafontaine street the said immovable as seized containing 94 feet in front by 140 feet in depth, without warranty as to exact measurements; bounded in front to the south west by Pie IX street, on the south east, by Lafontaine street, as widened, the whole—with the buildings erected thereon and bearing the civic numbers 403 to 419 of said Pie IX street, and 557 to 571 of Lafontaine street, and also with a right of way in the adjoining lanes and specially the lanes bearing the numbers 14-275 and 14-283 of the said subdivision, the whole in its present condition — with all servitudes whatsoever.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY SECOND day of JANUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sherriff's office, Montréal, 16th December, 1914.
[First published, 19th December, 1914.]

Sheriff,
6562

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } LOUIS C. RIVARD,
No. 3575. } Plaintiff; against
"VOYAGEURS DE COMMERCE, LIMITEE",
a body politic and corporate, having its principal place of business in the city of Montreal, Defendant.

A parcel of land situate in Saint Louis ward, of the city of Montreal, corner of Sherbrooke and Cadieux streets, comprising almost the whole of lot number twenty two of the official subdivision of the lot number eight hundred and ninety four (894-22) upon the official plan and book of reference of said Saint Louis ward, and a small portion of lot number twenty-one on the same subdivision (No. 894-21).

The parcel of land presently sold being the one indicated by a red line upon the plan annexed to the minute of the deed of sale from Dame A. Duperrault to Ferdinand Tremblay, before C. E. Leclerc, Esq., N. P., dated the seventh July, one thousand eight hundred and ninety-nine, registered at Montreal east, the same day, under the No. 48855.

The only portions of said lot number twenty two not included in the present sale being the part thereof covered by a portion of the wall of the house of Dame A. Duperrault or representatives, erected upon the said number twenty one together with the portion reserved at the depth of said lot number twenty two, for a passage at the use of the latter, having eight feet in width by the whole width of said lot number twenty two at that place;

The portion of said lot number twenty two presently sold containing thirty feet four inches in with on Sherbrooke street, twenty five feet six inches in width upon the front alignment of the house belonging to Dame A. Duperrault or

me A. Duperrault ou à ses représentants, sur le dit lot numéro vingt-et-un, dix-sept pieds huit pouces de largeur dans l'alignement de l'arrière partie de la maison de Madame A. Duperrault ou représentants, érigée entre la rue Cadieux et le mur de sa maison, et de là, environ dix-huit pieds et six pouces entre les deux lots numéros vingt et un et vingt deux, et treize pieds et neuf pouces de largeur en arrière dans la ligne du passage de huit pieds ci-dessus mentionné, sur une profondeur de cent quarante et un pieds sur la rue Cadieux et de soixante et un pieds et six pouces dans la ligne voisine du dit lot numéro vingt et un, à partir de la rue Sherbrooke, jusqu'au front de la maison de Madame A. Duperrault ou représentants, érigée sur le dit lot numéro vingt et un, de là quarante-deux pieds et quatre pouces jusqu'à l'arrière ligne de la dite maison, propriété de cette dernière ou de ses représentants, et de là trente-huit pieds et six pouces jusqu'au dit passage.

Cette partie du dit lot numéro vingt-deux présentement vendue se trouvant par conséquent borné comme suit:

En front par la rue Sherbrooke, en arrière par le dit passage de huit pieds, réservé comme susdit, faisant partie du dit lot numéro vingt-deux, d'un côté par la rue Cadieux, et de l'autre côté, partie, c'est-à-dire en avant et en arrière de la maison de Madame A. Duperrault ou représentants, par des parties du lot numéro vingt et un et partie au centre par partie du dit lot numéro vingt-deux couverte par une partie de mur de la dite maison de Madame A. Duperrault.

La partie présentement vendue du dit lot numéro vingt et un, étant de forme triangulaire et contenant deux pouces de largeur dans la ligne du dit lot numéro vingt-deux immédiatement en arrière de la maison de Madame A. Duperrault ou représentants, sur le dit lot numéro vingt et un, pour s'éteindre à une distance d'environ vingt-quatre pieds dans la ligne de division entre les dits lots Nos 21 et 22 dans la direction du dit passage de huit pieds de largeur, cette lisière se trouvant être borné comme suit: d'un côté par une partie du dit lot numéro vingt-deux, à une extrémité, et de l'autre côté par partie du dit lot numéro vingt-un.

Tout le terrain présentement vendu formant une superficie de trente-trois mille cent cinquante-deux pieds; les dimensions ci-dessus étant à la mesure anglaise et plus ou moins, sans garantie de mesure précise.

Avec droit pour l'acquéreur de se servir mitoyennement du mur ou pignon sud-ouest de la maison de Madame A. Duperrault ou représentants, érigée sur le dit lot numéro vingt et un, sur toute son étendue—avec les maisons et bâtisses dessus érigées.

A distraire de l'immeuble sus vendu, le terrain cédé par le dit Ferdinand Tremblay, et spécifié dans un certain acte de vente consenti par ce dernier à Madame A. Duperrault, devant le dit M^{re} C. E. Leclerc, notaire, le sept d'août, mil huit cent quatre-vingt-dix-neuf, enregistré au dit bureau de Montréal-est, le seize août mil huit cent quatre-vingt-dix-neuf, sous le No 49008; l'acquéreur s'obligeant à se conformer à cet acte.

Ainsi que le tout se trouve présentement—avec les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes, attachées au dit immeuble.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-NEUVIEME jour de

representatives, upon the said lot number twenty one, seventeen feet, eight inches in width in the rear part alignment of the house of Dame A. Duperrault or representatives, erected between Cadieux street and the wall of her house, and thence, about eighteen feet six inches between the two lots numbers twenty one and twenty two, and thirteen feet, nine inches in width at the rear of the line of the above mentioned passage, by a depth of one hundred and forty one feet on Cadieux street and sixty one feet six inches on the line adjoining the said lot number twenty one, from Sherbrooke street, to the front of the house of Dame A. Duperrault or representatives, erected upon the said lot number twenty one, thence forty two feet, four inches to the rear line of said house, the property of the latter or representatives, and thence thirty eight feet six inches to the said passage;

That part of said lot number twenty two presently sold being consequently bounded as follows:

In front by Sherbrooke street, in the rear by the said passage of eight feet, reserved as aforesaid, forming part of the said lot number twenty two, on one side by Cadieux street, and on the other side, partly, that is to say in front and at the rear of the house of Dame A. Duperrault or representatives, by portions of the lot number twenty one and partly at the center, by part of said lot number twenty two covered by a part of the wall of the said house of Dame A. Duperrault.

The part of said lot number, twenty one presently sold, being of triangular outline and containing two inches in width on the line of said lot number twenty two immediately at the rear of the house of Dame A. Duperrault or representatives, upon the said lot number twenty one, to run out at a distance of about twenty four feet in the division line between the said lots Nos. 21 and 22, in the direction of the said passage of eight feet in width, the said strip being bounded as follows: on one side by a part of said lot number twenty two, at one end and on the other side by part of said lot number twenty one.

The whole of the parcel of land presently sold containing three thousand one hundred and fifty two feet in superficies; the above dimensions, being according to english measurements and more or less, without warranty as to exact measurements.

With the right in favor of the purchaser to utilize in common, the wall or south west gable end of the house of Dame A. Duperrault or representatives, erected upon the said lot number twenty one, the whole length thereof—with the house and buildings erected thereon;

To withdraw from the above immoveable sold, the land ceded by the said Ferdinand Tremblay and specified in a certain deed of sale from the latter to Dame A. Duperrault, before the said C. E. Leclerc, Esq., notary, on the seventh August, one thousand eight hundred and ninety nine, registered in the said office of Montreal east, on the sixteenth August, one thousand eight hundred and ninety nine, under the No. 49008; the purchaser accepting the conditions of such deed of sale.

The whole in its present condition—with the active and passive apparent and non apparent servitudes attached to the said immoveable.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY NINTH day of JANUARY

JANVIER prochain, à DIX heures de l'avant-midi. next, at TEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,
Bureau du shérif, Montréal, 23 décembre 1914.
[Première publication, 19 décembre 1914, est nulle.]
[Première publication, 26 décembre 1914.]

L. J. LEMIEUX,
Sheriff's office, Montreal, 23rd December, 1914.
[First published, 19th December, 1914, is null.]
[First published, 26th December, 1914.]

Ventes par le Shérif—Richelieu

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

MANDAT DU CURATEUR FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Richelieu.

Sorel, à savoir: } THE OGILVIE FLOUR
No 5614. } MILLS COMPAGNIE
LIMITEE, Demanderesse; vs DELPHIS CARDIN, Défendeur.

Un morceau de terre de forme irrégulière, situé sur la rue nommée Chemin du Chenal du Maine, en la cité de Sorel, étant une partie du lot numéro trois cent deux (ptie No 302), du cadastre officiel de la ville de Sorel, de quarante pieds de front sur quarante-neuf pieds de longueur à la ligne du côté nord-est, et sur une longueur de soixante-dix-neuf pieds à la ligne du côté sud-ouest, et de là prenant le dit terrain une largeur de quatre-vingt-neuf pieds sur quatre-vingt-dix-huit pieds, plus ou moins; tenant devant au dit chemin du Chenal du Maine et aux autres parties du dit lot No 302, appartenant à Michel Rajott et à Joseph Cournoyer, en arrière à autre partie du dit lot No 302, appartenant à Didace Guevremont, d'un côté au lot No 340, et d'autre côté au lot No 303 et à autre partie du dit lot No 302, appartenant au dit Joseph Cournoyer,—avec une maison, une boulangerie et autres bâtisses y érigées, ensemble un droit de passage du dit terrain au dit Chemin du Chenal du Maine, pris sur le lot voisin partie No 302, ayant sept pieds de largeur sur trente de longueur.

Pour être vendu au bureau du shérif, en la cité de Sorel, au palais de justice, le DIX-NEUVIEME jour du mois de JANVIER prochain 1915, à DIX heures de l'avant-midi.

JOS. G. LARIVIERE,

Bureau du shérif, Sorel, 14 décembre 1914.
[Première publication, 19 décembre 1914.]

Sheriff's Sales—Richelieu

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below

CURATOR'S WARRANT. FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Richelieu.

Sorel, to wit: } THE OGILVIE FLOUR
No. 5614. } MILLS COMPANY
LIMITED, Plaintiff; vs. DELPHIS CARDIN,
Defendant.

A parcel of land of irregular outline, situate upon the street called "Chemin du Chenal du Maine", in the city of Sorel, being part of the lot number three hundred and two (No. 302) of the official cadastre of the town of Sorel, of forty feet in front by forty nine feet in depth on the north east line, and seventy nine feet in depth on the south west line, thence measuring eighty nine feet in width by ninety eight feet, more or less; bounded in front by the said "Chemin du Chenal du Maine" and other parts of the said lot No. 302, belonging to Michel Rajott and Joseph Cournoyer, in the rear by other parts of said lot No. 302, belonging to Didace Guevremont, on one side by the lot No. 340, and on the other side by lot No. 303 and to another part of said lot No. 302, belonging to the said Joseph Cournoyer—with a house, a bakery and other buildings erected thereon, together with a right-of-way on the said land from the "Chemin du Chenal du Maine", on the lot adjacent to the part number No. 302, measuring seven feet in width by thirty feet in depth.

To be sold at the sheriff's office, in the city of Sorel, at the Court House, on the NINETEENTH day of JANUARY next, 1915, at TEN o'clock in the forenoon.

JOS. G. LARIVIERE,

Sheriff's office, Sorel, 14th December, 1914.
[First published, 19th December, 1914.]

Ventes par le Shérif—St-François

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

MANDAT DU CURATEUR FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Saint-François.

Saint-François, à savoir: } LA COMPAGNIE
No 192. } C. O. GENEST
& FILS, Demanderesse; contre A. NAPOLEON CLOUTIER, du village de Disraéli, dans le district de Saint-François commerçant, Défendeur et Moïse Allaire et Joseph F. Leblanc,

Sheriff's Sales—St. Francis.

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

CURATOR'S WARRANT. FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Saint Francis.

Saint Francis, to wit: } LA COMPAGNIE
No. 192. } C. O. GENEST
& FILS, Plaintiff; against A. NAPOLEON CLOUTIER, of the village of D'Israéli, in the district of Saint Francis, trader, Defendant, and Moïse Allaire and Joseph F. Leblanc, accoun-

comptables, de la cité de Sherbrooke, dit district, curateurs conjoints.

Saisi comme appartenant aux biens cédés par le dit défendeur:

Un certain morceau de terre connu et désigné comme faisant partie du lot de terre numéro vingt-neuf-trente-sept (p. 29-37) du sixième rang sur les plan et dans le livre de renvoi officiels du cadastre pour le canton de Garthby, de la contenance de cinquante-deux pieds de front, plus ou moins, sur toute la profondeur du lot; borné au front par le chemin de Lambton, d'un côté, à l'ouest au lot No vingt-neuf-trente-huit (No 29-38) du même rang de l'autre côté par le terrain de Gédéon Gagnon, et en arrière par la profondeur du lot—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Luce de D'Israéli, le NEUVIEME jour de FEVRIER prochain 1915, à DEUX heures de l'après-midi.

HENRY AYLNER,

Bureau du shérif, Shérif,
Sherbrooke, 5 janvier 1915. 207-2-2
[Première publication, 9 janvier 1915.]

tants, of the city of Sherbrooke, said district joint curators.

Seized as belonging to the property abandoned by the said Defendant.

That certain parcel of land known and designated as forming part of the lot of land number twenty nine-thirty seven (Pt. 29-37) of the sixth range, upon the official cadastral plan and book of reference for the township of Garthby containing fifty two feet in front, more or less, by the whole depth of the lot; bounded in front by Lambton road, on one side, to the west, by the lot number twenty nine-thirty eight (No. 29-38) of the same range, on the other side by the land of Gédéon Gagnon, and in the rear, by the depth of the lot—with the buildings erected thereon, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Sainte Luce de D'Israéli, on the NINTH day of FEBRUARY next, 1915, at TWO o'clock in the afternoon.

HENRY AYLNER,

Sheriff's office, Sheriff,
Sherbrooke, 5th January, 1915. 208-2-2
[First published, 9th January, 1915.]

Ventes par le Shérif—St-Hyacinthe

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Saint-Hyacinthe.

Saint-Hyacinthe, à savoir: } O DILON PA-
No 165. } RENT, De-

demandeur; contre PROSPER CHAPUT, Défendeur.

Avis est par le présent donné que la vente de l'immeuble saisi en cette cause, étant les lots Nos, quinze et seize (15-16) du cadastre de Saint-Liboire, qui devait avoir lieu, à dix heures A. M., le vingt-deuxième jour de décembre prochain (1914), aura lieu en même temps que la vente de l'immeuble situé sur le rang Saint-Henri, en la dite paroisse, portant le numéro quatorze (14) du cadastre de Saint-Liboire, d'un bloc, à la porte de l'église de la dite paroisse de Saint-Liboire, le DIX-NEUVIEME jour de JANVIER prochain (1915), à DIX heures de l'avant-midi.

JOS.-L. CORMIER,

Bureau du shérif, Shérif,
Saint-Hyacinthe, 15 décembre 1914. 6615-2
[Première publication, 19 décembre 1914.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.

Saint-Hyacinthe, à savoir: } PIERRE LOUIS
No 301. } LEFEBVRE,

Demandeur; contre ADOLPHE CHARRON, Défendeur.

Avis est par le présent donné que la vente des immeubles saisis en cette cause, étant une terre située sur le premier rang, formant p. 214 du cadastre de Saint-Denis, et une autre terre située au village de Saint-Denis, étant le résidu du dit lot No 214 du dit cadastre qui devait avoir lieu, à dix heures, A. M., le premier décembre dernier, à Saint-Denis, aura lieu à la porte de l'église de la dite paroisse de Saint-Denis, le ONZIEME jour

Sheriff's Sales—St. Hyacinth

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court.—District of Saint Hyacinth.

Saint Hyacinth, to wit: } O DILON PA-
No. 165. } RENT, Plaintiff;

against PROSPER CHAPUT, Defendant.

Notice is hereby given that the sale of the immoveable seized in this cause, being lots Nos. fifteen and sixteen (15 and 16) of the official cadastre of Saint Liboire, formerly announced to take place at ten o'clock, A. M., on the twenty second day of December next, (1914), will take place at the same time as an immoveable situate on the Saint Henry range, in said parish being lot No. fourteen (14) of the cadastre of Saint Liboire, d'un bloc, at the parochial church door of said parish of Saint Liboire, on the NINETEEN day of JANUARY next (1915), at TEN o'clock in the forenoon.

JOS.-L. CORMIER,

Sheriff's office, Sheriff,
Saint Hyacinth, 15th December, 1914. 6616
[First published, 15th December, 1914.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court.—District of Arthabaska.

Saint Hyacinth, to wit: } PIERRE LOUIS
No. 301. } LEFEBVRE,

Plaintiff; against ADOLPHE CHARRON, Defendant.

Notice is hereby given that the sale of the immoveables seized in this cause, being a land situate on the first range, being a part of lot No. 214 of the official cadastre of Saint Denis, and another land situate in the village of Saint Denis, being the residue of said lot No. 214 of said cadastre, formerly announced to take place at ten o'clock A. M., on the first day of December last, at Saint Denis, will take place at the parochial

de JANVIER prochain (1915), à DIX heures de l'avant-midi.

JOS.-L. CORMIER,

Bureau du shérif, Shérif.
Saint-Hyacinthe, 22 décembre 1914. 6719-2
[Première publication, 26 décembre 1914.]

church door of Saint Denis, on the ELEVENTH day of JANUARY next, (1915), at TEN o'clock in the forenoon.

JOS.-L. CORMIER,

Sheriff's office, Sheriff.
Saint Hyacinth, 22nd December, 1914. 6720
[First published, 26th December, 1914.]

Proc'amation

Canada,
Province de Québec.
[L. S.]

H. ARCHAMBEAULT.

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes,

A tous ceux qui ces présentes verront ou qu'elles peuvent concerner—SALUT:

PROCLAMATION.

LOMER GOUIN, Procureur Général. ATTENDU que le secrétaire des commissaires d'édmment nommés pour les fins du chapitre premier du titre neuf des Statuts refondus de la province de Québec, dans et pour le diocèse catholique romain de Québec, dans Notre province de Québec, tel que canoniquement reconnu et érigé par les autorités ecclésiastiques, a, sous l'autorité des dits statuts, transmis au lieutenant-gouverneur de Notre dite province de Québec, son certificat constatant qu'il n'a été déposé à son bureau aucune opposition à la reconnaissance du décret canonique de l'autorité ecclésiastique du dit diocèse et aussi le dit décret canonique dans lequel sont décrites et déterminées les limites et bornes qu'ils croient le plus convenable d'assigner à la paroisse de Saint-François d'Assise, dans le comté de Québec, dans le dit diocèse susdit, comme suit, savoir:

La paroisse de Saint-François d'Assise de Québec, est renfermée partie dans le comté de Québec-Est, partie dans le comté de Saint-Sauveur, et partie dans le comté de Québec; ses limites, en référence au numérotage des lots du cadastre officiel de Saint-Roch-Nord, et de ceux donnés comme provenant tout particulièrement de la paroisse de Saint-Charles de Charlesbourg, sont décrits comme suit, savoir:

Partant du coin sud du lot No 509-401, à l'intersection de l'alignement nord-ouest de la 6ième rue avec le côté nord-est de la 1ère avenue (ou chemin Charlesbourg), dans la subdivision de la "Quebec Land Company", de là, vers le nord-est, le sus-dit alignement, jusqu'à l'axe de la troisième avenue, ou ligne entre les lots primordiaux nos 508 et 509, puis successivement, le dit axe ou la dite ligne vers le nord-ouest, jusqu'à l'axe de la 9ième rue, cet axe vers le nord-est, jusqu'à l'axe de la quatrième avenue, ce dit axe vers le nord-ouest, jusqu'à l'axe de la 13ième rue, puis ce dernier axe vers le nord-est, jusqu'à la ligne nord-est du lot primordial no 508, et cette ligne vers le nord-ouest, ainsi que la ligne Sud-Ouest de chacun des lots Nos 547 et 566, qui lui fait suite, jusqu'à la ligne entre les lots primordiaux nos 722 et 723 de la paroisse de Saint-Charles de Charlesbourg; de là, vers le sud-ouest, cette ligne en dernier lieu mentionnée, jusqu'à l'alignement nord-est du chemin de Charlesbourg; puis vers le nord-ouest, cet alignement, jusqu'au prolon-

Proclamation

Canada,
Province of Québec.
[L. S.]

H. ARCHAMBEAULT.

GEORGE THE FIFTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India,

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,—GREETING:

PROCLAMATION.

LOMER GOUIN, Attorney General. WHEREAS the secretary to the duly appointed Commissioners for the purposes of chapter first of title nine of the revised Statutes of the Province of Quebec, in and for the Roman Catholic Diocese of Quebec, in Our Province of Quebec, canonically acknowledged and erected by the Ecclesiastical authorities, has, under the authority of the said Statutes transmitted to the Lieutenant Governor of Our said Province of Quebec, his certificate establishing that no opposition has been made to the civil recognition of the canonical decree of the Ecclesiastical authorities together with the canonical decree, by which they describe and declare the limits and boundaries which they think most expedient to be assigned to the parish of Saint François d'Assise, in the county of Quebec, in the said Roman Catholic Diocese of Quebec, to be as follows, that is to say:

The parish of Saint François d'Assise de Québec is enclosed partly in the county of Quebec East, partly in the county of Saint Sauveur, and partly in the county of Quebec; its limits, with reference to the numbering of the lots of the official cadastre of Saint Roch North, and of the lots especially mentioned as forming part of the parish of Saint Charles de Charlesbourg, are described as follows, to wit:

Starting from the south corner of the lot No. 509-401, at the intersection of the north west alinement of sixth street with the north east side of First Avenue (or Charlesbourg road), in the subdivision of the "Quebec Land Company", thence towards the north east, the aforesaid alinement, to the axis of Third Avenue or the line between primitive lot numbers 508 and 509, thence successively, the said axis or the said line towards the north west, to the axis of Ninth Street, said axis towards the north east, to the axis of Fourth Street, the said axis towards the north west, to the axis of Thirteenth Street, then this last axis towards the north east, to the north east line of primitive lot No. 508, and this line towards the north west, with the south west line of each of the lots Nos. 547 and 566, a prolongation thereof, to the line between primitive lot number 722 and 723 of the parish of Saint Charles de Charlesbourg; thence, towards the south west, the last mentioned line, to the north east alinement of Charlesbourg road, then

gement, en travers le dit chemin, de la ligne limitative entre la paroisse de Saint-Charles de Charlesbourg et celle de Saint-Roch-Nord; de là, vers le sud-ouest, le sus-dit prolongement et la dite ligne limitative elle-même, jusqu'à l'axe de la route de la savane, puis, vers le sud-est, ce dernier axe, jusqu'à l'axe du chemin des commissaires, et vers le nord-est, cet axe, jusqu'à l'axe de la 4^{ème} rue, dans la subdivision du domaine Lairer; de là, vers le sud-est, l'axe de la dite 4^{ème} rue prolongé, en travers les avenues Lamontagne et Leclerc, jusqu'à l'axe de la rivière Lairer, puis vers le nord-est, ce dernier axe, jusqu'au prolongement de l'axe de la rue Bougainville, dans la subdivision du "Parc Jacques-Cartier", et vers le sud-est, le prolongement en dernier lieu mentionné, et le dit axe de la rue Bougainville elle-même jusqu'à l'extrémité sud-est d'icelle rue; de là, vers le sud-est, une ligne droite traversant le Parc Jacques-Cartier et l'avenue du monument, jusqu'à la limite est de l'emplacement nommé "Monument Jacques-Cartier", puis cette limite est prolongée jusqu'à la ligne de basse marée, dans la rivière Saint-Charles; de là, dans des directions est et sud-est, la dite ligne de basse marée, jusqu'à un point, dans le lot numéro 440d, déterminé par le prolongement de l'alignement nord-ouest de la 6^{ème} rue en premier lieu mentionné, puis enfin, vers le nord-est, ce prolongement, en travers la grève à cet endroit et la première avenue (ou chemin de Charlesbourg), jusqu'au point de départ.

A CES CAUSES, Nous avons confirmé, établi et reconnu, et par les présentes confirmons, établissons et reconnaissons les limites et bornes de la paroisse de Saint-François-d'Assise ci-dessus décrites.

Et Nous avons ordonné et déclaré, et par les présentes ordonnons et déclarons que la paroisse de Saint-François d'Assise décrite comme susdit, sera une paroisse pour toutes les fins civiles en conformité des dispositions des susdits statuts.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec. **TEMOIN:** Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable **SIR HORACE ARCHAMBEAULT**, Chevalier, administrateur du gouvernement de Notre province de Québec.

En l'Hôtel du Gouvernement, de Notre province de Québec, à Québec, ce **TRENTIEME** jour de **DECEMBRE**, en l'année mil neuf cent quatorze, de l'ère chrétienne et de Notre règne la cinquième année.

Par ordre,

C. J. SIMARD,

Sous-secrétaire de la province

227

towards the north west, this alinement to the prolongation, across the said road, of the division line between the parish of Saint Charles de Charlesbourg and that of Saint Roch North; thence, towards the south west, the aforesaid prolongation and the said division line itself, to the axis of "Route de la Savane" thence, towards the south east, the last axis, to the axis of the road called "Chemin des Commissaires", and towards the Nord-East this axis to the axis of Fourth street, in the subdivision of Domaine Lairer; thence, towards the south east, the axis of the said Fourth Street prolonged across Lamontagne and Leclerc Avenues, to the axis of the Lairer River, then towards the north east, the last axis, to the prolongation of the axis of Bougainville street, in the subdivision of "Parc Jacques-Cartier", and towards the south east, this last mentioned prolongation and the said axis or Bougainville street itself to the south east, and thereof thence towards the south east a straight line across Parc Jacques-Cartier and Monument Avenue, to the east limit of the emplacement called "Monument Jacques-Cartier", then this limit prolonged to the low water mark of the Saint Charles River; thence, in easterly and south easterly directions, the said low water mark, to a point in the lot number 440d, fixed by the prolongation of the north west alinement of the Sixth Street, firstly mentioned, then finally, towards the north east, this prolongation, across the bank at that place and First Avenue (or Charlesbourg road) to the starting point.

NOW KNOW YE, that We have confirmed, established and recognized, and by these presents do confirm, establish and recognize the aforesaid limits and boundaries of the parish of Saint François d'Assise aforesaid.

And We have erected and declared, and by these presents erect and declare the said parish of Saint François d'Assise, to be a parish for all civil purposes, agreeably to the provisions of the aforesaid Statutes.

Of all which Our loving subjects, and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these our Letters to be made Patent, and the Great Seal of Our said Province of Quebec to be hereunto affixed: **WITNESS,** Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable **SIR HORACE ARCHAMBEAULT**, Knight, administrator of the Government of Our Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this **THIRTIETH** day of **DECEMBER**, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and fourteen, and in the fifth year of Our Reign.

By command,

C. J. SIMARD,

Deputy Provincial Secretary.

228

Avis du Gouvernement

AVIS

SYNDICAT D'ELEVAGE.

Avis est par le présent donné qu'un syndicat d'élevage a été constitué dans le comté de Saint-Hyacinthe, sous le nom de "Syndicat d'élevage de Sainte-Madeleine", avec sa principale place d'affaires dans la paroisse de Sainte Madeleine, dans le comté de Saint-Hyacinthe.

JOS. ED. CARON,
Ministre de l'Agriculture.

Québec, 30 décembre 1914. 127

La Compagnie "Gulf Trading Company Inc.", a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

Les pouvoirs donnés à la dite compagnie par sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature, créées en vertu des lois de la province de Québec, et sujettes aux formalités prescrites par les lois existantes de cette province.

La principale place d'affaires, dans la province, est à Montréal.

Son agent principal aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. Edward T. Mug, de Montréal.

C. J. SIMARD,
Sous-secrétaire de la province.

Québec, 30 décembre, 1914. 197

Avis public est par les présentes donné que le cercle agricole ci-après mentionné ayant transmis au Ministère de l'Agriculture la déclaration voulue par la loi, et s'étant conformé à toutes les exigences de l'article 1861 des Statuts Refondus de Québec, 1909, le soussigné autorise la formation de ce cercle qui est, par les présentes, constitué en corporation.

Dans le comté de Compton, le cercle ci-dessous est autorisé sous le nom suivant:

"Cercle Agricole de la municipalité du Village de Scotstown".

JOS. ED. CARON,
Ministre de l'Agriculture

Québec, 5 janvier 1915. 195

DEPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

1050.14. Québec, 7 janvier 1915.

Le surintendant donne avis qu'il a reçu une requête demandant de détacher de la municipalité scolaire de Côte Saint-François, dans le comté de Jacques-Cartier, dix arpents de terre en superficie du lot No 158 du cadastre officiel de la paroisse Saint-Laurent (endroit où est bâtie la maison de M. J. Lecavalier) et d'annexer ces dix arpents de terre à la municipalité scolaire de Haut de la Côte Saint-Louis, même comté.

235-2-2

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par l'administrateur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du trente décembre, 1914, constituant en corporation M.M. Ivon Riendeau, comptable, Melle M. E. R. Legendre, sténographe, Rupert M. Macaulay, gérant, Joseph P. Galibois, commis, de la cité de Québec, et J. E. Bédard, agent manufacturier, de Sherbrooke, dans les buts suivants:

De faire le commerce de gros ou de détail ou de gros et de détail dans toutes ses branches et

Government Notices

NOTICE

STOCK BREEDING SYNDICATE.

Notice is hereby given that a stock breeding syndicate has been constituted in the country of Saint Hyacinthe, under the name of "Syndicat d'élevage de Sainte Madeleine", with its chief place of business in the parish of Sainte Madeleine, in the county of Saint Hyacinthe.

JOS. ED. CARON,
Minister of Agriculture.

Quebec, 30th December, 1914. 128

The "Gulf Trading Company Inc.," has been authorized to do business in the province of Quebec.

The powers conferred on the said company by its charter, shall be limited to those granted to corporations of a like nature, created in virtue of the laws of the province of Quebec, and subject to the formalities prescribed by the laws now in force in this province.

Its chief place of business, in the province, is at Montreal.

Its principal agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. Edward T. Mug, of Montreal.

C. J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

Quebec, 30th December, 1914. 198

Public notice is hereby given that the farmers' club hereinafter mentioned, having transmitted to the Department of Agriculture the declaration required by law, and having complied all the provisions of article 1861 of the Revised Statutes of Québec, 1909, the undersigned authorizes the formation of such club, which is hereby constituted a corporation.

In the county of Compton, the following club is authorized under the following name, to wit:

"Farmers' Club of the Municipality of the Village of Scotstown.

JOS. ED. CARON,
Minister of Agriculture.

Quebec, 5th January, 1914. 196

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

1050.14. Québec, 7th January, 1915.

The Superintendent gives notice that application is made to detach from the school municipality of Cote Saint Francois, in the County of Jacques Cartier, ten arpents of land in superficies from the lot No. 158 of the official cadastre of the parish of Saint Laurent (the parcel on which is built the house of Mr J. Lecavalier) and to annex the said ten arpents of land to the school municipality of Haut de la Cote Saint Louis, said county.

236-2-2

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Administrator of the province of Québec, bearing date the thirtieth day of December, 1914, incorporating Ivon Riendeau, accountant, Miss M. E. R. Legendre, stenographer, Rupert M. Macaulay, manager, Joseph P. Galibois, clerk, of the city of Québec, and J. E. Bédard, manufacturer's agent of Sherbrooke, for the following purposes:

To carry on a wholesale and retail business in all branches and lines thereof and with the modes

lignes et avec les modes de paiement de la part de leurs clients qu'ils croiront les plus avantageux à leur commerce;

D'acheter, acquérir, posséder, vendre et manufacturer des marchandises de tous genres et de toutes descriptions, nécessaires pour les fins de leur commerce et négoce, et d'agir comme agent général pour des articles et produits manufacturés;

D'acheter acquérir, louer, posséder, échanger et vendre toutes propriétés mobilières et immobilières ou droits mobiliers et immobiliers quelconques dont la compagnie peut avoir besoin pour les fins de son commerce;

D'acquérir, louer et posséder le commerce et l'achalandage d'autres compagnies ou personnes;

D'agir comme agent ou courtier de marchands et manufactures pour la vente de marchandises et effets en rapport avec son commerce;

D'acheter, posséder, louer et vendre des immeubles, et de les diviser en lots;

D'emprunter et de prêter de l'argent;

De faire des emprunts de deniers sur le crédit de la compagnie;

De limiter ou d'augmenter le montant des emprunts à faire;

D'émettre des bons, obligations ou autres valeurs de la compagnie et de les donner en garantie ou les vendre pour les prix et sommes jugées convenables; mais nul tel bon, obligation ou autre valeur ne doit être pour une somme moindre que cent piastres;

D'hypothéquer ou de donner en garantie les biens immeubles de la compagnie ou donner en garantie ses biens meubles, ou de donner ces deux espèces de garantie pour assurer le paiement de tels bons, obligations ou autres valeurs, et de tous emprunts de deniers faits pour les fins de la compagnie;

De donner par l'entremise de ses officiers dûment autorisés, à un ou plusieurs fidéi commissaires, pour assurer le paiement des bons ou obligations, une hypothèque sur les immeubles de la compagnie, en mentionnant le montant et l'émission des bons ou obligations ainsi garantie; et cette hypothèque, après avoir été enregistrée, est une garantie valide en faveur des porteurs de ces bons ou obligations émis avant ou après la constitution de cette hypothèque;

D'agir comme agent de perception de deniers pour des compagnies, sociétés ou personnes, sous le nom de "La compagnie des magasins bleus, limitée", avec un fonds social de quarante neuf mille cinq cent piastres (\$49,500.00), divisé en quatre cent quatre vingt quinze (495) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce trentième jour de décembre, 1914.

C. J. SIMARD,

Sous-secrétaire de la province.

193-2-2

CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF.

Québec, 28 décembre, 1914.

Présent: L'Administrateur en Conseil.

Il est ordonné que les règlements ci-dessous soient adoptés conformément à la loi des ingénieurs stationnaires pour la Province de Québec, 4 Geo. V, C. 42, et la loi des Etablissements Industriels de Québec, arts. 3829 et suivants S. R. Q., 1909.

A. MORISSET,

Greffier Conseil Exécutif.

Règlements concernant l'examen des Ingénieurs Stationnaires.

1. Nul ne peut être admis à l'examen à moins

of payment from their customers which they may think most advantageous to their business;

To purchase, acquire, hold, sell and manufacture goods of all kinds and description necessary for their business and trade and to act as general agents for any manufactured articles and products;

To purchase, acquire, lease, hold, exchange and sell any moveable and immovable property moveable and immovable rights whatsoever which the company may require for its business purposes;

To acquire, lease and hold the business and goodwill of other companies or persons;

To act as agent or brokers for merchants or manufacturers for the sale of goods and wares, in connection with its business;

To purchase, hold, lease and sell immovables and subdivide the same into lots;

To borrow and loan monies;

To contract loans upon the credit of the company;

To limit or increase the amount of the loans to be made;

To issue bonds, obligations or other securities of the company and to pledge the same as security or sell the same for the price and amount deemed convenient; but no such bond, obligation or other securities to be for an amount less than one hundred dollars;

To hypothecate or pledge the immovable property of the company or pledge its moveable property, or to give both the above securities to guarantee the payment of such bonds, obligations or other securities, and of any loans of money made for the company's purposes;

To give through its officers duly authorized to one or more trustees, to guarantee the payment of the bonds or obligations, a hypothec upon the company immovables, mentioning the amount and the issue of the bonds or obligations thus guaranteed; and such hypothec, after due registration, shall be a legal guarantee in favor of the holders of such bonds or obligations issued before or after the constitution of such hypothec;

To act as agent for the collection of monies for companies, firms or persons, under the name of "La Compagnie des Magasins Bleus, Limitée", with a capital stock of forty nine thousand five hundred dollars (\$49,500.00), divided into four hundred and ninety five (495) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Québec.

Dated from the office of the provincial Secretary, this thirtieth day of December, 1914.

C. J. SIMARD,

Deputy Provincial Secretary.

194-2-2

EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER.

Québec, 28th December, 1914.

Present: The Administrator, in Council.

It is ordered that the hereunder regulations be adopted pursuant to the "Quebec, Stationery Engineers' Act", 4 Geo V, ch. 42, and the "Quebec Industrial Establishments' Act", article 3829 and following, R. S. Q., 1909.

A. MORISSET,

Clerk of the Executive Council.

Regulations relating to the examination of engineers.

1. No person shall be eligible for the examina-

d'être sujet britannique ou d'avoir résidé au Canada au moins durant un an. Tout certificat peut être révoqué ou suspendu par le Ministre, sur la recommandation du bureau des examinateurs.

2. Les ingénieurs, détenteurs de diplômes de compétence, devront continuer à s'enregistrer au bureau des examinateurs chaque année, avant le premier jour de mai, sur une formule imprimée fournie par le bureau, et tout ingénieur stationnaire négligeant ou omettant cette formalité n'aura pas droit de continuer à avoir charge d'une installation de la force motrice à moins d'une permission spéciale du bureau.

3. Aucune personne, ne possédant le certificat requis par la loi, ne pourra contrôler ou prendre charge d'une installation de la force motrice, sauf dans un cas d'urgence, et cela, pour une période n'excédant pas trente jours.

4. Les examinateurs pourront accorder un diplôme provisoire, pour une période n'excédant pas un an, à toute personne munie d'un certificat d'ingénieur stationnaire émis par un bureau d'examineurs ou toute autre autorité légalement constituée dans quelque'une des autres provinces du Canada.

5. Les diplômes devront toujours être affichés bien en vue dans la chambre de la chaudière ou celle du moteur dans laquelle le titulaire est employé, et toute omission de faire l'affichage du diplôme constituera une preuve *prima facie* du manque de qualification.

6. Ces règlements n'affectent pas les personnes chargées du soin d'une installation de la force motrice de moindre capacité que celle mentionnée dans le paragraphe deux de l'article 3866g de la loi.

Sont aussi exempts de l'application des règlements les personnes en charge des locomotives, des installations de la force motrice dans les bateaux à vapeur, non plus que dans les beurseries et fromageries.

Sont aussi exempts de l'application des règlements les constructeurs de moteurs ou entrepreneurs d'installation de la force motrice, ainsi que ceux qui sont employés à éprouver ou installer des chaudières.

7. Tout membre du bureau des examinateurs, sur présentation d'une autorisation par écrit signée par le Ministre, peut entrer partout où il a raison de croire qu'il y a une installation de la force motrice, et faire toute inspection nécessaire afin de lui permettre de s'assurer si les prescriptions de la loi sont observées.

8. Excepté dans le cas prévu par le paragraphe 3 des règlements, toute personne opérant une installation de la force motrice comme ingénieur en charge et non munie du diplôme requis par la loi, et toute personne qui l'emploi ou lui permet de fonctionner dans cette capacité, se rend passible de la pénalité prescrite par l'article 3866k de la loi des ingénieurs stationnaires.

9. Les inspecteurs des établissements industriels et des édifices publics de Québec pourront faire partie du bureau des examinateurs, afin d'aider à la mise en vigueur de la loi. Ils devront signaler aux examinateurs toutes les contraventions qui viendront à leur connaissance, et donner toutes les informations qu'ils pourront avoir concernant la conduite et les connaissances techniques des personnes possédant ou aspirant à obtenir un diplôme d'ingénieur.

10. L'article 36 du règlement concernant l'inspection des chaudières à vapeur visant l'examen qui pourrait être fait par les inspecteurs de chaudières attachés au département de l'inspection des Etablissements Industriels est annulé, et les inspecteurs de chaudières devront se confor-

tion unless he is a British Subject or has resided in Canada for at least one year. Every certificate may be revoked or suspended by the Minister, upon the recommendation of the Board of Examiners.

2. Every stationary engineer shall, during the continuance of his certificate, register with the Board of Examiners, on or before the first day of May, of each year, on a form to be furnished by the Board, and any stationery engineer who fails to do so, shall not continue in charge of a steam plant unless with a special permission of the Board.

3. A person who is not the holder of a certificate, shall not operate or have charge of any steam plant, except in case of emergency, when he may be employed in operating any steam plant for a period, not exceeding thirty days, at any one time.

4. The examiners may grant a provisional certificate to be good for a period, not to exceed one year, to any person who holds a stationary engineer's certificate from the Board of Examiners, or other duly constituted authority of any other province of Canada.

5. The certificate shall at all times be exposed to view, in either the boiler or engine room, in which the holder thereof is employed, and failure to keep such certificate exposed shall be *prima facie* evidence of the lack of qualification under the Law.

6. These regulations shall not apply to persons in charge of steam plants of lesser capacity than that mentioned in Paragraph 2, of Article 3866g of the law.

Persons in charge of locomotives or steam plants or steam-boats, or in butter and cheese factories, shall also be exempt from the application of the regulations.

Engine builders or contractors, putting up steam plants and persons engaged in installing or testing steam-boilers are also exempt from the operation of these regulations.

7. Any member of the Board of Examiners, on presentation of authorization, in writing, signed by the Minister, may enter any premises wherein he has reason to believe there is a steam plant and make such inspection as may be necessary to determine whether the provisions of this act are being complied with.

8. Except as provided in paragraph 3 of the regulations, every person who operates a steam plant, as the engineer in charge thereof, without the certificate required by this Act, and every person employing him so to do, shall incur the penalty prescribed by Art. 3866k of the Act relating to stationary engineers.

9. The inspectors appointed, in virtue of the Industrial Establishments and Public Building Acts of Quebec, may be appointed on the Board of Examiners in order to assist in the enforcement of the law.

They shall report any violation thereof and furnish the Board with such information as they may have, as to the conduct and capability of any person holding or applying for a certificate.

10. Article 36 of the Boiler Regulations of Quebec, providing for the examination of engineers, by the boiler inspectors, working under the control of the Department of Inspection of Industrial Establishments is hereby annulled.

The Boiler inspectors shall conform to the

mer aux instructions qui leur seront données par l'inspecteur en chef, quant à ce qui regarde l'examen des ingénieurs et chauffeurs de leur division d'inspection.

11. Il est formellement interdit aux inspecteurs de chaudières employées par les compagnies d'assurance de décerner des diplômes aux ingénieurs stationnaires.

Examens

12. Toute personne qui aspire à prendre la charge d'une installation de la force motrice dans la province de Québec, doit adresser une demande au bureau (une formule lui sera transmise sur demande), informant les examinateurs qu'elle désire être examinée afin d'obtenir un certificat.

Pour subir l'examen, l'aspirant doit :—

- (a) Être âgé d'au moins vingt et un ans révolus;
- (b) Fournir des renseignements sur la longueur du temps qu'il a travaillé comme ingénieur, assistant, chauffeur ou graisseur, sous la surveillance d'un ingénieur compétent;
- (c) Donner au bureau des informations satisfaisantes sur sa conduite et sa sobriété;
- (d) Répondre correctement à au moins 60 pour cent des questions soumise;
- (e) Payer un honoraire d'admission au moment où la demande d'examen est formulée (cet honoraire n'est pas rendu à l'aspirant dans le cas où il échouerait à ses examens).

Les examens consistent à répondre à des questions touchant la construction et le fonctionnement des moteurs, chaudières à vapeur, appareils hydrauliques et électriques. Les questions d'examen ne seront fournies qu'au moment même des examens et ne seront pas envoyées aux aspirants par la maille.

Les examens seront faits par écrit et seront conservés dans le département, mais dans le cas où l'aspirant n'a pas encore deux années d'expérience (et dans le cas de tout autre aspirant que les examinateurs décideront d'examiner ainsi), l'examineur examinera oralement l'aspirant sur les questions présentées dans les papiers d'examen. Il pourra exiger que l'aspirant démontre ses connaissances du fonctionnement de la force motrice, dans la chambre même du moteur ou celle de la chaudière.

Dans le cas de non réussite à passer avec satisfaction ces examens, l'aspirant ne pourra se présenter de nouveau aux examens qu'après l'expiration de quatre vingt-dix jours à compter de la date de l'examen antérieur.

13. Les aspirants peuvent être examinés moyennant avis en tout temps durant les heures de bureau, au bureau des examinateurs ou en tout autre lieu qui pourra être fixé.

Les examinateurs pourront faire des examens trois fois par année dans les cités suivantes: Montréal, Québec, Hull, Sherbrooke, Sainte-Hyacinthe et Trois-Rivières, ou ailleurs sur l'ordre du Ministre. Les dates d'examen seront fixées par les examinateurs, et un avis à cet effet sera transmis aux aspirants demeurant dans le district les informant du lieu et de la date des examens.

14. Les examinateurs devront formuler un programme d'examen et le soumettre au Ministre des Travaux Public et du Travail. Ils pourront, sous la direction de l'inspecteur en chef, préparer les divers documents, les cédules, les certificats et toutes autres formules nécessaires pour le bon fonctionnement de leur bureau.

Diplômes

15. Les diplômes ne sont valables qu'à partir du 1er juillet au 30 juin suivant.

instructions that will be given to them by the Chief Inspector, regarding the examination of engineers and stokers, in their respective inspection districts.

11. Boiler inspectors in the employ of Insurance companies, are formally forbidden to issue certificates of competency to stationary engineers.

Examinations.

12. Any person who desires to take charge of a stationary steam plant, in the Province of Quebec, must make application to the Board (on a form which will be supplied on request) that he desires to pass an examination in order to obtain a certificate.

A candidate for examination is required:—

- (a) To be at least 21 years of age;
- (b) To furnish information as to the length of his practical experience as an engineer, assistant fireman or oiler, under the supervision of a competent engineer;
- (c) To satisfy the Board as to character and sobriety;
- (d) To answer correctly at least sixty per cent of the questions asked.
- (e) To pay a fee at the time application is made for examination (this fee will not be returned to the applicant should he fail to pass the examination).

Examinations consist of questions upon the construction and operation of steam engines, steam boilers, steam pumps, hydraulic and electrical apparatuses;

Examination questions will be furnished only at the time of examination and under no circumstances can they be furnished by mail.

Examinations are in writing and shall be kept in the records of the Department, but where the applicant has had less than two year's experience, as above, (and also in the case of any other applicant that the Board may deem should be so examined) the examiner shall examine the candidate orally, on the questions contained in the examination paper and have him demonstrate his knowledge of the operation of steam plant in an engine or boiler room.

In the event of a candidate failing in his examination, ninety days shall elapse before he can become eligible for re-examination.

13. Candidates may be examined, subject to appointment, at any time during office hours at the Board of Examiners' office or any other place that may be designated.

The examiners may conduct examinations three times each year, in the following cities:—Montreal, Quebec, Hull, Sherbrooke, Saint Hyacinthe and Three Rivers, or any other place designated by the Minister. The dates of examinations shall be fixed by the Board and a notice to that effect shall be sent to all candidates, in each particular district.

The Board of Examiners shall prepare an examination form and submit the same to the approval of the Minister of Public Works and Labor. The examiners, under the direction of the Chief Inspectors, shall prepare the different forms, schedules and certificates and all such documents needed for the satisfactory working of the Board.

Certificates.

15. Certificates are good only from the 1st of July to the 30th of June following.

Tout ingénieur qui néglige ou manque de renouveler son certificat, ne pourra pas continuer à faire fonctionner une installation de la force motrice.

Tout porteur de certificat ayant l'intention de renouveler son certificat devra s'inscrire au bureau des examinateurs pas plus tard que le 1er juillet de chaque année, sur une formule qui lui sera remise.

Un porteur de diplôme qui ne sera pas inscrit au bureau le 1er octobre suivant, n'obtiendra un renouvellement qu'en payant la somme de cinq dollars.

Dès la réception de son diplôme, l'ingénieur auquel il a été accordé devra signer son nom dans l'espace réservé à cet effet sur le diplôme, et il devra toujours le tenir affiché bien en vue dans la chambre du moteur ou celle de la chaudière.

Les Permis

16. Tout ingénieur porteur d'un diplôme d'ingénieur émis par les autorités d'une autre province du Dominion du Canada, qui, après avoir fourni des preuves de sa sobriété et de sa bonne conduite et avoir payé l'honoraire de un dollar au bureau des examinateurs, pourra obtenir un permis pour prendre charge de l'installation de la force motrice à partir de la date de son émission. Après cette date, l'ingénieur devra subir l'examen prescrit par la loi afin d'obtenir le diplôme qui lui permettra de faire fonctionner les appareils de la force motrice en vertu de la loi des ingénieurs stationnaires de la province de Québec.

Honoraires.

17. L'honoraire pour examen (le diplôme inclus, s'il est accordé) pour la qualification d'un ingénieur de la première classe qui se destine à l'inspection des chaudières à vapeur, soit pour le gouvernement ou soit pour le compte des compagnies privées, sera de vingt cinq dollars.

L'honoraire pour tout ingénieur de la première classe sera de quinze dollars.

L'honoraire pour le diplôme de la deuxième classe sera de dix dollars.

L'honoraire pour le diplôme de troisième classe sera de cinq dollars.

L'honoraire pour le diplôme de quatrième classe sera de deux dollars.

Renouvellement

L'honoraire pour le renouvellement des diplômes de première classe sera de trois dollars. Celui de deuxième classe de deux dollars. Pour la troisième classe, un dollar et pour tout ingénieur de quatrième classe cinquante centimes.

L'honoraire pour le renouvellement d'un diplôme, quand un candidat a négligé de s'enregistrer au 1er juillet, sera de cinq dollars.

L'honoraire pour l'émission d'un diplôme en duplicata sera de un dollar.

L'honoraire pour l'émission d'un permis sera de un dollar. La première classe permet de prendre charge d'une force motrice de 400 chevaux-vapeur et au-dessus; la deuxième classe de 400 à 180; la troisième classe, de 180 à 50; la quatrième classe, au-dessous de 50.

Annulation des diplômes.

18. Les diplômes peuvent être annulés pour les raisons suivantes:

Any engineer who fails to renew his certificate will not be allowed to continue in charge of a steam plant.

Every certificate holder wishing to renew his certificate shall register with the Board of Examiners not later than July the 1st of every year upon a form which will be transmitted to him.

Every certificate holder who fails to register with the board before October the 1st, following will be charged five dollars for the renewal of his certificate.

On receipt of his certificate, the engineer to whom it was granted must sign the same, in the space provided for that purpose, on the certificate and must at all times keep his certificate exposed to view in the engineer or boiler room.

As to Permits.

16. Every engineer who is a holder of a certificate of qualification from any other province of the Dominion of Canada, and who furnishes satisfactory evidence as to his good conduct and sobriety together with the prescribed fee (\$1.00) may be granted a permit to take charge of a stationary steam plant in the province of Quebec, for one year only, from date of issue, when it will be necessary for the applicant to try the prescribed examination, in order to obtain a certificate entitling him to take charge of a steam plant, as provided for, in the Act relating to Stationary Engineers of the province of Québec.

As to Fees.

17. The fee for the examination of a first class engineer, qualifying for boiler inspection work, either for the government or for a private company shall be twenty-five dollars (\$25.00).

The fee for the examination of all other engineers of the first class, shall be fifteen dollars (\$15.00).

The examination fee for a second class engineer shall be ten dollars (\$10.00).

The examination fee for a third class engineer shall be five dollars (\$5.00).

The examination fee for a fourth class engineer shall be two dollars (\$2.00).

Renewals.

18. The fee for renewing a first class certificate shall be three dollars (\$3.00). For a second class certificate two dollars (\$2.00). For a third class certificate one dollar (\$1.00) and for a fourth class certificate fifty cents (.50).

The fee for the renewal of a certificate when a candidate fails to register on or before July the 1st, shall be five dollars (\$5.00).

The fee for the issuing of a certificate in duplicate shall be one dollar (\$1.00).

The fee for the issuing of a permit shall be one dollar (\$1.00).

A first class certificate entitles the holder thereof to take charge of a steam plant of 400 H. P. and above; second class certificate, of 400 to 180 H. P.; third class certificate, of 180 to 50 H. P.; fourth class certificate, of less than 50 H. P.

As to cancellation of certificates.

The certificates are subject to cancellation for the following reasons:—

- (a) Si le porteur a des habitudes d'intempérance ou fait usage de drogues;
 (b) S'il perd la raison ou devient physiquement incapable;
 (c) S'il se montre incompetent ou coupable de négligence grossière dans l'exécution des devoirs de sa charge;
 (d) S'il a obtenu un certificat par fraude ou sous de fausses représentations;
 (e) S'il permet qu'un autre se serve de son diplôme.

Dans le cas où un diplôme a été volé, perdu ou détruit, un double est émis à l'intéressé, sur présentation d'une déclaration appuyée de preuves satisfaisantes aux examinateurs de la vérité des faits avancés.

19. Les honoraires, ainsi que les amendements imposés par les tribunaux pour toute contravention à la loi et aux règlements seront perçus par l'inspecteur en chef et payés au trésorier de la province.

237

Demandes à la Législature

Avis public est par les présentes donné, que la cité de Maisonneuve, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à cette session commençant le sept janvier courant, pour obtenir les amendements suivants à sa charte, à savoir: Pour fixer à l'avenir la date des élections municipales au premier jour juridique du mois d'avril; pour obtenir un décret autorisant la construction d'un pont libre pour piétons, voitures et tramways et reliant l'île Jésus à l'île de Montréal et ce aux frais des cités de Maisonneuve et Montréal, du village de Saint Michel de Laval et de la paroisse du Sault-au-Récollet, ce pont devant continuer et compléter le Boulevard Pie IX; et pour toutes autres fins concernant l'administration et le bien-être de la cité.

TAILLON, BONIN, MORIN & LARAMEE,
 Procureurs pour la cité de Maisonneuve.
 Montréal, 7 janvier, 1915. 223-2-4

Avis est par les présentes donné que H. Dubuc Jos. Bissonnette, Napoléon Marquis, Evangéliste Lalonde, O. Larue, F. Bouchard, J. A. Séguin, O. Lecavalier, A. Béglise, maréchaux ferrants de la cité de Montréal, Louis Gagnon, maréchal-ferrant de la ville de Maisonneuve, et S. Hamel maréchal ferrant de la ville de Verdun, formant avec d'autres l'Association des Maîtres Maréchaux Ferrants de Montréal, demanderont à la législature de Québec, à sa prochaine session, la passation d'un bill pour les incorporer ainsi que tous les membres actuels de l'Association des Maîtres Maréchaux Ferrants de Montréal, sous le nom de "Association des Maréchaux Ferrants de la province de Québec," la loi devant s'appliquer à toute la province de Québec.

L'objet de cette demande est d'améliorer l'état des maréchaux ferrants, aider à l'amélioration de la race chevaline, assurer un meilleur apprentissage, fonder une école de maréchalerie, donner des licences en maréchalerie, subordonner à certaines formalités les responsabilités que les membres encourent dans l'exercice de leur métier, limiter les heures de travail, protéger les membres, les unir fraternellement, assister ceux qui sont malades ainsi que les veuves et orphelins des membres décédés, ajuster et régler les disputes entre les patrons et employés, fixer des échelles de salaires et de prix, acheter en coopération, avoir des

- (a) If the holder is habitually intemperate or addicted to the use of drugs;
 (b) If he becomes insane or physically incapacitated;
 (c) If he has proved incompetent or grossly negligent in the discharge of his duties;

- (d) If he has obtained his certificate through misrepresentation or fraud;
 (e) If he allows another to operate under his certificate.

In case a certificate is lost, stolen or destroyed, a duplicate will be issued on presentation to the Board of statutory proof, setting forth the facts.

19. The fees as well as the fines, imposed by the courts in punishment for violation of the Law and Regulations shall be collected by the Chief Inspector and forwarded to the Provincial treasurer.

238

Applications to the Legislature

Public notice is hereby given, that the city of Maisonneuve, will apply at the Legislature of the Province of Quebec, at this session, beginning the seventh of January instant, to obtain the following amendments to its charter, viz: To fix and set in future, the date of municipal elections to the first legal day of the month of April; to get an enactment authorizing the construction of a bridge free for pedestrians, vehicles and tramways, connecting Jesus island to the island of Montreal and this at the expense of the cities of Maisonneuve and Montreal, of the village of Saint Michel de Laval and of the parish of Sault au Recollet, this bridge being the prolongation and completion of Boulevard Pie IX; and for all other matters concerning the administration and the well-fare of the city.

TAILLON, BONIN, MORIN & LARAMEE,
 Attorneys for the city of Maisonneuve.
 Montreal, 7th January, 1915. 224-2-4

Notice is hereby given that H. Dubuc, Jos. Bissonnette, Napoléon Marquis, Evangéliste Lalonde, O. Larue, F. Bouchard, J. A. Séguin, O. Lecavalier, A. Béglise, farriers, of the city of Montreal, Louis Gagnon, farrier, of the town of Maisonneuve, and S. Hamel, farrier, of the town of Verdun, constituting with others the association of Master Farriers, of Montreal, will apply to the Quebec Legislature, at its next session, for the passing of an act incorporating them as well as all the actual members of the association of Masters Farriers, of Montreal, under the name of "Association des Maréchaux Ferrants de la province de Québec", this act to apply to the whole of the province of Quebec.

The objects of this application is to improve the condition of farriers to and in improvement of the horse family, to assure a better apprenticeship, to establish a school for farriers, give licenses in farriery, to subject to certain formalities the responsibilities incurred by the members in the exercise of their trade, to limit working hours, protect the members, unit them fraternally, assists those whose are sick as well as the widows and orphans of members deceased adjust and settle disputes between masters and employees; fix scales of wages and prices, purchase in cooperation, own reading rooms, and

salles de lecture et bibliothèques techniques, ester en justice, posséder des biens meubles et immeubles, les vendre et en acquérir d'autres les hypothéquer et autrement aliéner, recevoir des legs, subsides, gratifications, emprunter sur billets et hypothèques, et être autorisée à faire tous règlements et ordonnances nécessaires pour atteindre les fins proposées par la demande d'incorporation.

J. A. E. DION,
Procureur des pétitionnaires.
Montréal, 8 janvier 1915. 239—2-4

technical libraries, ester en justice, hold moveables and immoveables, sell the same and acquire others, hypothecate or otherwise dispose of same receive legacies subsidies, gratuities, borrow upon notes and hypothecs, and to be authorized to enact any by-laws or ordonnances necessary for the attainment of the purposes sought by the application for incorporation.

J. A. E. DION,
Attorney for the Petitioners.
Montreal, 8th January, 1915. 240—2-4

Avis Divers

ELECTION DU 21 NOVEMBRE 1914
Canada,
Province de Québec.
District Electoral de Richmond
22 décembre, 1914.
Extrait de l'état des dépenses d'élection de
l'hon. Walter G. Mitchell.

Louage d'automobiles.....	\$ 30 50
Location de salles.....	40 00
Louage de voitures.....	33 00
Impressions et annonces d'as- semblées.....	24 00
Téléphones et télégrammes....	14 50

\$ 141 50

(Signé) J. P. DUMONT.

Je, soussigné, certifie que l'état détaillé des dépenses d'élection, dont ceci est un extrait, a été produit entre mes mains le 31^{ème} jour de décembre 1914.

141

W. J. EWING,
Officier rapporteur.

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Chicoutimi.
Dame Clothilde Larouche, de Jonquières, épouse commune en biens de Alexandre Gauthier, cultivateur, de lieux inconnus, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse;

vs

Le dit Alexandre Gauthier, Défendeur.
Une action en séparation de corps et de biens a été instituée ce jour en cette cause.

L. ALAIN,
Procureur de la demanderesse.
Chicoutimi, 2 janvier 1915. 213—2-5

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal,
No 1483.
Dame Alice Janson, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Arthur Langevin, libraire du même lieu, la dite Dame Alice Janson dûment autorisée à ester en justice aux fins des présentes, Demanderesse;

vs

Arthur Langevin, libraire, du même lieu, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée par la demanderesse contre le défendeur le 6 novembre 1914.

CAMILLE TESSIER,
Avocat de la demanderesse.
Montréal, 4 janvier 1915. 179—2-5

Miscellaneous Notices

ELECTION OF NOVEMBER 21st 1914.
Canada,
Province of Quebec.
Electoral district of Richmond.
22nd December, 1914
Abstract of statement of election expenses of
Hon. Walter G. Mitchell.

Automobile Hire.....	\$ 30 50
Rent of halls.....	40 00
Rent of Teams.....	33 00
Printing and advertising meet- ings.....	24 00
Telephone and telegrams.....	14 50

\$ 141 50

(Signed) J. P. DUMONT.

I, the undersigned, certify that the detailed statement of election expenses of which the above is an abstract, was filed with me on the 31st day of December, 1914.

142

W. J. EWING,
Returning Officer.

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Chicoutimi,
Dame Clothilde Larouche, of Jonquières, wife common as to property of Alexandre Gauthier, farmer, of place unknown, duly authorized to ester en justice. Plaintiff;

vs

The said Alexandre Gauthier, Defendant.
An action for separation from bed and board has been instituted this day in this case.

L. ALAIN,
Plaintiff's Attorney.
Chicoutimi, 2nd January, 1915. 214—2-5

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal,
No. 1483.
Dame Alice Janson, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Arthur Langevin, booksaler, of the same place and the said Dame Alice Janson, duly authorized to ester en justice, Plaintiff;

vs

Arthur Langevin, book-seller of the same place, Defendant.
An action in separation as to property has been entered by the plaintiff against the defendant on the 6th November 1914.

CAMILLE TESSIER,
Attorney for Plaintiff.
Montreal, 4th January, 1915. 180—2-5

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Terrebonne,
No 343.
Dame Malvina Rodrigue, Demanderesse,
vs
Félix Landry, Défendeur.
Une action en séparation de corps et de biens
a été instituée en cette cause le 29 décembre
1914.

F. DE S. A. BASTIEN,
Procureur de la Demanderesse.
Sainte-Scholastique, 4 janvier, 1915. 175—2-5

Avis de Faillites

Cour Supérieure.

Canada,
Province de Québec,
District de Kamouraska,
No 328.
Re Horace Pelletier, marchand, Saint-Alexandre,
Co. Kamouraska, Insolvable.
Avis est par le présent donné qu'un premier
bordereau de dividende a été préparé dans cette
affaire, qu'il sera sujet à objection d'hui au 25
janvier courant alors qu'il sera payable à nos
bureaux.

LARUE & TRUDEL,
Curateurs.

Bureaux: "Edifice Dominion",
126 rue Saint-Pierre.
Québec, 9 janvier, 1915. 215

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Trois-Rivières.
In re Chenier & Cie, Trois-Rivières,
Insolvables.
Avis est donné par la présente que le 30ième
jour de décembre, 1914, le soussigné a été nommé,
par une ordonnance de la cour, curateur en cette
affaire.
Les créanciers du dit insolvable sont requis de
filer leur réclamation à mon bureau, 83 rue Craig
Ouest, Montréal, sous trente jours du présent
avis s'ils ne l'ont déjà fait.

VINCENT LAMARRE,
Curateur.

Bureaux, 820 Edifice "Power".
Montréal, 4 janvier, 1915. 203

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District des Trois-Rivières,
No 432.
In re Alex. Martineau, Failli.
&
S. Dugal, Req.-Cession.
Avis est par le présent donné que le dit débiteur
a fait ce jour un abandon judiciaire de ses biens
pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du
protonotaire de la Cour supérieure, à Trois-Ri-
vières.

S. DUGAL,
Gardien Provisoire.

Trois-Rivières, 26 décembre, 1914. 211

In re Adélar Normandin, de Victoriaville,
épicer.

Avis est par le présent donné qu'en vertu d'une
ordonnance de la Cour supérieure pour le district
d'Arthabaska, en date du 5 janvier 1915, le sous-
signé a été nommé curateur.

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Terrebonne,
No. 343.
Dame Malvina Rodrigue, Plaintiff;
vs
Felix Landry, Defendant.
An action for separation from bed and board
and property has been instituted in this cause
on the 29th December, 1914.

F. DE S. A. BASTIEN,
Attorney for the Plaintiff.
Sainte Scholastique, 4th January, 1915. 176-2-5

Bankrupt Notices

Superior Court.

Canada,
Province of Quebec,
District of Kamouraska,
No. 328.
Re Horace Pelletier, Merchant, Saint Alexandre,
Co., Kamouraska, Insolvent.
Notice is hereby given that a first dividend
sheet has been prepared in this matter, that it
will be subject to objection until January the
the 25th, when it will be payable at our offices.

LARUE & TRUDEL,
Curators.

Offices: "Dominion Building",
126 Saint Peter Street.
Quebec, 9th January, 1915. 216

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Three Rivers,
In re Chenier & Co., Three Rivers,
Insolvent.
Notice is hereby given that on the 30th day of
December, 1914, the undersigned has been
appointed by an ordonnance of this court curator
to the above estate.
Creditors of said insolvent are requested to file
their claim at my office, 83 Craig Street West,
Montreal, if they have not already done so,
within thirty days from date of present notice.

VINCENT LAMARRE,
Curator.

Office: 820 "Power" Bldg.
Montreal, 4th January, 1915. 204

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Three Rivers.
No. 432.
In re Alex Martineau, Insolvent.
&
S. Dugal, Petitioner for assignment.
Notice is hereby given that the said debtor has,
this day, made a judicial abandonment of his
property for the benefit of his creditors, at the
office of the Prothonotary of the Superior Court,
at Three Rivers.

S. DUGAL,
Provisional Guardian.

Three Rivers, 26th December, 1914. 212

In re Adélar Normandin, of Victoriaville,
grocer.

Notice is hereby given that by and in virtue
of an order of the Superior Court for the district
of Arthabaska, bearing date the 5th January,
1915, the undersigned was appointed curator.

Les créanciers du dit insolvable devront produire leurs réclamations dans les trente jours de cette date.

J. WILFRID PARIS,
Curateur.

Bureau: Victoriaville, Qué.
Daté ce 5 janvier 1915. 209

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.
In re S. Taylor, Montréal, Insolvable.
Avis est par le présent donné que le 4^{ème} jour de janvier, 1915, nous avons été nommés curateurs conjoints aux biens du dit insolvable.

Toutes les personnes ayant des réclamations contre le dit insolvable sont requises de les produire dûment attestées sous serment sous trente jours de cette date.

J. WILFRID MICHAUD,
HENRI DESROSIERS,
Curateurs conjoints.

Bureau de
Michaud & DesRosiers,
Comptables et Liquidateurs,
Chambre 24—55 rue Saint François Xavier.
Montréal, 5 janvier, 1915. 205

Cour Supérieure

Province de Québec,
District de Montréal.
Nos 127-a-466.
In re Osias Lamoureux, Montréal, Insolvable.

Avis est par le présent donné que le 23^e jour de décembre 1914, le susdit insolvable a fait un abandon judiciaire de tous ses biens pour le bénéfice de ses créanciers au bureau du protonotaire de la Cour supérieure pour le district de Montréal.

J. G. DUHAMEL,
Sub. gardien provisoire.

Bureau de
Duhamel, Jenkinson & Beaulieu,
No 3 rue Notre-Dame-Est.
Montréal, 29 décembre, 1914. 143

AUX ANNONCEURS DANS LA GAZETTE OFFICIELLE.

Ceux qui envoient des annonces pour être insérées dans la *Gazette Officielle*, voudront bien se conformer aux règles ci-dessous:

1. Adresser "Gazette Officielle", Québec.
2. Indiquer le nombre voulu d'insertions.

3. TRANSMETTRE INVARIABLEMENT LE PRIX DE L'ANNONCE AINSI QUE LE PRIX D'UN EXEMPLAIRE DE LA GAZETTE, TELS QUE DONNES PLUS BAS; SANS CELA L'ANNONCE NE SERA PAS PUBLIEE.

Les prix sont:
Première insertion, 10c par ligne (mesure agate)

Insertions subséquentes, 5c par ligne (mesure agate).

Traduction, 40c par 100 mots.
Gazette Officielle, par exemp., 21c.
Slips ou épreuves, 65c par douzaine.

AUCUNE ANNONCE N'EST INSEREE POUR MOINS D'UNE PIASTRE.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi, le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

The creditors of the said insolvent must file their claims within thirty days from date.

J. WILFRID PARIS,
Curator.

Office: Victoriaville, Que.
Dated this 5th January, 1915. 210

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.
In re S. Taylor, Montreal, Insolvent.
Notice is hereby given that on the 4th day of January, 1915, we were appointed joint curators to the estate of said insolvent.

All parties having claims against said insolvent are requested to file same duly attested under oath, within 30 days from this date.

J. WILFRID MICHAUD,
HENRI DESROSIERS,
Joint Curators.

Office of
Michaud & DesRosiers,
Accountants and Liquidators,
Room 24—55 Saint Francois Xavier Street.
Montreal, 5th January, 1915. 206

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal,
No. 127-a-466.
In re Osias Lamoureux, Montréal, Insolvent.

Notice is hereby given that on the 23rd day of December, 1914, the above named insolvent has made a judicial abandonment of all his property for the benefit of his creditors at the office of the prothonotary of the Superior Court for the District of Montreal.

J. G. DUHAMEL,
Dep. Provisional Guardian.

Office of
Duhamel, Jenkinson & Beaulieu,
No. 3 Notre Dame Street East.
Montreal, 29th December, 1914. 144

TO ADVERTISERS IN THE OFFICIAL GAZETTE.

PARTIES sending advertisements to be inserted in the *Official Gazette*, will please observe the following rules:

1. Address "The Official Gazette", Quebec.
2. Indicate the number of insertions required.

3. INVARIABLY REMIT THE FEES FOR SUCH ADVERTISEMENTS, TOGETHER WITH THE PRICE OF THE GAZETTE, AS BELOW, OTHERWISE THEY WILL NOT BE INSERTED.

The rates are:
First insertion, 10 cents per line (agate measure).

Subsequent insertions, 5 cents per line (agate measure).

Translation, 40 cents per 100 words.
Official Gazette, 21 cents per single number.
Slips, 65 cents per dozen.

NO ADVERTISEMENT IS INSERTED FOR A LESS CHARGE THAN ONE DOLLAR.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock, noon, on Thursdays, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but in the next number.

Les abonnés observeront aussi que le prix d'abonnement, \$5. par année, est invariablement payable d'avance, et que l'envoi de la *Gazette* sera arrêté à l'expiration de la période payée.

Quand les annonceurs veulent plus d'un exemplaire de la *Gazette*, ils devront faire une remise en conséquence.

N.-B.—Les chiffres au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre est notre numéro d'ordre; le deuxième est celui de la livraison de la *Gazette* pour la première insertion; et le dernier chiffre accuse le nombre d'insertions.

Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

E. E. CINQ-MARS,
Imprimeur du Roi.
Hôtel du gouvernement
Québec, 4 avril 1914. 31

Subscribers will also notice that the subscription of \$5 per annum, is invariably payable in advance, and that the *Gazette* will be stopped at the end of the period paid for.

When advertisers require more than one number of the *Gazette*, they must remit accordingly.

N.-B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first number is our document number; The second number the *Gazette* number; and the last number, the number of insertions of the notice.

Notices published only once are only followed by our document number.

E. E. CINQ-MARS,
King's Printer.
Government House.
Quebec, 4th April, 1914 32

Index de la Gazette Officielle de Québec, No 2.

Index of the Quebec Official Gazette, No. 2.

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:—ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:—

Dme Belisle vs Lefebvre.....	99
" Bissonnette vs Provost.....	100
" Brown vs Vasilonis.....	100
" Dumas vs Bourdeau.....	99
" Janson vs Langevin.....	143
" Gauthier vs Galarneau.....	100

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:—ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:—

Dme Kaplan vs Levine.....	100
" Lalande vs Duclos.....	99
" Lapiere vs Racette.....	100
" Lapointe vs Lapointe.....	99
" Mogilensky vs Katz.....	99
" Shaheen vs Mitra.....	98

ACTIONS EN SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS:—

Dme Larouche vs Gauthier.....	143
-------------------------------	-----

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO BED AND BOARD:—

Dme Rodrigue vs Landry.....	143
-----------------------------	-----

AGRICULTURE:—Syndicat d'élevage de Sainte Madeleine, 137.

AGRICULTURE:—Breeding Syndicate of Sainte Malachie, 137.

ANNONCEURS, avis aux:—145.

ADVERTISING, notice to:—145.

ARRÊTÉ EN CONSEIL:—Règlements concernant l'examen des ingénieurs stationnaires, 138.

ORDER IN COUNCIL:—Regulations relating to the examination of Engineers, 138.

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE:—Cour d'Echiquier du Canada, 103.

GENERAL MEETING:—Exchequer Court of Canada, 103.

ASSOCIATION, ASSURANCE OU SOCIÉTÉ:—La Cie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de Sainte-Brigitte des Saunts, 82; La Cie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de Saint-Jean-Chrysostôme, 71.

ASSOCIATION, INSURANCE OR SOCIETY:—La Cie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de Sainte-Brigitte-des-Saunts, 82; La Cie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de Saint-Jean-Chrysostôme, 71.

AVIS:—United States Grand Lodge Independent Order Sons of Benjamin, 103.

NOTICE:—United States Grand Lodge Independent Order Sons of Benjamin, 103.

BILLS PRIVÉS, PARLEMENT FÉDÉRAL:—Avis au sujet des—Chambre des Communes, 71.

PRIVATE BILLS, FEDERAL PARLIAMENT:—Notices respecting the—House of Commons, 71.

CERCLE AGRICOLE, FORMATION DE:—Municipalité du village de Scotstown, 137.

FARMER'S CLUB, FORMATION OF:—Municipality of the village of Scotstown, 137.

COMPAGNIE AUTORISÉE A FAIRE DES OPÉRATIONS:—Gulf Trading Coy, Inc., 137.

COMPANY AUTHORIZED TO DO BUSINESS:—Gulf Trading Coy, Inc., 137.

DEMANDES A LA LÉGISLATURE:—APPLICATIONS TO THE LEGISLATURE:—

DEMANDES A LA LÉGISLATURE:—APPLICATIONS TO THE LEGISLATURE:—

Allen, Ralph, E.....	89
Alma & Jonquières Railway Coy.....	88

La Communauté des Religieuses Trapistines Notre-Dame de Maubec.....	86
---	----

Association des Maréchaux Ferrants de la province de Québec..... 142
 Beaudoin, Edmond et autres—and others.. 98
 Bankers Trust Coy..... 88
 Belque, Victor E..... 89
 Cité de—City of Hull..... 84
 Cité de—City of Maisonneuve..... 142
 Cité de Montréal..... 83
 Cité de—City of Québec..... 90
 Cité de—City of Sherbrooke..... 93
 Coonan, Thomas-Joseph..... 98
 Commissaires d'écoles pour la municipalité de Côteau Saint-Pierre—School Commissioners for the municipality of Côteau Saint Pierre..... 89
 Congregational Church and Society of the city of Sherbrooke..... 86
 Corporation du village de Saint-Michel de Laval.—Corporation of the village of Saint Michel de Laval..... 84
 Corporation de la paroisse du Sault-au-Récollet—Corporation of the parish of Sault-au-Récollet..... 86
 Corporation du village Saint-Benoît-Joseph-Labre d'Amqui.—Corporation of the village Saint Benoît-Joseph-Labre of Amqui..... 87
 Curé et Marguilliers de l'œuvre et fabrique de la paroisse Saint-Bernardin de Sienne.—Priest parish and church wardens of the parish of Saint Bernardin de Sienne..... 85
 Dérome, Jean-Michel..... 84
 Gagnon (Dme) Cléphire..... 95
 Jasmin (Dme) Delphine..... 96
 La Société des Réserves Hyd auliques du Saguenay..... 85

ELECTION, ÉTAT DES DÉPENSES:—L'hon. W. G. Mitchell, 143.

EXAMEN:—BARREAU:—Montréal, 101; Ottawa, 102; Québec, 101.

FAILLIS:—INSOLVENTS:—

Bertrand..... 105
 Bissonnette, (Dme)..... 106
 Chenier & Cie..... 144
 Cohen..... 105
 Garber & Stettner..... 106
 Hooper..... 104
 La Cie Economique, Ltée..... 104
 Lafrance..... 104
 Lamoureux..... 145
 Lemay..... 105
 Marineau..... 144

LETTRES PATENTES:—LETTERS PATENT:—

Canadian Automobile Inspection Coy, Ltd. 76
 Dominion Engine Supplies Coy, Ltd..... 80
 G. N. Clermont, Ltée..... 79
 Hôtel Bellerive, Ltée..... 73
 La Cie des Magasins Bleus, Ltée..... 137
 La Longue Pointe, Ltée..... 70

MUNICIPALITÉS SCOLAIRES:—Arpents de terre à municipalité scolaire: Haut de la Côte Saint-Denis, 137.

NOMINATIONS:—

Inspecteur des établissements industriels, 69.

NOTAIRE, SUSPENSION DE DEMANDE DE TRANSFER:—Henri Lemire, 102.

La ville — The town Lasalle..... 89
 La ville—The tow Mont Royal..... 84
 Leduc, E. A..... 95
 Le Bureau Spécial de l'Œuvre et Fabrique de la paroisse Saint-Georges, — The Special Board of church wardens of the parish Saint Georges..... 97
 Leahy, Wilfrid..... 98
 Montcalm Cons ruction Coy..... 84
 McCreedy, Dme Margaret..... 96
 Municipalité scolaire de Saint-Zotique de Montréal—School Municipality of Saint Zotique..... 95
 Municipalité de la paroisse de Sainte-Madeleine d'Outremont—Municipality of the parish of Saint Madeleine d'Outremont..... 92
 Municipalité du village de Tétéreaultville de Montréal.—Municipality of the village of Tétéreaultville of Montreal..... 95
 Notre-Dame-des-Neiges des Trois-Pistoles.. 87
 Ouverture et élargissement de rues, Montréal.—Opening and widening streets. 00
 Ouverture ou élargissement de rues, Montréal—Opening or widening streets, Montreal..... 96
 Provincial Light, Heat & Power Coy..... 93
 Quebec & Saint Maurice Industrial Coy.. 93
 Roy, (Dme) Georgette..... 96
 Scottish Trust Coy..... 98
 Succession—Estate Eugène Crépeau..... 87
 Taillon, François..... 93
 The Dorval Island Park Coy..... 94
 The Montreal Hebrew Orphans Home..... 97
 Trustees of the American Presbyterian Society of Montreal..... 94

ELECTION, STATEMENT OD COSTS:—L'hon. W. G. Mitchell, 143.

EXAMINATION:—BAR:—Montréal, 101; Ottawa, 102; Québec, 101.

FAILL—INSOLVENTS:—

Noel..... 104
 Normandin..... 144
 Ouellette..... 105
 Pelletier..... 144
 Pinard & Lamy..... 103
 Rosand & Silverstone..... 106
 Rosen..... 106
 Sanche..... 105
 Shefler & Sons..... 106
 Taylor..... 145
 Ungar..... 105

LETTRES PATENTES:—LETTERS PATENT:—

Mount Royal Grocery Coy..... 77
 New Grand, Ltd..... 74
 Parker-House, Ltd..... 78
 Saint Elmo Restaurant, Ltée..... 72
 The Canadian Juvenile Clothing Coy, Inc.. 81
 W. W. Higgs & Coy, Inc..... 66

SCHOOL MUNICIPALITIES:—Arpents de terre à municipalité scolaire: Haut de la Côte Saint-Denis, 137.

APPOINTMENTS:

Industrial establishments inspector, 69.

NOTARY, SUSPENDING OF APPLICATION FOR TRANSFER:—Henri Lemire, 102.

PROCLAMATION :--Paroisse Saint-François d'Assise, 135.

VENTE PAR LICITATION:--Lafleur vs LaRochele èsqt., 107.

VENTES POUR TAXES MUNICIPALES--Comtés.--
SALES FOR MUNICIPAL TAXES:--Counties:--

Argenteuil.....	120
Berthier.....	117
Compton.....	124
Drummond.....	126
Iberville.....	117
Labelle.....	112

VENTES PAR LES SHERIFS --

ARTHABASKA:--Dme René vs Boucher, 127.

JOLIETTE:--Goulet vs Perreault, 127; The Royal Bank of Canada vs Vincent & Coutu, 128.

MONTMAGNY:--Duchesneau vs Dostie *et al*, 128.

MONTREAL:--Galarneau vs Bréard *et al*, 130; Mercier (Dlle) vs Lavoie, 130; Nault vs La Cie Immobilière Ouest de N.-Dame de Grâce, 130; Paquet vs Shillen, 129; Rivard vs (Voyageurs de Commerce, Ltée, 131; Robinovitch vs Boulé, 130; Tessier vs Lavoie, 129.

RICHELIEU:--The Ogilvie Flour Mills Company, Limited vs Cardin, 133.

SAINT-FRANCOIS:--La Cie C. O. Genest & Fils, vs Cloutier, 133.

SAINT-HYACINTHE:--Lefebvre vs Charron, 134; Parent vs Chaput, 134.

PROCLAMATION :--Parish of Saint Francis d'Assise, 135.

SALE BY LICITATION:--Lafleur vs LaRochele, èsqt., 107.

VENTES POUR TAXES MUNICIPALES--Comtés.--
SALES FOR MUNICIPAL TAXES:--Counties:--

L'Assomption.....	118
Matane, No 2.....	116
Portneuf.....	108
Richmond.....	119
Richmond.....	111

SHERIFF'S SALES:--

ARTHABASKA:--Dme René vs Boucher, 127.

JOLIETTE:--Goulet vs Perreault, 127; The Royal Bank of Canada vs Vincent & Coutu, 128.

MONTMAGNY:--Duchesneau vs Dostie *et al*, 128.

MONTREAL:--Galarneau vs Bréard *et al*, 130; Mercier (Dlle) vs Lavoie, 130; Nault vs La Cie Immobilière Ouest de N.-Dame de Grâce, 130; Paquet vs Shillen, 129; Rivard vs (Voyageurs de Commerce, Ltée, 131; Robinovitch vs Boulé, 130; Tessier vs Lavoie, 129.

RICHELIEU:--The Ogilvie Flour Mills Company, Limited vs Cardin, 133.

SAINT FRANCIS:--La Cie C. O. Genest & Fils, vs Cloutier, 133.

SAINT HYACINTH:--Lefebvre vs Charron, 134; Parent vs Chaput, 134.